N° 4 — AVRIL 1963 — 39e ANNEE

CONDITION OUVRIERE ET LUTTE DE CLASSES

3

MAURICE THOREZ — **Notion de classe et rôle historique de la classe ouvrière.**

22

GEORGES FRISCHMANN — **Où en est la conscience de classe ?**

33

ANDRE BARJONET — **La condition ouvrière et l'état de la technique.**

42

GILBERT MURY — **Actualité de la lutte de classes.**

57

JEAN-CLAUDE POULAIN — **« Le droit de vivre ».**

LES GRANDS ANNIVERSAIRES

71

Un nouveau document de V. I. Lénine.

PROBLEMES IDEOLOGIQUES

86

BACHIR HADJ ALI — **Qu'est-ce qu'un révolutionnaire en 1963 ?**

PROBLEMES DU DESARMEMENT ET DE LA PAIX

101

PIERRE VILLON — **La politique de l'axe Bonn-Paris à la lumière de l'histoire.** (A propos du livre de G. Badia : « Histoire de l'Allemagne contemporaine. »)

POUR UNE DEMOCRATIE VERITABLE

116

WALDECK L'HUILLIER — **L'offensive gaulliste contre les libertés communales et départementales.**

RUBRIQUE INTERNATIONALE

133

JACQUES COUBARD — **Après les sanglants événements d'Irak.**

LIVRES ET REVUES

141

« Ceux de la Terre », de Waldeck Rochet (Fernand Clavaud) • « Gaullisme, technocratie, corporatisme », de Jacques Duclos (Lucien Mathey).

DOCUMENTS

153

Déclaration du Parti communiste français et du Parti communiste allemand (21 mars) • Déclaration des partis communistes des six pays du Marché commun (6 mars).

MAURICE THOREZ

NOTION DE CLASSE ET ROLE HISTORIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Nous sommes heureux de publier ci-dessous l'intervention de Maurice Thorez faite à l'ouverture de la Semaine de la Pensée marxiste, le 13 mars dernier à Paris. Rappelons que les textes de toutes les interventions prononcées à cette Semaine de la Pensée marxiste paraîtront prochainement en ouvrage.

NOUS célébrons, en ces jours, le 80e anniversaire de la mort de Karl Marx, le fondateur du matérialisme dialectique et historique. Marx et Engels furent les premiers à appliquer le matérialisme à la vie sociale, transformant ainsi l'histoire en une science.

La vie sociale apparaît au premier abord extrêmement variée et complexe. On peut l'étudier à bien des égards. Les uns se placent sous l'angle des différences entre les générations ; d'autres au point de vue de l'élément spirituel, de la diversité des croyances ; d'autres encore se réfèrent aux goûts et tendances artistiques, et ainsi de suite. Il n'en résulte que des connaissances limitées, superficielles et incohérentes, quel que puisse être leur intérêt particulier. Seul le marxisme indique le fil conducteur qui permet de démêler l'histoire de la vie sociale, de découvrir les ressorts cachés des événements essentiels, d'établir les lois fondamentales de la société.

Ce fil conducteur, c'est la lutte des classes.

Avant la création du matérialisme historique, les contradictions et les conflits, entre les hommes de situation sociale distincte, avaient déjà suggéré, à des savants d'avant-garde, l'idée de l'existence, et de l'antagonisme, de diverses classes sociales. Les historiens français de la période de la Restauration, qui étudiaient l'évolution de la bourgeoisie au long des siècles, étaient arrivés à certaines notions sur la lutte de classe de cette bourgeoisie contre la féodalité.

Mais il était réservé à Marx et à Engels d'aller au fond des choses, de montrer comment les hommes — à l'occasion du travail, de la production matérielle, élément principal et décisif de la vie sociale — entrent dans des rapports de production, dans des rapports économiques déterminés. Ces rapports peuvent être de deux types :

— Il est possible que les hommes s'associent sur pied d'égalité pour effectuer le travail en commun en s'entraidant, en coopérant. Les moyens de production appartiennent à la collectivité. Tel était le cas de la commune primitive, où le faible niveau de développement des forces productives obligeait les hommes à se protéger et à se procurer le nécessaire par un effort conjugué ; les hommes sont alors libres de toute exploitation.

— Mais, pour toute la période de l'humanité couverte par l'histoire écrite, c'est-à-dire depuis la dissolution de la commune primitive jusqu'à l'époque de Marx et Engels, on voit certains groupes d'hommes monopoliser la possession des moyens de production et, grâce à ce monopole, transformer les rapports économiques en rapport d'exploitation et de domination. Les classes apparaissent en fonction de la place occupée par les uns et les autres dans la production.

Dans son article « **La grande initiative** », Lénine a donné la définition la plus complète de la notion de classe :

> « On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils détiennent dans un système de production sociale historiquement défini, par leur rapport aux moyens de production (la plupart du temps fixé et consacré par la loi), par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, et donc par les moyens d'obtention et la grandeur de la part des richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre par suite de la place différente qu'ils détiennent dans un régime déterminé d'économie sociale. »

Il s'agit donc de savoir à qui appartiennent les moyens de production : la terre et le sous-sol, les usines, les instruments de

travail. C'est là le point de vue décisif pour juger n'importe quelle société. Lorsque les moyens de production sont propriété privée au lieu d'appartenir à l'ensemble de la société, les rapports économiques sont nécessairement des rapports de sujétion et d'exploitation, la lutte de classe est présente.

L'esclavage, par exemple, s'est caractérisé par le règne de la propriété privée non seulement sur les moyens matériels de production, mais aussi sur la personne du travailleur. Tout le produit du travail était approprié par le maître. Ce régime a succombé à la suite de grandes luttes, sous les coups des esclaves révoltés, et en raison de l'impasse où était engagé le développement des forces productives, puisque l'esclavage se désintéressait totalement des résultats de la production et de son perfectionnement.

Alors est apparu le mode féodal de production. Contrairement à l'esclave, le paysan serf prenait intérêt, dans une certaine mesure, aux résultats de son travail. Mais le féodal l'exploitait durement. Il monopolisait la propriété de la terre et, en échange de la parcelle concédée en jouissance au paysan, il lui extorquait une rente foncière accablante.

Au féodalisme succéda le capitalisme. Les ouvriers, sous ce régime, sont privés des moyens de production. La bourgeoisie en est détentrice et, grâce à ce monopole, elle contraint ceux qu'on appelle les salariés à travailler à son profit. C'est elle qui dispose de tous les produits fabriqués dans les usines et elle laisse la majorité des travailleurs vivre dans l'indigence. La bourgeoisie voudrait ne pas tenir compte des besoins nouveaux des travailleurs, des nouveaux aspects sociaux et historiques de leur niveau de vie. Elle prétend en quelque sorte rejeter les prolétaires hors de la civilisation moderne.

Dans la France de 1963, l'abondance est un mythe pour la grande majorité des travailleurs, qui ne peuvent satisfaire des besoins devenus vitaux dans la civilisation industrielle contemporaine.

La classe ouvrière éprouve une paupérisation relative parce que la quantité des produits et des possibilités de jouissance socialement disponible augmente beaucoup plus vite que le pouvoir d'achat des travailleurs ; il est établi que dans la dernière période la famille ouvrière moyenne a vu son pouvoir d'achat progresser trois fois moins vite que la richesse nationale, à laquelle elle contribue pourtant de façon essentielle. La masse éprouve souvent aussi une paupérisation absolue, du fait même que le salaire de 1963 ne permet pas toujours d'acquérir autant de produits et des produits de même qualité, que celui de 1936, et aussi parce que la semaine de travail effective est plus longue — 47 heures actuellement contre 40 avant la guerre — parce que l'intensité du travail est sans commune mesure, que les conditions de travail, de transport, de logement sont beaucoup plus pénibles, qu'une dure misère attend les travailleurs dans leur vieillesse, etc.

LA CLASSE OUVRIÈRE ET SES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS

On pose fréquemment la question de savoir quels sont exactement les éléments constitutifs de la classe ouvrière. Certains affirment qu'elle ne comprend que les ouvriers d'usine, le prolétariat industriel proprement dit. A partir de là, ils prétendent « prouver » qu'en France la classe ouvrière n'englobe que six millions de personnes environ, qu'elle ne constitue pas le groupe le plus nombreux de la société, que son rôle historique ne grandit pas, que les « nouvelles classes moyennes » ont la prépondérance, etc.

Du point de vue marxiste, il est certain que le prolétariat des usines, des mines, des chantiers, principal créateur de valeur, forme le cœur de la classe ouvrière, son noyau compact et solide, d'autant plus influent et puissant que les prolétaires se concentrent de plus en plus dans de grandes entreprises. Mais il n'en est pas moins vrai que d'autres groupes appartiennent à la classe ouvrière ; ainsi les nombreux techniciens de la fabrication, qui sont des travailleurs productifs et dont l'automation accroît les effectifs ; ainsi également, l'armée des travailleurs des transports et des télécommunications, dont le labeur augmente la valeur de la production et qui, par conséquent, créent de la plus-value. Je n'ai pas besoin d'insister sur les ouvriers agricoles.

Il y a lieu de s'arrêter sur la situation des employés. Ils sont comme les ouvriers, dépourvus de toute propriété sur les moyens de production et d'échange, et comme eux contraints de vendre leur force de travail. Cependant, à la différence des ouvriers, beaucoup d'entre eux, par exemple dans le commerce et dans les banques, ne sont pas créateurs de valeur ni par conséquent de plus-value : ils permettent en fait aux capitalistes de s'approprier et de redistribuer le profit. On ne peut donc pas identifier les employés purement et simplement au prolétariat.

Même dans le commerce et la banque, il reste que les employés sont des salariés : ils se trouvent dans des rapports sociaux analogues à ceux des ouvriers ; ils sont soumis à l'exploitation capitaliste. Bien plus : dans les conditions présentes, cette exploitation se renforce, et la combativité des employés grandit. Il est impossible aujourd'hui de parler des luttes ouvrières sans y faire entrer les luttes des employés. Les effectifs et la puissance des salariés augmentent quand le nombre des employés s'accroît, conformément à la tendance soulignée par Marx dans **Le Capital,** d'après laquelle tout travail se transforme, dans les conditions bourgeoises, en travail salarié.

On discute le cas des ingénieurs, occupés dans la production, dans les bureaux d'études, dans les laboratoires de recherche, dans

tous ces rouages de la vie économique si importants à l'heure actuelle. Sous le rapport économique comme vendeur de force de travail et non-propriétaire des moyens de production, ce personnel fait partie des salariés. Sous le rapport sociologique, sa situation est plus complexe, du fait que certains de ses membres exercent une partie des fonctions patronales de commandement ; d'autre part, les salaires des ingénieurs sont plus élevés ; leurs habitudes, leur psychologie et souvent leur origine les rapprochent des milieux bourgeois ou petit-bourgeois.

Cependant, au cours des dernières luttes, et pas seulement chez les mineurs, beaucoup plus nombreux ont été les ingénieurs et les cadres qui ont participé à l'action avec la masse des travailleurs. Les ingénieurs sont en train de prendre conscience que leurs intérêts de salariés et leur avenir de créateurs les rendent solidaires de la classe ouvrière.

Ainsi le capital, en s'accumulant, augmente l'armée des salariés, des exploités. Quand Marx et Engels ont écrit le **Manifeste communiste,** il y avait au maximum dix millions de prolétaires dans le monde, groupés en Angleterre, en France, en Allemagne et aux Etats-Unis. Cent ans plus tard, le monde non socialiste comptait 300 millions d'ouvriers et d'employés. D'après le recensement de 1954, l'ensemble des salariés représente en France 62 % de la population active.

Contrairement aux allégations de ses adversaires, le marxisme n'a pas « vieilli ». Ses conclusions sur la structure de classe de la société bourgeoise, sur la séparation grandissante des moyens de production et du travail, sur la concentration en grandes unités des moyens de production autrefois morcelés, etc., restent inattaquables.

LES CLASSES MOYENNES ET LEUR DOUBLE MOUVEMENT

Les classes que nous venons d'évoquer : capitalistes et ouvriers d'aujourd'hui, seigneurs et serfs du Moyen Age, maîtres et esclaves de l'Antiquité, sont les classes **fondamentales** de chacun des modes de production successifs. Il s'agit de classes dont l'une est propriétaire des principaux moyens de production, tandis que l'autre constitue la masse des exploités. Les rapports de ces classes sont toujours antagonistes.

L'intérêt du capitaliste, par exemple, est de contraindre l'ouvrier à produire le plus possible en le payant le moins possible. Les tendances naturelles de l'ouvrier sont diamétralement opposées.

La contradiction des intérêts entraîne cette lutte acharnée entre les deux classes dont nous sommes témoins tous les jours sur le plan économique, et aussi sur le plan politique, le plan idéologique.

On lit dans le **Manifeste communiste :**

> « Homme libre et esclave... baron et serf... en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt dissimulée, tantôt ouverte, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte. »

Mais il existe aussi dans la société exploiteuse des classes qui n'ont pas, ou qui n'ont plus, un rôle décisif. Par exemple, sous l'esclavage, il y avait des paysans libres et des artisans libres, et il leur est arrivé de s'allier aux esclaves contre les riches propriétaires. Sous la féodalité, les artisans existent, groupés dans les corporations. Dans la société capitaliste, on trouve, en plus de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, la paysannerie travailleuse, les grands propriétaires fonciers, les artisans, les petits commerçants, etc. L'existence de ces couches sociales, celle d'une catégorie comme les intellectuels compliquent et nuancent le tableau des rapports sociaux, que les marxistes, à commencer par le fondateur de leur théorie, se sont toujours gardés de simplifier et de réduire à un schéma irréel.

Sous la forme pure, c'est-à-dire ramené exclusivement aux deux classes fondamentales, le capitalisme n'a jamais existé. Marx en personne a critiqué Ricardo et Malthus à propos de la théorie sur la polarisation de la société en deux classes seulement. Le capital pénètre dans toutes les sphères de l'économie nationale pour la transformer, mais il ne détruit pas entièrement les structures économiques antérieures.

Considérons la paysannerie. A l'exception de la bourgeoisie rurale, des gros paysans qui font travailler des salariés, c'est un groupe exploité. Elle paie tribut aux gros capitalistes sous différentes formes — du fermage au crédit usuraire, des taxes pour l'Etat bourgeois à la disparité accablante entre prix agricoles et prix industriels, etc. — mais elle n'est pas exploitée directement, de la même façon que la classe ouvrière et au même degré qu'elle.

Les paysans travailleurs sont les alliés naturels de la classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme de monopole qui, après les avoir exclus de tout rôle fondamental dans l'économie, les ruine et les exproprie.

Ceux qu'on appelle les petits-bourgeois de la ville, c'est-à-dire les artisans, les petits commerçants, se distinguent de la bourgeoisie en tant qu'ils n'exploitent pas le travail d'autrui ; mais, à la diffé-

rence des ouvriers, ils possèdent en propre de menus instruments de travail. Ils présentent donc un caractère double, ils occupent une situation économique intermédiaire.

D'où leur attitude politique souvent instable et hésitante entre les deux classes fondamentales et la nécessité de les gagner aux côtés de la classe ouvrière dans la lutte contre la grande bourgeoisie.

La production artisanale est en voie de destruction ; de 2.250.000 entreprises artisanales en 1906, il n'en restait que 734.000 cinquante ans plus tard. En outre, combien d'artisans sont tombés sous la coupe d'une grande entreprise ! Les petites entreprises industrielles et commerciales dépendent entièrement des monopoles. Les paysans français sont expropriés par centaines de milliers. La vie a entièrement confirmé la thèse marxiste sur la prolétarisation croissante des masses en régime capitaliste.

Parmi les intellectuels, les couches supérieures par exemple celles des hauts fonctionnaires, des technocrates, des cadres élevés de l'industrie, du commerce et de la banque, les parasites privilégiés qui ont fait carrière et se sont associés au profit patronal, sympathisent avec le capitalisme et le servent. Les tentatives de représenter ce qu'on appelle l'« élite dirigeante » comme placée au-dessus des classes et dépourvue de caractère de classe, ne peuvent être soutenues sérieusement.

Au contraire, en tant que couche sociale qui vend sa force de travail pour vivre, le gros des intellectuels peut se rapprocher de la classe ouvrière. Effectivement, au fur et à mesure que la lutte de classe s'accentue, nous voyons la partie avancée des intellectuels occuper de telles positions. Elle y est conduite par ses conditions de vie objectives. M. Fourastié reconnaissait récemment la gravité de la « paupérisation », pour le groupe des professeurs, si l'on compare sa situation actuelle à celle d'avant 1914.

Certes, la position de classe des intellectuels, leur dépendance à l'égard de la bourgeoisie monopoliste varient beaucoup. Il y a bien de la différence entre le journaliste cossu, docile à une entreprise de presse capitaliste qui ment par intérêt de classe, ou l'écrivain décidé à servir sans regimber un éditeur réactionnaire, ou le médecin arrivé et incorporé à la haute société et, d'autre part, les intellectuels salariés par le patronat et par l'Etat, qui sont rapprochés de la classe ouvrière par leur condition matérielle elle-même. La disparité des niveaux de vie est considérable.

Cependant, tous les intellectuels, — et parmi eux, tous les étudiants, quelle que soit leur appartenance ou origine sociale, — ont de graves raisons idéologiques et morale de rallier le camp démocratique. Lorsque la grande bourgeoisie décadente jette par-dessus bord la liberté, lorsqu'elle abandonne, fût-ce en prétendant le contraire, la souveraineté nationale et l'honneur du pays; lorsqu'elle pratique un malthusianisme qui prive la

France de techniciens et de savants, d'écoles et d'hôpitaux, alors les intellectuels se rendent compte qu'il devient urgent de retirer à l'oligarchie financière la fonction de classe dirigeante, si l'on veut assurer l'avenir de la nation, de son économie et de sa culture.

Intellectuels des diverses couches, artisans, petits commerçants, paysannerie profondément différenciée comptent pour beaucoup dans le pays.

Telle est la complication de la société française, complication que les marxistes ont toujours présente à l'esprit, dont ils tiennent compte pour orienter les luttes de la classe ouvrière et du peuple, pour arrêter une stratégie et une tactique justes.

Et les marxistes ne négligent pas non plus l'apparition du nouveau au cours de l'histoire de la société bourgeoise ; ils sont attentifs à ce qui change, à ce qui surgit.

Personne aussi fortement que Lénine, le grand continuateur de Marx, n'a mis en lumière la transformation du capitalisme de libre concurrence en capitalisme de monopole, cet avènement de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, qui s'est opéré vers le début du XX^{e} siècle. De nos jours, ce sont les disciples de Lénine qui ont discerné et signalé la modification des formes que revêt la domination des monopoles, en insistant sur le principal de ces changements : le passage généralisé au capitalisme monopoliste d'Etat, avec union personnelle entre l'oligarchie financière et l'appareil politique dirigeant.

En France, les communistes ont su définir la nature du pouvoir gaulliste avec promptitude et netteté. Sans se laisser dérouter par ce tournant de la réalité politique française, ils ont discerné, dans le pouvoir personnel, l'instrument de la domination renforcée des grands monopoles. Ils ont mis l'accent sur cette grande nouveauté politique : la divergence et l'opposition d'intérêts qui se manifestent entre le capitalisme monopoliste, détenteur des positions dominantes dans l'économie et la politique du pays, et les couches non monopolistes de la bourgeoisie.

De même, les communistes ont analysé avec soin le double mouvement des classes moyennes : d'une part la contraction des anciennes couches moyennes ; d'autre part, l'expansion, dans certaines limites, de couches moyennes nouvelles. Ils ont montré tout ce qu'il y a de progressif dans cette expansion quand elle est favorable au développement des forces productives et revêt un caractère d'utilité sociale : il en va ainsi, par exemple, pour les services de l'enseignement, de la recherche scientifique et de la santé publique. Mais l'extension de la sphère dite des « services » comporte aussi des facteurs rétrogrades, comme l'accroissement de l'armée de métier et de la police ou le développement dans les entreprises de prétendues « relations humaines » visant à l'asservissement des ouvriers, ou encore les énormes gaspillages de la publicité exigés par la concurrence capitaliste.

Les marxistes notent et étudient soigneusement tous ces faits nouveaux dans la vie sociale et les rapports entre les classes.

Mais par-delà toutes les nouveautés possibles et imaginables, tous les changements, il importe de garder les yeux fixés sur l'élément fondamental et permanent de la société bourgeoise, sur la principale contradiction de classe dans notre pays, qui est l'antagonisme entre la bourgeoisie et la classe ouvrière.

On peut raisonner à l'infini sur les problèmes des fameuses « couches nouvelles » : quelle que soit leur importance intrinsèque, ces problèmes ne sauraient fournir l'axe d'une politique socialiste. Pour ne pas aller à l'aventure, on mettra au premier plan ce qui est effectivement l'essentiel : la lutte entre les propriétaires des moyens de production et les prolétaires, les salariés, qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail. C'est de ce point de vue central que les marxistes considèrent tous les phénomènes sociaux.

LE PRÉTENDU « CAPITALISME POPULAIRE »

Certes, ces conclusions ne sont pas universellement admises. Les économistes et les sociologues ne manquent pas, soit en Amérique, soit en France, qui prétendent qu'il y a une « révolution à l'Ouest », que le développement de l'« industrialisme » a déterminé une différence radicale entre le système capitaliste du XIX[e] siècle et celui d'aujourd'hui, si bien que la bourgeoisie et le prolétariat auraient également disparu. On dit que « les hommes des temps qui viennent » et qui vont remplacer les propriétaires capitalistes sont la large couche des « cadres », spécialistes, personnel technique, dirigeants des services. En parlant de l'« industrialisme », on voudrait surtout amener les travailleurs à considérer le progrès technique en dehors des rapports de production, des relations entre les classes.

La réalité n'a rien de commun avec ces contes. La propriété capitaliste des usines subsiste ; elle se concentre et se renforce sous nos yeux, si différents que puissent être formellement les propriétaires : capitaliste individuel, grande société monopoliste, Etat placé sous le contrôle des monopoles.

On vante le « capitalisme populaire », la multiplication des petits actionnaires, la « diffusion de la propriété ». C'est la nouvelle variante de la vieille théorie révisionniste sur la « démocratisation du capital » que Lénine a déjà réfutée au début de ce siècle. Il a montré que, même si l'ouvrier possède quelques actions, il

reste un prolétaire obligé de vendre sa force de travail et que le petit épargnant ne fait que tomber dans une dépendance nouvelle à l'égard du grand capital. Le seul résultat du « capitalisme populaire » est l'accroissement de la puissance du grand capital, qui dispose même des miettes de l'épargne des travailleurs.

Quelles que soient les modifications du capitalisme, quelle que soit la complexité de la structure sociale et des relations entre les classes, le capitalisme demeure un régime exploiteur. Il l'est même de plus en plus : c'est un fait reconnu que l'ouvrier de 1850 travaillait en moyenne pour son patron pendant les deux cinquièmes de la journée et pendant trois cinquièmes pour lui, tandis que l'ouvrier d'aujourd'hui travaille pendant les deux tiers de son temps pour enrichir le capitaliste. Il est naturel que, dans un tel régime, la lutte intransigeante des exploités contre les exploiteurs constitue, aujourd'hui comme hier, l'essentiel des rapports sociaux.

Il s'agit ici de phénomènes objectifs, et non de décisions subjectivement arrêtées. Le prolétariat est un fait indépendant des volontés et des opinions des hommes, la bourgeoisie est un fait.

La situation de classe ne peut pas s'expliquer par la conscience de classe, mais à l'inverse, la conscience de classe s'explique par la situation de classe.

Certains disent que les prolétaires sont les hommes qui se sentent prolétaires, s'éprouvent comme tels, et que le sentiment de classe est à l'origine de l'appartenance de classe. A raisonner ainsi, on met le monde à l'envers. C'est parce que le prolétaire est exploité et le constate, parce que la plus-value lui est extorquée, parce que la valeur créée par lui appartient aux seuls capitalistes, parce que cette valeur est utilisée de façon à constituer une couche supérieure très riche et une masse très pauvre — c'est pour ces raisons qu'il prend conscience de sa situation de classe et réagit en termes de lutte contre le capital.

Idées et sentiments ne sont pas les causes dernières des événements historiques. Ces idées et ces sentiments plongent leurs racines dans les conditions de vie matérielles. Comme l'écrit Engels, le socialisme scientifique n'est rien d'autre que le reflet dans la pensée humaine du conflit réel et objectif qui met aux prises les nouvelles forces productives, avant tout la classe ouvrière, et les rapports capitalistes de production.

Aux ouvriers mécontents du régime capitaliste, on recommande en Amérique de s'adresser au psychiatre, qui les aidera à « faire la paix » avec les conditions sociales existantes. Mais cette recette ne réussit pas à empêcher les grèves des ouvriers américains. Car la situation où l'ouvrier se trouve objectivement placé est génératrice de la volonté de grève, et en général de la mentalité de classe, de l'esprit de classe.

Le fait de la lutte sociale est si évident que beaucoup de

sociologues, même hostiles à nos conceptions, ne peuvent nier l'hétérogénéité de la société. Mais ils ne veulent tout de même pas reconnaître les classes. Passe à la rigueur qu'il y ait eu classes et lutte de classes à l'époque des révolutions bourgeoises et au XIX[e] siècle ! Mais aujourd'hui, il n'y aurait plus que des couches, des « strates », formées d'individus présentant telle ou telle propriété commune et qui luttent entre elles.

La substitution du concept de « strate » à celui de classe, avec multiplication du nombre des strates (un auteur connu en compte 32 !) n'est encore qu'une façon de nier tout critère objectif dans l'analyse de la société. Au lieu de dégager l'essentiel du faisceau des relations sociales, c'est-à-dire la situation des uns et des autres par rapport aux moyens de production, on classe les hommes d'après des indices retenus d'une façon purement subjective, comme l'état de la santé, ou le genre d'instruction reçue et la fonction à laquelle on se destine, ou les talents et les inclinations personnelles, ou les goûts en matière de vêtement, de mobilier et de logement, ou n'importe quelle autre référence arbitrairement choisie.

On s'attache en particulier à définir les milieux sociaux par le genre ou le niveau de la consommation. On compte avec complaisance les appareils de télévision dans les corons miniers et les voitures d'occasion des professionnels de la métallurgie. On oublie que c'est le plus souvent grâce à des restrictions sur d'autres besoins essentiels, en particulier l'alimentation. Au surplus, l'acquisition de tel ou tel objet de consommation ne rend pas l'ouvrier métallurgiste propriétaire des moyens de production, n'empêche pas que son seul et unique moyen d'existence soit la vente de sa force de travail et qu'en vertu de cette situation, l'inégalité grandisse dans la répartition du revenu entre le capitaliste et le prolétaire. Car le mode de distribution du produit social n'est qu'une conséquence du mode de production, de la division en classes.

D'après une enquête récente de l'Institut national de la Statistique, 64 % des ménages français n'ont pas de réfrigérateur ; 70 % n'ont pas de machine à laver; 65 % sont même démunis d'aspirateur. On ne supposera pas que les familles dépourvues d'équipement sont celles de la bourgeoisie !

Deux millions de ménages vivent avec un revenu effectif de moins de 33.000 francs par mois. Trois millions d'autres ont un revenu compris entre 33.000 et 66.000 francs. Tous ces revenus sont des revenus de misère.

Aux Etats-Unis, ce « paradis » du capitalisme, de 1900 à 1950, la part du revenu national attribuée aux quatre cinquièmes de la population — ouvriers, employés et autres couches prolétarisées — est tombée de 59,7 % à 45,9 %, baissant par conséquent du quart. Par rapport à 1929, l'indice des profits des sociétés américaines était monté en 1956 à 464, mais l'indice du salaire nominal n'était qu'à 432.

L'inégalité grandissante dans la répartition du revenu national dont ces chiffres témoignent pour les Etats-Unis, est typique aussi pour les autres pays capitalistes, y compris la France. Il suffit, pour se convaincre, de comparer chez nous l'indice du mouvement de la capitalisation boursière et celui du mouvement des salaires : l'évolution du portefeuille calculée par **La Vie française** atteste que la valeur d'un million d'anciens francs possédée en 1947 était passée à 20 millions et demi en 1962. Le salaire nominal, dans le temps, a progressé de moins de six fois. La statistique officielle nous apprend que de 1953 à 1961, les cours des valeurs françaises ont augmenté de 315 % alors que le salaire nominal de l'ouvrier père de deux enfants s'accroissait de 71 %.

L'« harmonie » entre les ouvriers et les capitalistes ne relève que de la pure légende. Il suffit de se rapporter aux faits réels pour que le mythe s'effondre, pour que la lutte de classe apparaisse.

LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET L'AFFRANCHISSEMENT DE L'HUMANITÉ

Faut-il regretter qu'il en soit ainsi ? Les idéologues réactionnaires affirment que la lutte de classe joue un rôle négatif, qu'elle est un obstacle au progrès. En réalité, loin de gêner le développement social, elle en est la force motrice.

En régime capitaliste, même le progrès technique, dont la bourgeoisie se targue si volontiers, est dû en grande partie à la lutte de la classe ouvrière. Si les ouvriers n'avaient pas opposé de résistance aux capitalistes, ceux-ci auraient préféré accroître leurs profits par des moyens grossiers et bon marché, tels que la réduction maxima des salaires et l'allongement de la journée de travail jusqu'à l'extrême limite du possible. Là où la classe ouvrière est faible, par exemple dans les colonies, ou ce qui en reste, c'est à ces méthodes que la bourgeoisie recourt. Mais la lutte acharnée de la classe ouvrière oblige les capitalistes des pays industriels à chercher d'autres moyens d'enrichissement : ils emploient des machines nouvelles, ils perfectionnent la technique, ils suscitent les inventions. Le progrès y gagne.

Sans le combat de la classe ouvrière, la vie sociale et politique des pays capitalistes offrirait un tout autre aspect. A l'époque de l'impérialisme, la politique de la classe dirigeante devient réac-

tion sur toute la ligne. Cependant la lutte de classe des travailleurs — surtout depuis qu'ils peuvent s'appuyer sur le bastion de l'Union soviétique et sur le camp socialiste mondial — fait obstacle aux tendances antipopulaires. Elle peut améliorer dans une certaine mesure le niveau de vie et les conditions de travail, imposer des lois sociales positives, préserver et parfois même développer les libertés.

Plus la lutte de classe des opprimés est active, plus le progrès se fraye la voie.

Cette lutte est d'abord une lutte économique, pour les salaires, pour la réduction de la journée de travail, pour l'allongement des congés payés, pour des conditions de retraite satisfaisantes, etc. Mais la bataille économique comporte des limites. Ne touchant pas aux fondements du régime capitaliste, elle ne saurait délivrer les ouvriers de l'exploitation ; elle peut seulement arracher des concessions partielles, que la bourgeoisie s'efforcera toujours de reprendre dès que l'occasion s'en présentera. La bataille économique est une bataille contre les conséquences de l'ordre régnant, et non contre ses causes.

Aussi les ouvriers passent-ils à la lutte politique et à la lutte idéologique contre le capitalisme. Ils se battent pour la liberté et la paix, ils se battent pour la transformation de l'organisation sociale.

Au fur et à mesure que le prolétariat augmente en nombre, qu'il se concentre dans de grandes entreprises, il prend de plus en plus conscience de ses intérêts de classe profonds, de son antagonisme radical avec le système capitaliste. Naturellement, ce processus est complexe, plus ou moins rapide selon les conditions concrètes des pays divers. Mais tôt ou tard, il intervient ou interviendra partout. D'une « classe en soi », sans vue claire de ses intérêts essentiels et de sa mission historique, la classe ouvrière devient une « classe pour soi », une classe qui a conscience de son rôle de fossoyeur du capitalisme, de créateur d'un mode de production nouveau et supérieur, le socialisme, et qui, pour s'acquitter de ce rôle, se donne un parti marxiste-léniniste.

De toutes les classes de travailleurs que comprend la société bourgeoise, seule la classe ouvrière est révolutionnaire jusqu'au bout, adversaire irréconciliable du régime capitaliste, du fait même de sa position dans la production, de sa privation de toute propriété sur les moyens de production. Seule, elle est concentrée massivement, ce qui la rend plus apte que n'importe quelle autre classe à se grouper et à s'organiser. Seule, elle est rattachée à la grande industrie, c'est-à-dire aux forces productives modernes et d'avenir. C'est pourquoi elle est l'animatrice et la dirigeante naturelle de toutes les forces anticapitalistes.

Ni la paysannerie, ou en général la petite bourgeoisie, ni le génie créateur des savants et des ingénieurs, ou en général l'élite

intellectuelle, ne peuvent constituer la force sociale qui dirige la rénovation du monde. Lénine disait : « L'essentiel de la doctrine de Marx, c'est qu'elle a mis en lumière le rôle historique du prolétariat, comme bâtisseur de la société socialiste. »

Souvent, les adversaires du communisme affirment que la révolution prolétarienne est opérée par un petit groupe de « conspirateurs » communistes. C'est une erreur, volontaire ou non. Le marxisme-léninisme n'admet pas la tactique du putsch, de la prise du pouvoir par une minorité bien préparée et bien armée.

En effet, les causes de la révolution résident en dernier ressort dans les conditions objectives de la vie des peuples, dans le conflit entre les forces productives, avant tout les ouvriers, et les rapports de production de type capitaliste. Ce conflit met aux prises les masses humaines : la bourgeoisie, d'un côté, et de l'autre la classe ouvrière et ses alliés qui sont tous les travailleurs, c'est-à-dire la majorité écrasante de la population. Il est ridicule de ramener un affrontement aussi grandiose aux dimensions d'une conjuration.

Quelles qu'en soient les formes, pacifiques ou non pacifiques, la révolution socialiste débute par la conquête du pouvoir politique. On ne peut passer du capitalisme au socialisme, socialiser les moyens de production, que par l'établissement du pouvoir de la classe ouvrière, puisque l'Etat bourgeois est le principal obstacle à la transformation du régime économique et social, puisque sa raison d'être est la défense de la propriété des exploiteurs. L'Etat bourgeois doit céder la place à l'Etat des travailleurs, dirigé par la classe ouvrière, autrement dit à la dictature temporaire du prolétariat, qui est la démocratie la plus large pour l'ensemble des travailleurs.

Alors peut commencer l'immense œuvre créatrice et constructive de la classe ouvrière. Toutes les révolutions antérieures se sont bornées à remplacer une forme d'exploitation par une autre : au contraire, la révolution socialiste met un terme à toute exploitation, en faisant disparaître à tout jamais le principe de l'iniquité sociale : la propriété privée des moyens de production, et elle aboutit finalement à l'abolition des classes.

Marx et Engels ont écrit dans le « **Manifeste communiste** » :

> « Tous les mouvements historiques ont été jusqu'ici accomplis par des minorités ou au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. »

C'est-à-dire qu'en s'affranchissant elle-même, la classe ouvrière affranchit du même coup toute l'humanité. Cette thèse n'est pas une phrase de propagande, mais une expression scientifique de la réalité.

Les paysans travailleurs auxquels le développement capitaliste ne promettait que la ruine et l'expropriation, sont libérés par le socialisme du joug de la grande propriété foncière et du capitalisme. Ils voient s'ouvrir devant eux, grâce à la coopération, des perspectives de vie heureuse et cultivée auxquelles ils ne pouvaient même pas rêver auparavant.

Le système coopératif permet également une vie stable et aisée pour les artisans, qui se trouvaient souvent à deux doigts de la misère sous le régime des monopoles.

Le socialisme assure des possibilités illimitées à la création scientifique et artistique, conduit à l'épanouissement de la culture, confère dignité et respect au travail intellectuel sous toutes ses formes.

Ainsi le socialisme signifie la réorganisation de la société en accord avec les besoins vitaux de tous les travailleurs.

Certaines classes subsistent au premier stade de la société issue de la révolution. Au stade dit du socialisme, on a les ouvriers d'un côté, les paysans de l'autre; mais ce sont des classes amies. Les différences entre les classes changent radicalement de caractère. Elles représentent maintenant des distinctions entre groupes égaux de travailleurs, distinctions qui sont dues essentiellement à l'existence de deux formes d'une seule et même propriété sociale : forme nationale dans l'industrie, forme coopérative dans l'agriculture.

Nulle part, il n'existe de rapports de domination et de sujétion. Tout antagonisme des classes est éliminé.

Dans les pays où le socialisme a remporté la victoire et où les classes exploiteuses ont entièrement disparu, la communauté des intérêts, l'unité politique et morale de la société est un fait : la lutte de classe a cédé la place à de nouvelles lois du développement social : les contradictions ont cessé d'être antagonistes et sont tranchées par la critique et l'autocritique, par la lutte du nouveau contre l'ancien. Mais le système socialiste dans son ensemble s'oppose au système capitaliste. Entre eux, une âpre lutte se déroule sur le plan idéologique, politique et économique. La coexistence pacifique des Etats à régimes sociaux différents représente une forme spécifique de la lutte de classe.

A l'intérieur des Etats délivrés du joug du capital, les différences elles-mêmes ne cessent de s'atténuer entre les classes au fur et à mesure que se développe la société socialiste. A un moment donné, cette société en vient à la transition du socialisme au communisme.

L'agriculture tend à s'élever au niveau de l'industrie, à se transformer en une variété du travail industriel. La propriété coopérative du type des kolkhoz se rapproche de la propriété nationale et la fusion des deux formes de propriété en une seule et même propriété communiste se dessine dans la perspective, ce qui

signifiera l'abolition des distinctions de classe entre ouvriers et paysans.

Toute différence essentielle tend de même à s'effacer à la longue entre le travail manuel et le travail intellectuel, grâce au relèvement du niveau culturel des ouvriers et des paysans. Sous le communisme développé, les deux genres d'activité fusionneront.

Dès la période de construction en grand du communisme, l'Etat perd tout caractère de classe. L'Etat de dictature du prolétariat se transforme en un Etat du peuple entier. Durant des millénaires, l'humanité a connu, sous le nom d'Etat, des dictatures de classe : celle des propriétaires d'esclaves, puis des propriétaires fonciers féodaux, ensuite celle du capitalisme, en dernier lieu une dictature d'un genre nouveau : celle de la classe ouvrière avec tous ses alliés, c'est-à-dire une dictature de la grande majorité du peuple. Alors enfin, s'annonce la période historique où l'on peut proclamer à bon droit qu'il n'y a plus de dictature de classe.

Plus tard, à l'époque de maturité du communisme, les fonctions de l'Etat deviendront totalement inutiles, et il dépérira. Le gouvernement des hommes fera place à l'administration des choses, comme disait l'un des précurseurs français du socialisme, Saint-Simon. Les hommes vivront dans une société sans classes, où seront liquidés les derniers vestiges des différences sociales et de l'inégalité. Les différences d'activité entre les individus n'entraîneront aucune inégalité, aucun privilège de possession ou de consommation.

Un champ illimité sera ouvert à l'épanouissement original de toute personne humaine. Le régime communiste sera, comme disait Marx, la victoire complète de **l'humanisme réel.**

L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET L'UNION DE TOUTES LES CLASSES LABORIEUSES

Telles sont les hautes destinées qui attendent aussi le peuple de notre pays. Le chemin qui y conduit est celui de l'unité de la classe ouvrière et de l'union de toutes les classes laborieuses.

Nécessaire pour les tâches d'avenir, cette union s'impose également pour la solution des grands problèmes de la période

actuelle : la sauvegarde de la paix, l'élimination du pouvoir personnel et l'établissement d'une démocratie véritable. En face de la politique réactionnaire et antinationale du gouvernement gaulliste, qui incarne la volonté des monopoles, la cohésion du mouvement ouvrier et démocratique est d'une nécessité évidente.

Malgré les divergences sérieuses qui séparent le Parti marxiste du courant réformiste, les marxistes partent du fait que tous les ouvriers ont des intérêts communs, — qu'ils soient communistes, socialistes, chrétiens ou de toute autre opinion. Ils appartiennent tous à la classe de la société la plus directement exploitée.

Les communistes aspirent donc à collaborer avec toutes les forces ouvrières, et d'abord avec les travailleurs socialistes et leurs organisations. Ils luttent dans ce domaine contre toute étroitesse et tout sectarisme. L'expérience des derniers mois, y compris celle de la campagne électorale, a montré quelle influence la réalisation de l'unité dans la pratique peut exercer sur la solution des problèmes politiques. Il a été prouvé une fois de plus que dans les cas où socialistes et communistes agissent en commun, chacun y gagne.

Pour les marxistes, l'unité d'action de la classe ouvrière n'est pas occasionnelle. C'est une politique à long terme, une politique constante. Elle n'est pas seulement nécessaire aujourd'hui dans la lutte pour la démocratie et pour la paix : elle sera encore plus nécessaire demain lorsque se posera la tâche de l'édification du socialisme. Cette tâche ne pourra être menée à bien que par les efforts conjugués des socialistes et des communistes.

L'unité ouvrière est appelée à servir de base à l'union de tous les démocrates, de toutes les couches antimonopolistes de la société.

Les conditions se présentent toujours plus favorables pour des actions communes de la classe ouvrière avec les couches les plus larges de la population. Jamais on n'a vu apparaître aussi nettement la contradiction et l'hostilité entre la petite poignée des hommes des monopoles et les autres classes de la nation.

Plus le capital monopoliste étend son emprise et assujettit l'Etat, plus nombreuses sont les forces qu'il dresse contre lui. Nous avons déjà rappelé comment il s'attaque non seulement aux intérêts des ouvriers et des paysans, mais à ceux de la petite bourgeoisie urbaine et même de certaines couches de la bourgeoisie.

C'est un fait d'expérience qu'en raison de la domination renforcée de l'oligarchie financière le progrès technique n'apporte pas au peuple l'abondance des biens mais la pauvreté pour les travailleurs, la ruine et l'expropriation, ou tout au moins des difficultés plus lourdes pour les producteurs indépendants, petits et moyens. C'est un fait démontré que les monopoles ont été à l'origine de l'abolition de la démocratie dans notre pays et sont les bénéficiaires de cette abolition. En même temps, les intérêts essentiels

de la nation sont foulés aux pieds en faveur de combinaisons réactionnaires et bellicistes comme le Pacte agressif de l'Atlantique et l'axe Paris-Bonn complété par l'accord Paris-Madrid.

Il existe dans ces conditions une base objective solide pour l'union de toutes les forces sociales écrasées ou menacées par les monopoles et leur chargé d'affaires, le pouvoir gaulliste.

Les ouvriers, les employés, les intellectuels, la petite bourgeoisie de la campagne et de la ville sont intéressés au relèvement de leur commun niveau de vie, à l'amélioration de la Sécurité sociale et du logement, de l'enseignement et du service de santé, etc.

Ils sont favorables à des mesures de nationalisation facilitant la mise en œuvre de toutes les ressources matérielles et morales du pays et affaiblissant la mainmise de la bourgeoisie monopoliste sur la vie économique et sociale. Ils sont favorables à la réalisation d'un contrôle démocratique, d'un droit de regard de la nation sur la propriété d'Etat et sur la vie économique. Ils se prononcent pour le rétablissement et l'élargissement des libertés civiques, pour une organisation vraiment démocratique de l'Etat, pour l'arrêt de la course aux armements et la diminution des dépenses improductives.

Ce ne sont pas là des revendications d'ordre socialiste ; leur satisfaction ne supprimera pas l'exploitation de l'homme par l'homme. Ces revendications ont un caractère démocratique et national. Elles tendent à limiter la puissance des monopoles, à isoler les forces réactionnaires en consolidant l'union des forces démocratiques.

Dans cette lutte contre les groupes les plus réactionnaires du capital, toutes les couches du peuple s'habituent à combattre aux côtés de la classe ouvrière, prennent confiance dans ses objectifs, se familiarisent avec sa politique. Ainsi, la classe ouvrière élève la conscience politique et le degré d'organisation des masses.

Elle devient plus capable de développer victorieusement le combat pour la démocratie comme partie intégrante du combat pour le socialisme, et finalement de réaliser les changements politiques et économiques fondamentaux, d'accomplir la révolution socialiste.

Les chances grandissent pour que cette révolution emprunte des formes pacifiques, en raison notamment de l'existence du camp socialiste, du nouveau rapport mondial des forces qui en résulte, et du développement de la lutte des classes en France dans les conditions de la coexistence pacifique entre Etats.

Nous avons déjà rappelé que la révolution socialiste implique obligatoirement l'établissement de la dictature du prolétariat, mais pas obligatoirement la guerre civile. La classe ouvrière et son avant-garde marxiste-léniniste aspirent à réaliser le passage au socialisme

de façon pacifique : ce serait conforme aux intérêts du prolétariat, de tout le peuple, de toute la nation. A ce propos, nous croyons possible l'utilisation éventuelle de l'institution parlementaire en liaison avec un puissant mouvement des masses.

Pour l'édification du socialisme, la classe ouvrière entend maintenir la collaboration avec tous ses alliés du front démocratique. Elle entend respecter les intérêts légitimes, toutes les revendications acceptables et progressives des forces sociales et politiques avec lesquelles elle est associée.

Si l'on voulait résumer d'un mot le rôle de la classe ouvrière dans toutes les circonstances et toutes les périodes, il faudrait dire que ce rôle consiste à combattre toute oppression des classes privilégiées, toute violence et toute injustice de ces classes, où qu'elles se produisent quelles qu'en soient les victimes.

La seule ambition de la classe ouvrière est de donner à toutes les autres classes et couches démocratiques un modèle d'esprit de suite et d'attachement aux principes dans la lutte pour la liberté et pour le progrès, de mériter leur confiance au cours de cette lutte, de resserrer les liens mutuels et de conduire ainsi tous les travailleurs, tout le peuple à l'instauration du socialisme, à la suppression de l'exploitation et de l'oppression, à l'abolition des classes et de toute inégalité sociale.

Le but final de la classe ouvrière, l'intérêt de toute l'humanité est l'instauration du communisme, de la société dont le principe fondamental, comme il est dit dans « **Le Capital** », sera « le développement intégral et libre de tout individu ». C'est seulement dans une société communiste que l'homme peut surmonter entièrement l'antique division du travail en activité manuelle et activité intellectuelle, mettre en œuvre d'une façon harmonieuse toutes ses aptitudes et tous ses talents, épanouir sans aucune entrave sa personnalité. En luttant pour le communisme, nous luttons pour une humanité libre, réconciliée avec elle-même et tournant toutes ses énergies vers la conquête de la nature. Nous luttons pour l'homme total dont a parlé Marx.

GEORGES
FRISCHMANN

OU EN EST LA CONSCIENCE DE CLASSE ?

La grande grève des mineurs, entourée de la solidarité nationale, est un exemple probant de l'actualité et du développement de la lutte des classes dans notre pays.

JAMAIS, peut-être, la campagne idéologique des adversaires de la classe ouvrière n'a atteint une telle unanimité qu'en ce moment pour tenter de prouver que la classe ouvrière est en voie de disparition. Par exemple, une conférence, organisée en mai 1962 par le Centre catholique des Intellectuels français, avait pour thème : « **Y a-t-il encore une classe ouvrière ?** » Et, presque chaque jour, la presse publie un article où il est question « **de l'effacement des différences de classes** ».

Le pape Jean XXIII s'est mis à jour à ce propos. Dans l'Encyclique « Mater et Magistra », il note les « derniers changements » dans la situation sociale, parmi lesquels :

> « **...une élévation progressive de l'instruction de base, un bien-être toujours plus répandu, une plus grande mobilité dans la vie sociale et LA REDUCTION DES BARRIERES ENTRE LES CLASSES** »...

Bref, tous les maîtres à penser de la bourgeoisie ne donnent guère à la classe ouvrière que quelques heures à vivre.

Malheureusement pour ces prophètes, la vague de grèves de ce début d'année 1963 rappelle non seulement que la classe ouvrière existe, mais que son état empire et qu'elle en a conscience.

QU'EST-CE QUE LA CONSCIENCE DE CLASSE ?

A des degrés divers, les travailleurs ont compris depuis longtemps qu'ils sont ce qu'ils appellent eux-mêmes des « exploités », même si une grande partie subit encore cette exploitation sans trouver l'issue.

Lénine avait d'ailleurs fixé, très tôt, au parti de la classe ouvrière, cette tâche de travailler à élever toujours plus la conscience de classe du prolétariat.

Dans le projet de programme et dans le commentaire à ce programme du parti, rédigé en 1895, Lénine disait ce qu'il faut entendre par conscience de classe :

> « **La conscience de classe des ouvriers, c'est la compréhension par eux du fait que pour améliorer leur sort et réaliser leur émancipation, il n'est d'autre moyen que de lutter contre la classe des capitalistes et des patrons. C'est, ensuite, la compréhension du fait que les intérêts de tous les ouvriers d'un pays son identiques, solidaires, que tous les ouvriers constituent une même classe, distincte de toutes les autres classes de la société. C'est, enfin, la compréhension du fait que, pour parvenir à leurs fins, les ouvriers doivent nécessairement chercher à influer sur les affaires de l'Etat comme l'ont fait et continuent de le faire les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.** » (« Œuvres complètes », tome II, p. 109.)

De cette définition, il ressort que la conscience de classe s'apprécie à l'aide de trois critères : économique, idéologique et politique. Ces critères peuvent nous servir aujourd'hui pour savoir où en est la conscience de classe du prolétariat.

DEGRE DES LUTTES ECONOMIQUES

C'est par la lutte économique rendue inévitable par les empiètements du capital que la classe ouvrière a commencé à prendre conscience d'elle-même et à s'organiser notamment dans les syndicats pour mieux mener cette lutte dont la grève est la forme la plus élevée.

Or, ce stade est-il « dépassé » ou « périmé » ? C'est un jeu

d'enfant de répondre à cette question en ouvrant son journal quotidien rempli d'informations sur les luttes actuelles.

Pourtant, il faut répondre, car l'adversaire ne se démonte pas pour autant.

De Gaulle en tête osait dire, dans une allocution radiotélévisée du 29 décembre 1961, que

> « **pour neuf millions d'ouvriers français, les conflits du travail sous le régime précédent entraînaient chaque année, en moyenne, sept millions de journées de grève, alors que, sous le régime actuel, on n'en compte plus qu'un million par an !!!** »

Et il ajoutait : « **Bien souvent, la grève paraît inutile, voire anachronique.** »

Il oubliait, entre autres, de compter les grèves du secteur nationalisé et de la fonction publique. Mais il ne prévoyait surtout pas que 1962 allait connaître un essor plus considérable encore du mouvement gréviste et que, pour les trois premiers mois de 1963, on allait compter quelque six millions de journées de grève (selon les statistiques officielles).

Or, si la lutte économique, si la grève est la manifestation première de la conscience de classe, comment peut-on oser parler de son atténuation ou même de sa disparition ?

GREVE DES MINEURS ET SOLIDARITE NATIONALE

La grève des mineurs qui vient de se dérouler, trente-cinq jours durant, malmène brutalement ces « théories ». En premier lieu, parce qu'elle a révélé à des millions de Français que l'un des métiers comptant parmi les plus pénibles et les plus dangereux était encore rétribué entre 60.000 et 70.000 francs par mois !

En second lieu, cette grève a montré que les mineurs n'ont cédé ni aux chants des sirènes gaullistes qui promettaient le paradis pour plus tard, ni aux ordres de réquisitions, ni à l'envoi massif de C.R.S. dans les corons.

Entrés massivement dans la grève, ils y sont restés tout aussi massivement sans se désunir. Ils formaient un bloc ouvrier radicalement opposé à l'alliance des patrons et des gouvernants.

Leur courage et leur ténacité ont provoqué l'admiration et le soutien actif de toutes les couches laborieuses qui se sont reconnues

dans cette grève, qui ont considéré comme jamais encore que cette grève était aussi la leur.

Cela ressort nettement de la grève de solidarité nationale du 5 mars, à l'appel de la C.G.T., de la C.F.T.C., de la F.E.N. puis de F.O. On connaissait, certes, beaucoup d'exemples de grèves de solidarité locales ou régionales. Mais, la grève du 5 mars est la première grève nationale de solidarité dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Les « théoriciens » de l'extinction du prolétariat ne la retiendront pas... car elle gênerait leurs « démonstrations » !

Autour de la grève des mineurs, s'est développé aussi un élan de soutien pécuniaire encore jamais atteint, ni en sommes collectées, ni en étendue de l'éventail unitaire pour la collecte et la répartition des fonds. Tous les syndicats, tous les partis politiques étaient le plus souvent représentés... sauf l'U.N.R., évidemment.

Enfin, la grève des mineurs a donné confiance à maintes catégories de travailleurs dont l'action était jusque-là affectée par la menace de réquisition ou, simplement, par le doute des possibilités réelles de faire reculer sérieusement le gouvernement. Cheminots, gaziers et électriciens, travailleurs des transports parisiens et des P.T.T., les travailleurs de l'Etat et les fonctionnaires ont ainsi renforcé leur pression en même temps que les travailleurs de la métallurgie, du textile, des industries chimiques, etc.

La classe ouvrière était donc en pleine lutte et elle galvanisait la lutte de tous les exploités.

Les résultats sont considérables. Les mineurs ont contraint le gouvernement à doubler les crédits nouveaux concernant leurs salaires pour 1963. Au lieu de 5,77 % d'augmentation, ils ont imposé 11 % échelonnés jusqu'à la fin de l'année. Ils ont imposé surtout la quatrième semaine de congés payés, la discussion proche sur la réduction de la durée du travail et de l'avenir de la profession.

Parallèlement, tout le secteur nationalisé a obtenu des augmentations non négligeables que les fonctionnaires s'apprêtent à imposer à leur tour.

Et dans tout le secteur privé, le patronat a dû lâcher du lest, procéder à « l'opération contre-feu », selon sa propre formule. Outre de nombreuses augmentations de salaires, il a dû consentir à accorder la quatrième semaine de congés payés dans bien des professions. Actuellement, cinq millions de travailleurs ont déjà obtenu satisfaction sur ce point.

La classe ouvrière de notre pays dédie cette grande page de son histoire à ceux qui lui faisait l'injure de la considérer comme « amorphe » ou « apathique », notamment dans les colonnes de « France-Observateur » ou dans les rangs du P.S.U.

Car la classe ouvrière vient de porter au régime gaulliste, le coup le plus dur qu'il ait reçu depuis son avènement.

ATTITUDE DE L'OUVRIER « MODERNE »

Une remarque plus particulière s'impose ici. Dans la propagande en question, il est souvent fait état des progrès techniques qui engendreraient des couches nouvelles de travailleurs dont la mentalité serait bien différente de celle des travailleurs que Marx a connus. C'est vrai. Mais...

Observons, parmi les grévistes de ce printemps 1963, la qualité de certains travailleurs. S'agit-il de la S.N.C.F. ? Le « roulant » d'aujourd'hui conduisant une locomotive électrique est, certes, différent de son collègue qui peine encore sur une machine à vapeur. Ils sont pourtant tous deux en grève, le même jour...

Dans les P.T.T., une grève éclate, le 1er février dernier. Le facteur est en grève. Mais le technicien de la station des télécommunications spatiales de Pleumeur-Bodou, fraîchement construite, est en grève aussi, de même que les perforatrices travaillant sur les nouveaux ordinateurs électroniques de la Caisse Nationale d'Epargne...

Et même chez les mineurs, bien différents de ceux que décrivait Zola, on enregistre une grève de vingt jours dans l'usine de Lacq... la plus automatisée de France !

La conscience de classe n'est donc pas émoussée par le progrès technique.

Les modifications de structure de la classe ouvrière, si intéressantes qu'elles soient à connaître, à étudier, ne modifient pas les données du marxisme. Car l'essentiel n'est pas, ne sera jamais ni ce qui différencie les travailleurs des diverses professions, ni l'évolution de ces différenciations au niveau des formes spécifiques du travail.

L'essentiel reste et restera, tant que subsistera le capitalisme, dans la question fondamentale suivante : « Sur le travail fourni par tel ou tel travailleur, le capitaliste qui l'emploie continue-t-il, oui ou non, à tirer un profit ? »

Ici, nous attendons la réponse de ceux qui enterrent si vite la classe ouvrière. La notion de profit, de plus-value, d'exploitation capitaliste est escamotée par eux. L'Eglise, par exemple, la méconnaît purement et simplement. Seule, l'Académie Française a fait un effort en l'introduisant dans la définition du mot « capitalisme » pour la prochaine édition de son dictionnaire (peut-être parce qu'elle ne paraîtra pas avant que le capitalisme ait été supprimé en France !).

Le fait demeure donc, dans ces questions vieilles — c'est vrai — comme le marxisme : « Qui possède les moyens de production mécaniques, électroniques, automatiques et que mettent en mouvement des hommes qui ne possèdent que leur force de travail ? Qui, en conséquence, exploite le travail de l'autre, que ce

travail s'effectue à l'aide d'un instrument primitif à main, ou sur une machine déjà perfectionnée du point de vue mécanique, ou sur une machine moderne faisant partie d'une chaîne automatique ? Autrement dit, les rapports sociaux de production ont-ils changé que l'ouvrier ait face à lui un patron connu ou un conseil d'administration anonyme ? »

La réponse reste la même depuis Marx. Elle ne peut pas être modifiée par l'évolution d'une des forces productives. C'est pourquoi les travailleurs continuent et même amplifient leurs luttes économiques.

LA CONSCIENCE DU PRETRE OUVRIER

C'est si vrai que l'Eglise elle-même n'a pas supprimé les prêtres ouvriers parce qu'ils étaient inaptes au travail sur les machines modernes ! Mais parce que « le travail en usine expose peu à peu le prêtre à subir l'influence du milieu », donc à éveiller sa conscience. C'étaient pourtant

> « **des prêtres choisis par leur évêque, bien préparés, soutenus par une vie sacerdotale authentique et unis au clergé paroissial...** » (Lettre du cardinal Feltin, dans **La Croix** du 15-9-1959.)

Or, ce choix, cette « préparation » et cette surveillance ont été insuffisants. En voici la preuve et le pourquoi :

> « **Le travail en usine ou même dans des entreprises moins importantes expose peu à peu le prêtre à subir l'influence du milieu. Le « prêtre au travail » ne se trouve pas seulement plongé dans une ambiance matérialisée, néfaste pour sa vie spirituelle et souvent même dangereuse pour sa chasteté** (sic), **il est aussi amené, comme malgré lui, à penser comme ses camarades de travail dans le domaine syndical et social et à prendre part à leurs revendications : redoutable engrenage qui le mène rapidement à participer à la lutte des classes. Or, cela est inadmissible pour un prêtre.** » (Lettre du cardinal Pizzardo au cardinal Feltin, publiée dans **La Croix** du 15-9-1959.)

Ces lettres sont éloquentes : la conscience de classe naît de l'exploitation capitaliste et de la lutte de classe qu'elle engendre.

La réalité de la conscience de classe est... inconsciemment établie par ceux qui veulent la nier aujourd'hui.

C'est d'autant plus difficile d'ailleurs à l'Eglise de s'engager dans cette voie qu'elle a toujours soutenue

> « **qu'il est conforme à l'ordre établi par Dieu qu'il y ait, dans la société humaine, des princes et des sujets, des patrons et des prolétaires, des riches et des pauvres, des savants et des ignorants, des nobles et des plébéiens** » (« Motu proprio », 18 décembre 1903, cité par J. Kanapa dans son livre « La doctrine sociale de l'Eglise et le marxisme »).

Et la pression des travailleurs fut telle, ces derniers mois, que l'Eglise, en France, loin de reprendre la notion d'effacement des barrières de classe, résolut de prendre avec précaution, mais prendre tout de même parti pour les grévistes !

LA « DESYNDICALISATION » N'EST PAS POUR DEMAIN

Enfin, toute la presse bourgeoise se plaint amèrement des « fautes » du pouvoir qui, après l'échec de la réquisition chez les mineurs, la reprise des pourparlers avant la fin de la grève, et la concession d'avantages refusés avant la grève (ou non prévus au IVe Plan comme la quatrième semaine de congés payés), ont mis en lumière la puissance des syndicats. « **On croyait que le pays était désyndicalisé** », écrivent-ils. On croyait aussi, comme dit l'U.N.R., qu'on allait en finir « **avec le syndicalisme de papa, le syndicalisme de revendication, pour lui substituer un syndicalisme de gestion** ».

Les travailleurs français balaient ces espérances. Tous syndicats unis, ils mènent leur lutte ouverte contre les prétentions du pouvoir gaulliste le contraignent au recul.

Et ils rejettent de même toute tentative d'intégration des syndicats dans l'appareil d'Etat, dans une chambre corporative du type mussolinien, hitlérien ou franquiste. La C.G.T., F.O. et la Fédération de l'Education nationale ont été très nettes contre les projets gaullistes, tandis que la C.F.T.C. n'ose pas s'exprimer trop ouvertement pour.

Mieux, malgré l'appel de l'U.N.R. à faire barrage à la C.G.T.

lors des élections de décembre aux Caisses de Sécurité sociale et d'Allocations familiales, les travailleurs français ont renforcé la position de la C.G.T. et donné plus de 80 % de leurs suffrages aux syndicats contre moins de 20 % aux organisations soumises visiblement au patronat ou au pouvoir. Il y avait, pourtant, dans le corps électoral, plusieurs millions de jeunes dont la propagande officielle s'évertue à affirmer leur « désintéressement », leur « désaffection » pour les organisations ouvrières !

Rien ne pourra donc enrayer ce mouvement. La lutte économique se développera et le rôle des syndicats croîtra, tandis que, dans la lutte quotidienne, des millions de travailleurs accéderont à la conscience de plus en plus claire de leur condition et de la nécessité d'en sortir.

Fidèle à l'enseignement de Lénine, notre Parti fait tout et fera tout pour les aider dans ce sens.

LA LUTTE IDEOLOGIQUE

Mais, a-t-on dit avec raison, la lutte économique a ses limites. Beaucoup de travailleurs pressentent seulement et encore très confusément qu'ils appartiennent à une classe dont la mission est de renverser le capitalisme. Et beaucoup n'ont même pas ce pressentiment.

La deuxième tâche fixée par Lénine au Parti de la classe ouvrière était précisément de faire un effort considérable sur ce point.

Car, disait Marx,

> « **il est un élément de succès que les ouvriers possèdent : ils sont le nombre. Mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir** » (Adresse inaugurale).

Le savoir, c'est-à-dire la science de sa libération possible des chaînes du capitalisme, doit donc lui être apporté « du dehors » de la lutte économique par le Parti.

Les idées de Marx, Engels et Lénine qui ont élaboré cette science doivent d'autant plus être propagées et expliquées que l'arsenal d'idées fausses est utilisé à plein par la bourgeoisie à l'aide de sa grande presse, de sa radio, de ses hommes infiltrés dans le monde ouvrier. La falsification du marxisme a maintenant fait place au silence d'antan à l'Université, dans la presse ou les livres. Le marxisme est au centre de toutes les controverses,

surtout pour tenter de démontrer qu'il est « dépassé », que « ses vieux schémas » ne sont plus valables ou qu'il est temps d'en venir à la « coexistence pacifique des idéologies » (Sartre).

Or, le Parti s'acquitte de sa tâche avec succès.

Seul, il a résisté à l'épreuve de mai 1958. Seul, il est resté debout dans la tourmente quand tous les autres partis vacillaient ou se divisaient.

Cela ne peut s'expliquer autrement que par la conscience du prolétariat français bien éclairée par le Parti lui-même.

Une classe ouvrière a, en effet, le parti qu'elle mérite. Le parti, sa force, son audience sont les reflets de la haute conscience des travailleurs français, le parti à son tour aidant puissamment à faire prendre conscience de leur état et de leurs possibilités aux travailleurs encore attardés ainsi qu'aux alliés possibles de la classe ouvrière, fonctionnaires, paysans, couches moyennes des villes et intellectuels qui se rallient au marxisme en grand nombre parce que convaincus de plus en plus nombreux que leur avenir, l'amélioration de leur sort est lié à celui de la classe ouvrière. Le dernier exemple nous vient de la participation massive des ingénieurs des mines et de la métallurgie aux luttes ouvrières plus pour leur avenir que pour une amélioration immédiate de leurs conditions de vie.

Grâce au Parti donc, la classe ouvrière de notre pays résiste aux assauts répétés des propagandes de collaboration de classe. Chacun s'accorde à reconnaître l'échec des tentatives gaullistes d'association capital-travail, des « relations humaines », de la « planification », etc.

La classe ouvrière, parce qu'elle a une conscience suffisamment étendue d'elle-même, sent ces pièges que lui indiquent d'ailleurs son parti et ses syndicats. Elle les écarte et refuse pardessus tout de servir de force d'appoint à telle ou telle entreprise bourgeoise ou petite-bourgeoise qui tente de la ligoter.

Ce dernier élément est très significatif. Un autre nous est fourni par la modification continue qui s'opère dans le Parti socialiste S.F.I.O. dont les dirigeants ont longtemps théorisé sur la suppression de la lutte des classes. Aujourd'hui, **Le Populaire** aborde la condition ouvrière avec plus de réalisme et mène campagne pour la défense de la classe ouvrière contre le régime gaulliste, régime des monopoles et de la haute banque (la nationalisation des banques d'affaires vient d'ailleurs de faire l'objet d'un projet de loi déposé par Defferre).

C'est donc bien que notre classe ouvrière continue à se considérer comme « une classe pour soi » quels que soient les efforts de la bourgeoisie, des réformistes ou des révisionnistes pour l'en dissuader.

LA LUTTE POLITIQUE

Mais disait encore Lénine, dans son ouvrage « Que faire ? », il faut aussi former la conscience politique, l'activité révolutionnaire des masses.

> Or, « **la conscience politique de la classe ouvrière ne peut être une conscience véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre tous les abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression ou de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes. La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et des événements politiques concrets et actuels pour observer chacune des autres classes sociales dans toutes les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique... Car pour se bien connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de toutes les classes de la société contemporaine.** »

Or, notre classe ouvrière fait cette expérience.

Elle ne se heurte pas seulement à son patron de l'usine, elle se heurte aussi à l'Etat qui toujours se trouve du côté du patron.

Lutter contre son patron aboutit ainsi, de plus en plus, à lutter contre l'Etat, l'administration, la législation.

C'est ainsi que se précisent

> « **les lueurs de conscience politique que la lutte économique a fait pénétrer dans l'esprit des ouvriers pour élever ces derniers à la conscience politique socialiste.** » (Lénine. **Que faire ?** »

Sous le régime gaulliste, l'aberration de 1958, la croyance momentanée en un sauveur suprême, a fait place en quelques années à des questions puis à des revirements chez beaucoup de ceux qui s'étaient laissé prendre. Combien de mineurs qui avaient voté oui à de Gaulle viennent de se rendre compte de leur égarement ?

La classe ouvrière mène son combat dans le sens prévu par les XV[e] et XVI[e] Congrès de notre Parti. Et ce combat se fait plus âpre contre la fascisation. Il connaît des succès grandissants : rejet des réquisitions, manifestations de rues de plus en plus imposantes, etc.

Mais, ce combat se double de l'action de toutes les couches lésées par le pouvoir des monopoles. Les paysans, les commerçants menacée d'expropriation s'inquiètent à juste titre. L'université manifeste sans arrêt contre l'abaissement de la culture, le sabotage de l'enseignement et la cléricalisation.

Tous les démocrates se sont trouvés ainsi dressés contre le danger fasciste que l'O.A.S., pendant un temps, rendait très évident. Mais aujourd'hui l'union grandit contre la fascisation du régime et, notamment, en ce qui concerne les municipalités, la liberté de la presse, l'utilisation unilatérale de la radio et de la télévision, etc.

La lutte politique quotidienne s'amplifie au fur et à mesure des progrès de l'unité dans tout le pays entre socialistes, communistes et autres républicains.

Par sa résistance, la classe ouvrière a été la fondation première de ce renouveau unitaire et démocratique.

La revendication politique d'en finir avec le gaullisme, d'instaurer une démocratie véritable, comme les communistes dans leur programme ont su dès 1959 en montrer la nécessité et la possibilité, gagne chaque jour en profondeur.

Le chemin est pris et c'est l'essentiel. Empêtré dans ses contradiction, le régime gaulliste dressera contre lui tous les Français épris de liberté, de bien-être et de paix.

La victoire de la démocratie est donc certaine même si le combat est long et dur.

Notre Parti s'y emploie avec toute la confiance qu'il a dans la classe ouvrière et la partie saine, la plus grande du pays.

L'échec du gaullisme, les bienfaits de la démocratie restaurée, l'exemple vivifiant des succès des pays socialistes, tout aidera à convaincre l'immense majorité du peuple à s'engager, avec la classe ouvrière, dans la voie d'une France socialiste.

« La victoire sera pour tous les exploités, car ils ont pour eux la vie, la force du nombre, la force de la masse, les sources intarissables de l'abnégation, de l'idéal, de l'honnêteté de ce qu'on appelle le simple peuple, des ouvriers et des paysans qui prennent leur essor, qui s'éveillent pour édifier un monde nouveau et dont les réserves d'énergie et de talents sont gigantesques. La victoire est à eux. » (Lénine. Tome 26, page 420.)

Oui, un jour viendra où les classes disparaîtront, la conscience de classe aussi.

Mais, et c'est ce qu'oublient sans doute les idéologues bourgeois, ce ne sera plus sous le capitalisme...

ANDRÉ BARJONET

LA CONDITION OUVRIÈRE ET L'ÉTAT DE LA TECHNIQUE

En régime capitaliste, le progrès de la technique ne permet pas d'améliorer la condition ouvrière. Pourquoi ?

SOULIGNER l'importance de la technique dans le monde moderne est devenu un lieu commun : il suffit d'ouvrir les yeux autour de soi pour constater aussitôt l'importance des changements survenus et en cours.

Mais si ces changements interviennent dans tous les aspects de l'activité humaine, c'est évidemment dans le secteur des forces productives qu'ils sont le plus spectaculaires : machines-transfert de l'industrie automobile, laminoirs et bloomings automatisés de la sidérurgie, installations géantes de cracking du pétrole, hâveuses et rabots des mines font, désormais, partie de notre univers. Quant au calme traditionnel des campagnes, il est déchiré journellement par les 900.000 tracteurs de l'agriculture française [1], tandis que le labeur tranquille des bureaux a fait place, avec les ordinateurs électroniques, à une activité de plus en plus intense.

Tels sont les faits que chacun est à même de constater. Ce sont ces faits qui servent d'arguments aux laudateurs du capitalisme et aux réformistes de toute sorte pour — confondant grossièrement la forme et le fond — parler de « nouvelle classe ouvrière », voire même d'absorption de la classe ouvrière dans « la » classe moyenne ou encore dans les « tertiaires », etc.

En réalité, tout ce bavardage repose sur la méconnaissance absolue du rôle respectif des forces productives et des rapports sociaux de production.

Prenons un exemple simple : un mécanicien de locomotive

(1) Sur les transformations apportées récemment par la technique en agriculture, voir le livre de Waldeck Rochet : **Ceux de la Terre**, Editions Sociales.

peut conduire une Pacific 231 à vapeur ou une BB électrique. Mais, en régime capitaliste, il sera *dans l'un et l'autre cas* contraint de vendre sa force de travail à l'employeur capitaliste (ou à l'Etat-patron au service des monopoles). Inversement, le mécanicien de la machine à vapeur la plus ancienne de l'Union soviétique ou de la Pologne est rémunéré selon la quantité et la qualité de son travail qu'il effectue sur une machine appartenant au peuple tout entier, donc à lui-même. Mais c'est moins sur cet aspect de la question — au sujet duquel notre Parti a déjà apporté de nombreuses précisions — que nous voudrions insister aujourd'hui que sur certaines des conséquences sociales et humaines du progrès technique en régime capitaliste.

Certes, nous n'avons nullement l'intention de nier qu'il puisse y avoir, même en régime capitaliste, des cas où l'utilisation de nouvelles machines se traduise par une amélioration du bien-être, par un soulagement de la peine des hommes. Mais, en pesant les mots que nous utilisons, nous estimons qu'en dernière analyse il n'y a pas vraiment d'amélioration, mais bien plutôt *mutation de souffrances*.

La principale de ces mutations concerne le passage de la fatigue musculaire à l'usure nerveuse et mentale. Nous disons le « passage » et non la « substitution » : bien souvent, en effet, l'usure nerveuse se *superpose* à la fatigue musculaire, mais ne la remplace pas. Il y a d'ailleurs des cas où le « progrès » technique engendre même une fatigue musculaire accrue. Par exemple, sur les grands chantiers de travaux publics il n'est désormais pas rare de voir le caroussel fantastique, de gros camions fonçant à plus de 60 km/h sur des pistes défoncées. Les secousses sont telles que les chauffeurs doivent être retenus par des sangles pour ne pas être précipités contre le pare-brise ou le toit de la cabine. On imagine sans peine la fatigue musculaire qui en résulte et, au-delà de la fatigue, les maladies des vertèbres [1].

En ce qui concerne l'usure nerveuse et les nouvelles formes de fatigue, elles s'étendent désormais à l'*ensemble* de la classe ouvrière. Apparues tout d'abord dans les usines de la métallurgie (travail à la chaîne) ou du textile (conduite simultanée de plusieurs métiers) ou encore dans les ateliers mécanographiques (chèques postaux, etc.) ces formes nouvelles inséparables des « cadences infernales » frappent aujourd'hui toutes les industries.

L'exemple de la modernisation des mines de charbon est frappant à cet égard.

En gros, on peut symboliser l'évolution technique dans les mines par trois étapes : celle du pic, celle du marteau-piqueur, celle de la hâveuse. Celle du pic s'identifiait purement et simplement avec la fatigue musculaire. Le marteau-piqueur, lui, n'a pas supprimé la

(1) Il en va de même en ce qui concerne les tracteurs (agricoles ou industriels) qui sont presque tous dépourvus de véritables suspensions. Les tracteurs exercent ainsi sur l'homme des vibrations d'une fréquence de 3,5 hertz, tout particulièrement néfastes, où le bassin et le thorax peuvent même entrer en opposition de phase. D'après M. Wisner, du laboratoire de physiologie de la Régie Renault, in **L'adaptation du travail industriel à l'homme.** (Presses Universitaires de France, 1962.)

fatigue musculaire, mais il a fait de la silicose une maladie de masse. Avec les hâveuses, les rabots et les jumbos la fatigue musculaire, si elle n'a pas disparu, tend indiscutablement à diminuer. La silicose — en dépit de l'arrosage du charbon — continue à augmenter en raison de l'extraordinaire débit des machines. Le bruit, les vibrations atteignent une intensité effrayante [1]. Au danger « naturel » de la mine, se superpose le danger croissant dû à l'enchevêtrement des machines et à la circulation intense au fond des mines modernes.

Sur tous ces problèmes, une récente enquête *officielle* effectuée sous la direction de techniciens du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et du Centre d'études et de recherches psychotechniques (C.E.R.P.) vient de paraître dans la *Revue française du Travail*, numéro de septembre 1962, éditée par le ministère du Travail. Cette étude, qui porte sur les effets de la modernisation dans les mines du Centre-Midi, constitue un *témoignage accablant* sur les effets du progrès technique en régime capitaliste.

Nous tenons donc, en dépit de sa longueur, à citer intégralement le passage suivant sur les formes nouvelles de fatigue :

Le travailleurs et la mécanisation : nouveaux rythmes, nouvelle fatigue

« La modernisation crée ainsi une ambiance de mouvement et de bruit. Sur ce fond d'agitation s'inscrit un nouveau mode de travail du mineur. Ici encore le contraste entre le progrès technique et la rigueur des conditions de travail est saillant; les efforts demandés au mineur, à celui qui travaille dans la taille principalement, sont généralement moins intenses si l'on considère les efforts maxima, les « pointes » dans le travail. La disparition des wagonnets poussés à bras d'homme, voués au déraillement, les facilités de pelletage au niveau de la bande transporteuse, la dislocation du charbon par les explosifs tendent en effet à réduire les efforts extrêmes. Mais, simultanément, apparaissent de nouvelles exigences de travail. D'une part, l'organisation rationalisée à une grande échelle, en vertu de laquelle se succèdent sur le même chantier des équipes distinctes, qui entreprennent des tâches spécialisées, implique le maintien d'un rythme collectif pour assurer la rotation des opérations

(1) « Ce dont on est sûr aujourd'hui, c'est que la silicose est due à l'absorption de poussières inférieures à une certaine dimension, de l'ordre du micron, soit du millième de millimètre. C'est pourquoi, relativement peu répandue autrefois, elle s'est développée dans des proportions considérables avec la mécanisation qui a fait son apparition dans les mines à la veille de la dernière guerre, car la mécanisation multiplie les fines poussières. » Etude sur la silicose, de Michel Jacques, parue dans **La Croix** du 20 mars 1963.

(abattage, remblayage naturel par éboulement, dit foudroyage, mise en place des convoyeurs pour l'abattage d'une nouvelle bande de charbon). L'effort attendu du mineur doit être ainsi beaucoup plus soutenu.

« Maintenant ça commence à être mécanisé. C'est pas mal mais il y a beaucoup de poussière, avec tous ces moteurs; et puis ils sont nombreux pour travailler tous de front. C'est pas plus mal, à mesure que le charbon tombe, il va sur les tapis..., ça fait beaucoup plus de rendement... Pour les ouvriers, c'est à peu près pareil... » (Mineur.)

« Il y en a qui ont le travail moins pénible, par exemple les locomotives évitent de pousser les bennes, mais on est aussi fatigué parce qu'on est poussé à la production. » (Mineur). « Le travail est peut-être plus accéléré mais plus intéressant et moins pénible. » (Maître mineur).

« Il y a plus de rendement. On faisait dix bennes à deux hommes. Maintenant c'est pas plus pénible, mais c'est un travail plus à la chaîne. Au début, c'était difficile; ils étaient habitués à prendre cinq minutes du moment qu'ils faisaient leur production. » (Maître-mineur).

« Le rendement est supérieur, mais la force employée est la même, peut-être même plus quelquefois. Ils n'ont plus à rouler, mais ils sont toute la journée à la taille sans s'arrêter avec le surveillant derrière. Ils n'ont pas le temps de se délasser. C'est le travail à la chaîne sans relâche. » (Maître-mineur).

D'autre part, la pression exercée par l'entreprise pour exercer la productivité se manifeste pour le mineur par des normes de rendement impératives. Dans la longue taille, le mineur est payé au métrage de charbon abattu et non au nombre de bennes remplies. La portion du front de taille qui lui est allouée doit être déhouillée entièrement sur une profondeur constante pour tout le chantier. Abstraction faite, pour le moment, de la question de la rigueur des normes, on peut constater que le système de rendement en chantier collectif accorde moins d'autonomie dans le rythme d'effort que le travail en petit chantier isolé,

selon le dispositif traditionnel, où, par exemple, le nombre de bennes produites pouvait varier avec plus de souplesse sans compromettre l'ensemble de la production de tout un groupe [1]. »

Les conséquences de cette fatigue accrue, de cette usure nerveuse et de l'angoisse qui peut en résulter dans les cas les plus graves se traduisent par une réduction au moins relative de la durée de la vie humaine. A ce sujet, nous devons dénoncer *le mensonge* pur et simple consistant à dire « qu'à l'époque des antibiotiques » la durée de la vie des travailleurs aurait augmenté. Ce qui a augmenté, c'est la durée *moyenne*, au sens statistique, de la vie humaine en général. Mais cette augmentation apparente résulte essentiellement de la réduction, d'ailleurs très insuffisante en France, de la mortalité infantile.

En ce qui concerne les adultes, la durée moyenne de vie n'a augmenté que d'environ un an depuis 1945. Mais cette augmentation elle-même tient compte de la mortalité dans les classes aisées de la population [2] qui est beaucoup plus faible que chez les travailleurs.

La durée de vie des ouvriers est d'ailleurs, et de plus en plus, diminuée par les *accidents du travail* qui constituent en France un véritable fléau national.

La relation entre les accidents du travail, la fatigue et les cadences infernales est évidente. Or, les accidents du travail ne cessent d'augmenter en nombre et en gravité.

Voici, d'après M. Texier, président de l'Institut national de Sécurité, l'évolution des accidents de travail et de trajet de 1960 à 1961 :

	1960	1961	Pourcentage
Nombre de salariés [3]	*9.667.914*	*9.567.763*	*— 1,0 %*
Accidents du travail			
Nombre de déclarations (F.N.O.S.S.)	1.967.053	2.233.429	+ 13,5
Nombre d'accidents du travail avec arrêt	997.046	1.047.313	+ 5,7
Accidents graves	78.624	90.567	+ *15,1*
Décès	1.651	1.821	+ 10,2

(1) E.L. Trist et H. Murray : « Organisation du travail dans les tailles. Etude comparative des méthodes d'exploitation minière. » (Bulletin du C.E.R.P., 1959, t. 8, n° 4.)

(2) De récentes enquêtes ont démontré que la fameuse « maladie des chefs d'entreprise » est, en grande partie, une légende. L'infractus du myocarde, en particulier, frappe deux fois plus les ouvriers et employés que les cadrees supérieurs (enquête du trust américain du Pont de Nemours et portant sur 89.089 cas). Voir l'article « Heureux chefs d'entreprise » publié par la revue patronale **Entreprise** du 9 mars 1963 (n° 391).

(3) Très légère diminution du rapport 1961-1960, due essentiellement à l'utilisation de bases statistiques quelque peu modifiées.

	1960	1961	Pourcentage
Journées perdues par incapacité temporaire .	21.870.428	23.152.585	+ 5,8
Journées perdues par incapacité permanente.	68.599.450	74.955.910	+ 9,2
Total de journées perdues.	90.469.878	98.108.495	+ 8,4
Accidents du trajet			
Nombre de déclarations (F.N.O.S.S.).	240.029	233.639	— 2,7
Nombre total d'accidents avec arrêt	143.649	152.083	+ 5,8
Nombre total d'accidents graves	21.204	24.147	+ 13,8
Nombre total de décès.	1.083	1.275	+ 17,7
Journées perdues par incapacité temporaire .	5.187.628	5.305.046	+ 2,2
Journées perdues par incapacité permanente.	26.684.710	29.642.410	+ 11,0
Total de journées perdues	31.872.338	34.947.456	+ 9,6
Maladies professionnelles			
Nombre de déclarations (F.N.O.S.S.).	8.475	9.116	+ 7,5

Pour mesurer l'extrême gravité de ces chiffres, il faut rappeler *qu'il ne s'agit là que des salariés du régime général de la Sécurité sociale :* il n'est donc pas tenu compte, dans ce tableau, des cheminots, des mineurs, des travailleurs de l'Etat, des fonctionnaires, etc.

D'autre part, la progression, bien qu'inquiétante, des maladies professionnelles (+ 7,5 %) est très inférieure à la réalité, car il ne s'agit ici que de « maladies professionnelles » au sens légal et archaïque du mot (benzolisme, etc.) : la silicose, par exemple, qui exerce tant de ravages n'est pas comprise dans ces chiffres [1]. Il en est de même pour des maladies professionnelles nouvelles résultant, par exemple, de la radio-activité ou des ultra-sons. Il en est de même surtout des maladies nerveuses et mentales résultant des cadences inhumaines et des conditions actuelles de travail. Toutes ces maladies, directement imputables à l'exploitation capitaliste, la statistique les ignore. Quant aux accidents du trajet, ils ne résultent naturellement pas tous du système capitaliste : il faut faire leur

(1) Dans les Cévennes-Nord, 41 % des mineurs sont silicosés.

place à l'imprudence et aux circonstances malheureuses. Toutefois — et sans faire de démagogie — on peut dire que la fatigue en fin de journée est ici encore un élément déterminant des accidents du trajet : l'« imprudence » elle-même n'est souvent qu'un manque de réflexes causé par un travail trop intense. Quant aux « circonstances malheureuses », elles résultent trop fréquemment de la mauvaise organisation ou de l'absence de transports en commun, du manque d'entretien ou de signalisation des voies de communication, de l'absence quasi-générale de pistes spéciales pour cyclomoteurs, etc. De toutes ces « négligences », le régime capitaliste et l'Etat des monopoles sont directement responsables.

Une autre conséquence de la fatigue nerveuse est le *besoin objectif vital de congés plus longs et d'air pur*.

Certes, l'allongement des congés payés est un succès important à l'actif des luttes ouvrières. Mais il faut bien comprendre que ce succès est moins une amélioration « en soi » des conditions d'existence de la classe ouvrière (comme il aurait pu l'être il y a quelques dizaines d'années, par exemple) qu'une nécessité objective impérieuse. Expliquons-nous : supposons qu'un travailleur, compte tenu de ses conditions générales de travail et de vie, soit *parfaitement* reposé après trois semaines de congés, il est alors évident que toute semaine supplémentaire constituera une étape positive sur la voie d'un mieux-être croissant, vers plus de « loisirs » permettant une élévation du niveau culturel, etc. Mais si, comme c'est le cas, les trois semaines ne permettent pas un véritable renouvellement de la force de travail, la quatrième semaine ne signifie pas qu'il y ait mieux-être mais simplement retour à la situation antérieure où trois semaines étaient suffisantes pour parvenir à se débarrasser de la fatigue de l'année [1].

De la même façon, si un ouvrier a la double chance d'habiter près du lieu de son travail et que cet endroit soit plaisant et bien aéré, il n'aura naturellement pas *besoin* d'un moyen individuel de transport. Si, dans ces conditions idylliques, son salaire lui permet d'acheter sans privation par ailleurs une voiture, celle-ci constituera à coup sûr une amélioration non négligeable de son niveau de vie.

Mais, dans la réalité des choses, de telles conditions n'existent pratiquement pas. L'écrasante majorité des ouvriers continuent d'habiter des banlieues sordides, des maisons vétustes, des chambres de bonnes exiguës et sans air et souvent sans eau. Pour se rendre à leur travail, ils doivent attendre les rares autobus où l'on s'écrase, ou les trains dont la densité est fort inégale. Si le « banlieusard » travaille dans une autre banlieue que la sienne, les trans-

(1) « La vie hors travail des salariés est souvent génératrice de fatigue, en particulier pour les femmes qui ont dans de nombreuses circonstances une double journée de travail. Même quand la vie hors travail ne comporte pas d'activités fatigantes en soi, elle reste une cause de fatigue, du fait même des conditions de vie créées par la civilisation industrielle (lisez « capitaliste », A.B.). Celle-ci peut être définie par une urbanisation intense et désordonnée, une spécialisation et une dispersion croissantes des activités, des contacts humains nombreux et superficiels et souvent une alternance du travail de jour et de nuit ; s'y ajoutent fréquemment la durée des transports, l'agitation de la rue, le caractère bruyant des maisons, tous facteurs générateurs de fatigue. » J. Scherrer, professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers : **L'adaptation du travail industriel à l'homme.** (Presses Universitaires de France, 1962.)

ports en commun sont alors souvent inexistants : il arrive même que le travailleur soit, d'abord, obligé de passer par la ville elle-même.

C'est à ce moment que les moyens individuels de transports deviennent un besoin objectif impérieux. Parmi ces moyens, la voiture tend à jouer le rôle principal car, l'hiver, la voiture, c'est d'abord un *toit*. Ceux qui, pendant l'hiver 1962-1963, ont dû, dans le noir glacial du petit matin, se rendre à leur travail à mobylette ou même à moto savent de quoi il s'agit.

Mais ce toit roulant, c'est aussi grâce à lui que la famille ouvrière peut espérer le dimanche faire les quelques kilomètres qui l'amèneront dans les bois respirer un peu d'air pur dans un calme relatif.

Donc bien loin d'être, *en eux-mêmes*, des signes d'amélioration du niveau de vie, l'augmentation des congés ou l'accroissement des moyens de transports individuels [1] ne sont, dans la plupart des cas, que la conséquence nécessaire de nouveaux et impérieux besoins vitaux.

Mais là où il y a drame, c'est que la satisfaction de ces besoins ne peut bien souvent s'opérer qu'au détriment de celle d'autres besoins non moins impérieux.

Prenons un exemple concret : tel nouveau modèle de petite voiture peut être acquis moyennant un versement initial de quelques dizaines de milliers d'anciens francs, entraînant pendant près de deux ans des mensualités d'environ trente mille francs. Pour un ménage salarié gagnant autour de cent mille anciens francs par mois, une telle acquisition n'est donc pas, au sens technique du mot, impossible. Mais en réduisant de près du tiers un salaire déjà très faible, elle implique aussitôt une vie très misérable par ailleurs. En d'autres termes, il se produit là aussi une *véritable mutation* des conditions d'existence. Mais, par certains côtés, cette mutation constitue une incroyable *régression sociale*.

En effet, la satisfaction de besoins fondamentaux comme ceux de nourriture, de vêtements, de logements est une des plus vieilles aspirations de l'humanité. Certaines sociétés de type ancien étaient même parvenues tant bien que mal (et, bien sûr, fort inégalement) à y faire droit.

C'est donc un phénomène social proprement incroyable qu'à l'âge de l'automation et de l'énergie nucléaire des millions de travailleurs qualifiés — et cela dans les pays capitalistes « avancés » — soient souvent obligés de se priver de nourriture [2] ou de renon-

(1) Pour réel qu'il soit, cet accroissement ne doit tout de même pas faire oublier que la **grande majorité** des ouvriers est toujours dépourvue de voitures. D'après l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques **(Bulletin hebdomadaire de statistique** du 9 février 1963), 69,9 % de l'ensemble des ouvriers (75 % des ouvriers spécialisés) ne possèdent pas de voiture, même d'occasion (enquête effectuée en juin 1962).

(2) Ou, ce qui revient au même, de se priver des aliments nobles (viande, beurre, fruits) riches en protides et en vitamines, indispensables à la reconstitution de la force de travail **dans les conditions de vie actuelles.**

cer à emménager dans l'appartement qu'ils sollicitaient depuis des années parce que le prix du loyer est prohibitif.

Bien entendu, cette mutation de misère et de souffrances n'est pas obligatoirement et aussitôt perçue comme telle par les intéressés eux-mêmes.

Le marxisme n'est pas un déterminisme économique et mécaniste. Les rapports entre la base de la société (plus particulièrement les forces productives) et la superstructure et, à fortiori, l'idéologie ne sont pas simples. Ils le sont d'autant moins que l'idéologie adverse (qui dispose de la presse, de la radio-télévision, du cinéma, de la publicité, etc.) s'ingénie à brouiller les cartes.

Dans ces conditions, on comprend parfaitement que l'ouvrier — le jeune ouvrier surtout — qui, pour la première fois, s'installera au volant de « sa » voiture puisse éprouver un très grand sentiment de joie qui sera encore accrue lors des premières promenades. De même, le mineur de fond qui s'est senti pour la première fois aux commandes d'une haveuse a tout d'abord éprouvé un sentiment de puissance doublé du plaisir d'en avoir fini avec la peine musculaire. Les ravages de la silicose, des trépidations, du bruit ne sont apparus qu'ensuite et il a fallu du temps pour les reconnaître.

Mais la vérité s'impose toujours et les grandes grèves de mars 1963 sont — aussi — le témoignage de l'échec, sur le plan social, du « progrès technique » en régime capitaliste. Les travailleurs admirent les réalisations de la science et de la technique, ils désirent ardemment jouir de leurs fruits, mais de jour en jour ils comprennent mieux qu'il ne peut en être ainsi dans une société divisée en classes et dont le moteur est le profit. Aidés par leur propre expérience et les enseignements de notre Parti, ils comprennent que la technique ne peut être au service de l'homme qu'à la condition préalable que l'exploitation de l'homme par l'homme ait elle-même disparu. Dans une société où, seule, une classe est détentrice des moyens de production, *donc* de la technique, tout progrès de celle-ci est finalement, sous une forme ou sous une autre, un progrès dans l'art de l'exploitation de ceux qui pour vivre sont obligés, aujourd'hui comme hier, de vendre leur force de travail en aliénant ainsi une partie de leur personne vivante.

GILBERT MURY

ACTUALITE DE LA LUTTE DE CLASSES

Le capitalisme peut changer de forme, utiliser de nouveaux moyens d'organisation et des techniques modernes, c'est dans l'exploitation de l'homme par l'homme que se situe la question décisive.

AUX yeux des marxistes comme à ceux des simples gens, le monde moderne se trouve divisé en deux camps. A travers les pays socialistes qui couvrent un tiers du globe s'exerce la dictature du prolétariat sous ses aspects différents ou même s'instaure le pouvoir du peuple tout entier. Déjà s'annonce, en Union soviétique, la construction du communisme placé sous le signe d'une loi nouvelle : « de chacun selon sa capacité à chacun selon ses besoins ». Au contraire, la fraction de notre planète encore soumise à l'impérialisme demeure prisonnière de l'exploitation de l'homme par l'homme. Et l'idéologie bourgeoise elle-même hésite entre l'affirmation pessimiste de la catastrophe inévitable, d'une part et, d'autre part, la promesse vague d'un paradis fondé sur le développement de la technique, indépendamment de toute modification des rapports de classes.

Sans doute, les représentants du capitalisme n'ont-ils jamais interprété en ces termes le conflit entre les deux régimes sociaux. Mais il leur convenait fort, au temps où l'Union soviétique s'arrachait aux ténèbres tsaristes, de souligner que deux systèmes s'opposaient par toutes leurs caractéristiques et de présenter liberté, prospérité, puissance, comme le bien propre du monde de la propriété privée. Ce sont les progrès impétueux de l'U.R.S.S. et des autres pays socialistes qui ont conduit les doctrinaires officiels de l'occident à modifier certains aspects de leur propagande. En présence des victoires remportées sous le signe de la révolution, il leur reste, sans doute, la possibilité de contester de tels succès. Toutefois, pareil artifice est trop visible, trop manifeste pour demeurer utilisable à l'intention de lecteurs mieux informés. Dès lors, par un remarquable renversement tactique les idéologues de l'impérialisme ont désormais recours à une thèse diamétralement opposée :

selon eux, il n'existe pas de différence fondamentale entre les pays capitalistes et les pays socialistes. Les progrès enregistrés par ceux-ci ne font que reproduire l'évolution déjà acquise par ceux-là. De part et d'autre s'affirme une soi-disant société industrielle qui pour l'essentiel peut être définie dans les mêmes termes.

De manière plus ou moins détournée de telles doctrines tirent leur inspiration de l'ouvrage déjà ancien de l'Américain Burnham qui, au-delà du capitalisme et du socialisme, annonçait l'ère des organisateurs, ou comme disent les Yankees des « managers ». En France, Raymond Aron, qui, de son propre aveu, n'a jamais vu fonctionner une usine soviétique, conteste délibérément que la planification démocratique rendue possible par la révolution puisse « donner le sentiment aux travailleurs qu'ils gèrent, eux-mêmes l'entreprise... Si l'on convient d'appeler organisation manageriale celle où les dirigeants de l'entreprise sont des techniciens de la direction, non pas des ingénieurs, mais des hommes qui ont le sens de l'administration et de l'organisation, toute grande entreprise, capitaliste ou socialiste, sera manageriale » [1].

A vrai dire, la question de savoir si les travailleurs gèrent une entreprise demeure posée tant que l'on n'a pas défini ce qu'il faut entendre par cette gestion. Et, s'il s'agit uniquement d'administration et d'organisation, il va de soi que celle-ci requiert des spécialistes. Mais, si la détermination des moyens les plus efficaces suppose des compétences particulières, toute la question est de savoir quels sont les objectifs poursuivis, qui détermine ces objectifs et qui décide des rectifications indispensables en cours de route pour assurer le maintien dans la bonne voie. En d'autres termes, la différence entre une entreprise socialiste et une entreprise capitaliste ne tient pas à ce que la première fonctionnerait sous le signe d'une impossible spontanéité, mais à ce qu'elle est placée sous le contrôle et le pouvoir de l'Etat ouvrier, c'est-à-dire de l'Etat dont le prolétariat assume la direction, tant à l'échelle des décisions globales que dans le cadre d'une usine ou d'une collectivité locale.

La question posée est donc de savoir si la lutte de classes existe aujourd'hui encore, aujourd'hui, plus que jamais, ou, si tout au contraire la société capitaliste se situe en dehors du cadre défini par les classiques du marxisme pour s'identifier à l'univers des organisateurs.

■

L'expérience ouvrière ne confirme assurément pas l'étrange optimisme d'un Raymond Aron. Le travailleur continue d'être victime d'une dépossession multiple : d'une part, les produits qu'il fabrique restent la propriété de l'homme ou du groupe

(1) Raymond Aron : **Le développement de la société industrielle et la stratification sociale.** Tome I, pp. 196-197.

qui détient les instruments de production. D'autre part, comme le montre André Barjonet dans ce même numéro, le développement des techniques modernes n'a fait qu'accentuer le caractère de contrainte introduit par la classe dominante dans l'activité des producteurs, désormais chaque geste se trouve soumis, dans son rythme aux décisions prises à l'échelon supérieur et ne revêt de sens qu'une fois replacé dans un programme déterminé, en dehors de toute consultation des prolétaires. Enfin, la personnalité même de l'ouvrier, du salarié, se trouve atteinte à la fois par les conséquences de la fatigue nerveuse et par la nécessité implacable d'accepter une organisation de vie définie par l'entrepreneur capitaliste qui achète la force de travail et en dispose pour s'assurer le profit maximum, comme il ferait d'une autre marchandise.

Certes, l'expérience ouvrière de cette réification, c'est-à-dire de cette transformation des rapports sociaux humains en choses inhumaines, implique l'exigence d'une riposte dont les mineurs donnent aujourd'hui l'exemple éclatant. Mais la lutte du prolétariat contre l'exploitation dont il est victime ne saurait signifier, en aucun cas, qu'il a cessé d'en être victime. Au niveau de la société globale comme à celui de l'entreprise, la question du pouvoir est désormais posée. Un des exemples les plus frappants de la pression exercée par le capitalisme sur la personne du travailleur au nom de la propriété privée des moyens de production reste l'introduction relativement récente du travail continu fondé sur l'existence de trois équipes qui se relayent pour assurer le fonctionnement ininterrompu d'une même installation industrielle. Un pareil horaire rend inaccessible tout loisir et tout repos dans des conditions normales, il désarticule la vie familiale, puisque l'homme et la femme, les parents et les enfants ne se trouvent plus réunis ni pour les repos, ni pour les sorties, ni pour les veillées. Il aggrave en outre les risques d'accident puisque ceux-ci augmentent au fil des heures de façon pratiquement continue. Aujourd'hui, comme hier, la condition prolétarienne n'est pas seulement définie, en principe, par la domination exercée sur le travail au nom du capital. Cette exploitation de l'homme par l'homme se trouve déterminée dans le détail par les conditions concrètes de la production. Quand l'amortissement des fonds investis dans l'achat des machines doit être accéléré en vue d'assurer le profit patronal, le prolétaire suit le sort de la machine, il est traité comme elle, et seule sa riposte militante peut obtenir qu'une limite soit introduite de l'extérieur dans ce système de déshumanisation.

■

Un sociologue bourgeois, comme Georges Friedmann, peut prétendre réduire cette aliénation, cette agression contre la personne à un sentiment de malaise ou de mécontentement qu'il serait possible de dissiper grâce à un certain nombre

de concessions subalternes. Il peut, pour sauvegarder la prétention capitaliste à l'égalité avec le monde socialiste sous le nom de société industrielle, prétendre que l'aliénation n'est rien d'autre qu'un mécontentement, fût-il passager. Et, dès lors, il est bien clair qu'un ouvrier peut se sentir mécontent en Union soviétique, par exemple si la majorité de ses camarades a rejeté une de ses suggestions. Le problème n'est pas là, et il ne suffit pas de détourner les mots de leur sens pour abolir une contradiction objective. Au moment même où il vient d'obtenir le succès d'une de ses revendications et, par conséquent, dans la joie de la victoire, un prolétaire placé sous le signe de la libre entreprise sait parfaitement qu'il a remporté un pareil succès à contre-courant en brisant la logique implacable d'un système dont le jeu mécanique tend à le dépouiller de son droit à l'initiative et à la réalisation de ses besoins. Au moment même où il échoue dans sa tentative pour faire adopter telle ou telle décision particulière, et s'il en est irrité, le travailleur d'un pays socialiste n'ignore pas qu'il est engagé dans une entreprise commune de libération collective et individuelle, ni que la logique interne du système mène à la satisfaction croissante de ses besoins.

Nous n'éviterons pas de porter la question sur son plan philosophique. L'erreur fondamentale de Hegel était de confondre l'objectivation, c'est-à-dire l'acte par lequel l'homme produit un objet, inscrit sa volonté dans le réel, d'une part, et l'aliénation, c'est-à-dire la situation dans laquelle se trouve un homme lorsqu'il est dépossédé du produit de son activité, de son activité elle-même et finalement de sa propre personnalité. Au fond, pour l'idéaliste Hegel, le malheur commence lorsque la nécessité de la vie pratique impose le passage de la contemplation à l'action. Cette même illusion se retrouve chez les idéologues qui confondent la contrainte de l'exploitation capitaliste avec les exigences de la technique moderne. Il est tout à fait exact que la division du travail rendue indispensable par les transformations du machinisme se traduit, en fin de compte, par la disparition de certains aspects, les uns positifs, les autres, plus nombreux, négatifs, des méthodes de travail ouvrier héritées, au moins indirectement, de l'artisanat traditionnel. Au fur et à mesure que les nécessités de la fabrication en grande série ont amené une standardisation des normes, l'initiative possible dans le secteur de la fabrication s'est trouvée inévitablement réduite. Les cotes fixées par les techniciens conformément aux directives patronales ont imposé le respect des consignes données par le bureau d'études. Là où le travailleur se laissait guider hier par son expérience personnelle de la résistance du matériau et par sa représentation du but à atteindre, il lui faut désormais se plier aux contraintes de la machine. Encore faut-il souligner que, dans une première étape, cette machine restait « universelle », apte à remplir un grand nombre de tâches particulières et qu'il fallait la régler avant d'accomplir telle ou telle opération. Sans doute les modalités de ce réglage étaient-elles déjà

précisées, décidées, en dehors de l'initiative ouvrière. Cette dernière n'en conservait pas moins sa part, car il était impossible de prévoir, dans le détail, comment les directives générales seraient appliquées. Aujourd'hui, au contraire, à l'échelle des entreprises géantes caractéristiques du stade monopolistique du capitalisme, les machines, elles-mêmes, se trouvent spécialisées, elles sont montées de façon à permettre une opération bien définie, il reste à les servir et nullement à les adapter à une forme nouvelle de fonctionnement. Cette description à laquelle s'est attaché, en particulier, Alain Touraine, reflète une réalité technologique incontestable. Elle se traduit par la substitution de l'ouvrier spécialisé, travaillant bien souvent sur la chaîne, à l'ouvrier qualifié dans le procès de fabrication.

■

Il est tout à fait exact que de telles transformations ne sont pas négligeables, même si les services d'entretien, par exemple, font leur place à des professionnels d'un type nouveau. Encore faut-il remarquer que leur influence n'est pas entièrement négative : en dépit des tentatives patronales pour individualiser les niveaux de salaire et par conséquent les revendications en diversifiant, à l'infini, les postes de travail, la communauté des intérêts est tout à fait évidente parmi des prolétaires qui ont assurément perdu leur « retranchement professionnel », leur capacité d'organiser leur propre labeur, mais qui occupent des emplois interchangeables. Surtout, l'évolution des techniques entraîne la disparition d'une hiérarchie ouvrière à l'intérieur de laquelle le compagnon était en même temps investi d'une autorité sur ses aides et apprentis et jouait, en fait, un rôle de surveillance. Dans certains cas, il fallait même constater que ce compagnon bénéficiait d'une position privilégiée, touchant le salaire de l'ensemble de l'équipe et le répartissant avec une assez grande liberté. Sans doute est-il abusif de prétendre, comme on l'a fait, qu'il participait, lui-même, à l'exploitation capitaliste, mais il n'était assurément pas un exploité comme les autres. Or, en même temps, la pression exercée sur le marché du travail par la main-d'œuvre non qualifiée, le prestige de sa compétence et son habitude du commandement faisait de lui un élément indispensable au déclenchement de toute action revendicative. Sans doute faut-il considérer sa position particulière dans les rapports de production comme une des causes de l'influence exercée par une idéologie, petite-bourgeoise d'origine artisanale, sur le prolétariat au cours du XIX[e] siècle. L'ouvrier qualifié d'aujourd'hui touche assurément un salaire plus élevé que le manœuvre ou l'O.S., mais il n'entretient pas avec ceux-ci les rapports d'un chef avec des subordonnés. Certes, l'aide ou l'apprenti pouvait autrefois espérer devenir compagnon, il n'existait pas de coupure définitive à l'intérieur de cette hiérarchie prolétarienne,

mais il n'était pas, non plus assuré d'y parvenir. Surtout, l'exemple encore actuel de la promotion professionnelle est là pour démontrer que celle-ci n'équivaut nullement à une libération des travailleurs. Il ne suffit pas d'espérer ou d'escompter gravir un certain nombre d'échelons pour être son propre maître. Les entreprises qui développent, sous couvert de paternalisme, une formation « maison » ne sont nullement celles qui disposent de la meilleure réputation, ou de la moins mauvaise, auprès des salariés. Elles utilisent la perspective d'un avancement comme un moyen pour freiner la participation à la lutte de classes.

Dans son rapport avec la nature, l'homme peut s'appuyer sur le progrès technique, mais il serait naïf d'imaginer qu'à chaque époque ce même progrès ne puisse être utilisé comme une arme par la classe dominante contre les exploités. Marx observait déjà que tous les pas en avant de l'intelligence humaine avaient été utilisés par le capitalisme comme un moyen de créer la confusion entre ses propres exigences contraignantes, d'une part, et la discipline inséparable de la division du travail, d'autre part. La recherche systématique de la parcellisation du travail a été poussée si loin dans le cadre du régime de libre entreprise qu'il a bien fallu envisager, pour des raisons de productivité, ce que les Anglo-Saxons appellent le « job enlargement » l'élargissement des tâches. Les machines, elles-mêmes, sont construites comme s'il était toujours plus avantageux de réduire au plus bas degré la participation intelligente des travailleurs à une activité productive considérée comme un tout, comme un acte créateur. Même si le socialisme a hérité d'un outillage conçu dans une perspective capitaliste, il a fait la preuve avec le stakhanovisme de son aptitude à perfectionner leur rendement en s'engagant dans une direction opposée.

Sans sous-estimer l'étendue des interrogations suggérées par la technique elle-même, il est donc permis de conclure que ce n'est pas au niveau de l'objectivation, de la conquête de la nature, mais au niveau de l'aliénation, de l'exploitation économique de l'homme par l'homme que se situe la question décisive. Dans la mesure où l'ouvrier crée une marchandise, crée une valeur et reçoit en échange le minimum nécessaire pour satisfaire ses besoins les plus urgents, il laisse aux mains du capitaliste une plus-value qui est la seule raison d'être du fonctionnement de l'entreprise, aux yeux du propriétaire de celle-ci. Certes, un théoricien comme M. François Perroux, me répondait, lors du débat engagé dans le cadre de la Semaine de la Pensée marxiste, qu'il existe aussi une plus-value prélevée sur le labeur prolétarien à l'intérieur d'une économie socialiste. En effet, disait-il, une usine soviétique doit prévoir l'amortissement de ses machines, la possibilité d'étendre son équipement,

le versement de sa quote-part des dépenses de l'Etat, etc... Mais il va de soi qu'une telle analyse peut être juste, en termes de comptabilité sans revêtir aucune signification, en termes socio-économiques. En effet, il ne s'agit nullement d'admettre que la société socialiste fonctionne sans autre dépense que le paiement des salaires ouvriers. Toute la question est de savoir si l'excédent des richesses produites, par rapport aux salaires payés, reste ou non la propriété des producteurs eux-mêmes. Le peuple soviétique peut assurément décider de s'octroyer, à lui-même, des palais pour les vacances familiales ou collectives, des hôpitaux, des institutions culturelles, voire des vaisseaux de l'espace. Il n'est pas possible d'admettre, pour autant, qu'il a prélevé sur lui-même une plus-value, qu'il s'est attribué, à lui-même, comme exploiteur, les biens dont il s'était dépouillé, comme exploité. Pour employer une comparaison facile, il faudrait dire que les travailleurs d'un pays socialiste constituent un véritable artisan collectif. Lorsque l'artisan, ayant payé ses frais, met quelque argent de côté pour s'offrir des vacances ou pour s'assurer des soins en cas de maladie, qui affirmera qu'il se comporte à l'égard de lui-même comme un patron engagé dans la recherche du profit obtenu à partir de l'effort des salariés ?

En dépit de cette thèse par laquelle M. François Perroux rejoint les défenseurs de la société industrielle et s'efforce d'identifier les structures collectives des pays de régimes différents, c'est le capitalisme seul qui se définit par le prélèvement de la plus-value. Il faut, pour le contester se fier à la représentation de l'entreprise et de sa vie économique, par un modèle abstrait, purement théorique. Il faut, comme le remarquait Henri Claude, refuser de se demander par qui et au profit de qui les richesses obtenues se trouvent gérées et utilisées.

■

Bien entendu, le même danger d'abstraction, d'éloignement par rapport au réel guette celui qui prétendrait réduire la totalité de la personne humaine à sa détermination directe par la place occupée dans les rapports de production. Le statut socio-économique d'un travailleur est à la fois le fondement de sa condition et l'origine de sa situation à l'intérieur de l'entreprise, voire en dehors d'elle. Mais, s'il est la base sur laquelle se construit son existence quotidienne, il ne saurait en constituer le tout. Le matérialisme dialectique n'est pas un mécanisme. Il reconnaît l'autonomie limitée et relative des mœurs et des idéologies par rapport à l'infrastructure. C'est seulement en dernière instance que le fait économique s'avère décisif. Mais il ne saurait être question, pour autant, d'identifier le rapport qui existe entre exploiteurs et exploités, au rapport qui existe entre le bureau des méthodes et l'ouvrier spécialisé à l'intérieur d'une entreprise moderne. Lénine distinguait déjà dans le système Taylor la part

de la raison, de l'organisation, de la maîtrise exercée par l'homme sur ses propres gestes d'un côté, et la part de la barbarie capitaliste, de l'autre côté. A l'intérieur d'un établissement industriel où les tâches doivent être réparties et coordonnées, service par service, atelier par atelier, il ne suffit pas qu'un organigramme définisse les fonctions de chacun, il faut aussi rechercher comment une correspondance sera assurée entre le rythme de fonctionnement des machines, d'une part, et celui de l'activité humaine, d'autre part. Il faut en outre favoriser une harmonie entre la production des différents éléments de l'entreprise. La fabrication suppose qu'un certain nombre de règles soient respectées, sinon les normes qualitatives et quantitatives indispensables à une économie de masse ne prévaudront pas. Mais ce n'est pas dans cette participation au caractère social de la division technique du travail que le bureau des méthodes participe à la barbarie capitaliste, pour reprendre le mot de Lénine. Après tout, lorsque Taylor imagina de rendre moins nombreux et plus faciles les gestes indispensables au pelletage ou à la pose de briques, il rendait possible, soit une accélération forcenée et aveugle des mouvements simplifiés, soit un allègement de la peine des hommes compatible avec une élévation raisonnable du rendement. La question n'est pas de savoir s'il existe un bureau des méthodes aux usines Poutilov, comme aux usines Renault. La question est de savoir si les cadences infernales existent en Union soviétique comme en France, si le rythme du travail est déterminé avec ou sans le consentement ouvrier, si le programme de l'entreprise est décidé dans un échange démocratique entre les salariés et les organisateurs, ou s'il est imposé en fonction de la recherche du profit maximum. A chaque étape de son histoire l'humanité a connu la nécessité d'une coordination entre les efforts des producteurs. Même si l'on se place au niveau de la communauté primitive, Engels et Lénine n'ont jamais prétendu que des hordes sans chef s'abandonnaient à une spontanéité pure. En revanche, il n'existait pas d'exploitation de l'homme par l'homme, parce qu'il n'existait pas un surproduit, prélevé arbitrairement et consommé égoïstement par une poignée de privilégiés.

■

Dans cette perspective extrêmement large de l'évolution humaine, on voit ainsi se dissocier deux systèmes de contradictions dont la rencontre occasionnelle à l'intérieur des sociétés de classes n'autorise pas à les confondre. D'une part, il existe un conflit antagoniste entre ceux dont le travail engendre le surproduit et ceux qui s'emparent de ce surproduit sous le couvert du droit de propriété. D'autre part, il existe des différences de fonction entre ceux que les nécessités de la lutte engagée par

l'homme contre la nature portent à des postes d'organisation et ceux que les mêmes nécessités amènent à remplir des tâches d'exécution. Contrairement à ce que laissent croire les sociologues officiels en se fondant sur l'exemple de l'opposition entre bureau d'études et ouvriers spécialisés, la rupture entre l'acte et le sens humain de l'acte, entre le travail et sa signification ne dépend pas d'une division de l'activité productive liée au progrès de la technique, mais présente de façon embryonnaire dès son origine. Certes, comme le disait déjà Marx, le travail est de prime abord un échange entre l'homme et la nature, mais l'homme dont il est ici question est un être collectif et Engels soulignait avec force dans la **Dialectique de la Nature** qu'il suppose dès ses premières entreprises une organisation sociale.

De nos jours, cette contradiction sans hostilité, cette différenciation qui ne porte pas en elle les germes d'un combat, se spécifie, se réalise sous la forme du contraste entre labeur manuel et labeur intellectuel. Si, pour supprimer la lutte des classes, il fallait attendre que le prolétariat tout entier soit composé d'hommes et de femmes capables de tracer les plans, puis de définir les programmes d'utilisation des machines sur lesquelles ils travaillent, la révolution deviendrait impossible : cette élévation massive du niveau culturel et technique suppose, loin de la précéder, l'instauration du pouvoir ouvrier. S'il suffisait d'apporter à l'intérieur de l'entreprise les méthodes apaisantes propres aux relations humaines, des explications, voire l'autorisation de participer à des organismes consultatifs de discussion, les Etats-Unis seraient déjà un pays socialiste, ou, du moins, en passe de le devenir sous l'impulsion des établissements industriels les plus évolués. Le problème décisif est d'obtenir la participation agissante des plus larges masses à l'élaboration des choix décisifs, tant au niveau de l'économie nationale que dans le cadre de l'entreprise. Un spécialiste de l'aménagement du capitalisme reconnaissait un jour honnêtement que les débats institués à l'intérieur des groupes ne conféraient guère, aux salariés, sous le signe de la bourgeoisie, que le droit de décider comment serait préparée, à la cantine, une tasse de café.

■

Il n'en reste pas moins vrai qu'il est indispensable de poser ici le problème du dépassement de la contradiction entre le travail manuel et le travail intellectuel. Si ce bond en avant ne se situe pas au moment où la société passe du capitalisme au socialisme, il prend place au moment ou la transition s'opère entre socialisme et communisme. Même, s'il se prépare à

l'intérieur du système d'enseignement ou d'éducation, il ne peut se réaliser pleinement qu'à l'heure de l'automation. Il ne suffit pas, en effet, d'éloigner le geste humain de la fabrication pour assurer la libération du travailleur. Il faut éliminer les tâches de surveillance des circuits lorsque celles-ci n'impliquent aucune activité inventive ou créatrice et monopolisent l'attention de l'ouvrier sans lui donner un aliment enrichissant. Ce seuil qualitatif ne saurait être franchi tant qu'on demeure au stade de l'automatisation, c'est-à-dire au stade des ensembles mécaniques intégrés, mais seulement au stade de l'automation, c'est-à-dire des dispositifs auto-régulateurs impliquant la mise en œuvre des progrès les plus récents de l'électronique. Or, c'est ici qu'apparaît l'incapacité du capitalisme à permettre la généralisation d'un pareil progrès. Non certes, on l'a vu, que la contradiction travail manuel-travail intellectuel, puisse être identifiée à la contradiction capital-travail, mais parce que, comme le précisait déjà la préface à la **Contribution à la critique de l'Economie politique,**

> « à un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale ».

Le développement des techniques d'automation et d'automatisation place aujourd'hui le capitalisme devant une contradiction qu'il est incapable de surmonter. Aux Etats-Unis, par exemple, il serait possible de généraliser ces méthodes de production dans l'état présent de la science et de l'industrie. Mais, sur 17 millions de travailleurs industriels actuellement engagés dans les entreprises, on compterait alors 14,5 millions de chômeurs nouveaux. En d'autres termes, la concentration monopolistique du capitalisme et le développement de ses moyens d'information conduit le patronat américain à refuser le progrès par peur de la crise et de l'émergence brutale d'une situation révolutionnaire. La question est de savoir combien de temps une telle attitude pourra se prolonger, compte tenu surtout de la compétition avec l'Union soviétique et l'ensemble du camp socialiste.

Mais il n'est pas possible d'analyser l'évolution des rapports de classe, où se situe le prolétariat proprement dit, sans évoquer la situation faite à un certain nombre d'exploités présents, de plus en plus activement dans les luttes revendicatives sans, pour autant, appartenir à la sphère de la production.

■

Plus le capitalisme [1] se développe et revêt un caractère monopoliste, plus grandissent les couches de salariés qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière au sens strict du terme, même si leurs intérêts coïncident avec les siens. Cet accroissement numérique correspond à l'importance grandissante des efforts de la bourgeoisie pour contrôler le marché, tant celui de la main-d'œuvre que celui des objets matériels, afin de limiter les secousses — qu'on les appelle crises ou, parfois plus pudiquement récessions — qui menacent de porter atteinte à ses profits. Dans cette perspective, de larges catégories de personnel sont orientées non vers la création de la valeur, mais vers la réalisation de la plus-value. Il s'agit pour chaque entreprise et plus encore pour chaque trust, de porter les opérations formelles de comptabilité et de prévision à leur niveau le plus élevé [2].

D'autre part, la division de la formation patronale, c'est-à-dire le transfert d'une multitude d'activités, propres à l'entrepreneur de la période libérale, au salarié qui en assure désormais la responsabilité, engendre, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la sphère de production, la multiplication d'emplois d'un type original. Enfin, le capitalisme monopoliste d'Etat délègue à la fonction publique une série croissante de tâches qui n'assurent aucun profit mais qui créent les conditions objectives dans lesquelles l'adaptation du milieu social technique et de l'économie nationale aux exigences des trusts deviennent réalisables. C'est ainsi que l'Enseignement public fournit gratuitement aux entrepreneurs une masse d'ouvriers, d'employés et de techniciens capables à tout le moins de déchiffrer les instructions écrites ou d'effectuer un calcul arithmétique.

Il convient d'ailleurs de distinguer entre l'appareil d'Etat proprement dit, institué pour la répression, et qui comprend, aujourd'hui comme hier, l'armée et la police d'une part, et les ouvriers et employés du secteur capitaliste d'Etat d'autre part.

Enfin, le développement de la science et de la technique modernes n'a pas seulement amené le grand capital à renforcer le caractère social de la production tout en maintenant le caractère privé de l'appropriation, il a développé une couche particulière de producteurs et de salariés qui, à travers une histoire et dans les circonstances extrêmement variables, n'en restent pas moins séparés du prolétariat.

Assurément l'augmentation numérique des effectifs des salariés du commerce et des services et des effectifs des employés dans

(1) La fin de cet article est empruntée à l'ouvrage commun de Maurice Bouvier-Ajam et Gilbert Mury : **Les classes sociales en France**, tome II, à paraître aux Editions sociales.

(2) Voir sur ce point, Livre I, Ch. I, ouvrage cité, paru aux Editions sociales.

de nombreuses branches de l'industrie où elle se poursuit, occasionne un alourdissement de l'exploitation des ouvriers producteurs de la plus-value qui, finalement, est la source des revenus ainsi distribués. C'est là la technique du capitalisme.

Mais cette technique ne signifie aucunement que les salariés non producteurs de plus-value, puissent être considérés comme des profiteurs ! Tout d'abord il faut rappeler que la notion de producteur, pour parfaitement claire qu'elle soit, n'est pas susceptible des restrictions abusives que certains « mécanistes » voudraient lui faire subir : au sein des entreprises, et même en dehors, nombre d'« employés » font un travail préparatoire du travail ouvrier ou participant à celui-ci et quelquefois le conditionnent : ils sont alors aussi indiscutablement productifs que les ouvriers eux-mêmes, puisque leur travail se répercute dans le produit, s'y cristallise, s'intègre à sa valeur, est partie composante de la richesse... et de la plus-value.

Mais les vrais employés sont techniquement extérieurs aux opérations de production et sont fonctionnellement appelés à servir l'intérêt direct de l'entrepreneur capitaliste, soit plus spécialement en sa qualité d'entrepreneur (personnel de contrôle, gestion, de correspondance et de représentation, de contentieux etc.... Soit plus spécialement en sa qualité de financier (secrétariat d'affaires, gérance d'intérêts, portefeuille, fiscalité, contrats bancaires et autres, etc.). Ce personnel n'en est pas moins exploité par une bourgeoisie qui le paie le moins cher qu'elle peut, applique à son recrutement et à sa rémunération les règles habituelles du marché du travail et mesure sa « générosité » à l'étalon de son intérêt. Le principe est exactement le même pour les employés détachés de toute unité de production ou de distribution, mais exploités par l'Etat bourgeois, les collectivités publiques et les employeurs des services non productifs.

Le capitalisme ne distrait une partie de la plus-value qu'il dérobe directement ou indirectement qu'autant qu'il estime y avoir avantage. Et il entend bien que cet avantage soit au meilleur prix possible. L'alourdissement de l'exploitation des ouvriers n'empêche pas, pour autant, l'alourdissement de l'exploitation capitaliste des autres éléments du salariat, et c'est dans cette communauté d'exploitation que prennent corps la parenté entre la classe ouvrière et les autres couches salariales et la solidarité de leurs intérêts.

Dans sa volonté de rechercher toujours le plus haut profit possible, la bourgeoisie réduit au minimum possible le salaire sous toutes ses formes. Exception faite — et confirmant la règle — du faux salaire, compris dans l'abusif «mégosalariat », qui est attribué aux dominants eux-mêmes et qui est, en réalité, du profit masqué. Une des contradictions essentielles du capitalisme réside dans le fait que la recherche du plus haut profit réduit le pouvoir d'achat

populaire à sa plus simple expression, alors que le taux du profit est lui-même conditionné par l'étendue et la solvabilité de la demande sur le marché : l'explication principale des crises capitalistes est là.

Une industrie tire sa prospérité de la demande des produits qu'elle fabrique et qu'elle offre. La demande finale est celle du consommateur, qui assure aussi la rentabilité du ou des commerces se trouvant sur le circuit économique, et de l'industrie (ou des industries), produisant, transformant et livrant le produit. La demande permet par ce mécanisme classique, la constitution des réserves qui autorisent la réalisation des investissements normaux dans une industrie prospère et, partant, le développement des forces productives. Or, pour que la demande exerce ce rôle stimulant, il faut évidemment qu'elle soit réelle, qu'elle puisse se traduire par un achat effectif du produit fini, qu'elle soit solvable. Dès lors que le pouvoir d'achat populaire, par suite de l'insuffisance de la rémunération de l'ensemble salarial, ne permet pas à la demande populaire — c'est-à-dire aux besoins de cet ensemble — de s'exprimer d'une manière solvable, les branches industrielles qui produisent des marchandises convenant à des besoins insolvables sont condamnées à péricliter. Si la crise générale est l'expression de l'insuffisance absolue de la capacité d'achat des masses, les crises « sectorielles » qui, lorsqu'elles atteignent des branches assez nombreuses déterminent une récession, sont souvent l'expression de cette insuffisance relative, qui entraîne la désertion de l'offre sur certaines catégories de produits.

Tandis que des branches œuvrant pour répondre à une demande populaire sont ainsi touchées, d'autres, œuvrant pour répondre à d'autres besoins — solvables ceux-là —; aussi celles qui couvrent les besoins somptuaires de la classe privilégiée ou celles d'une exportation encouragée et protégée par l'Etat. Le niveau de vie de l'ensemble salarial se répercute sur la répartition des salariés dans toute l'économie et donc dans l'industrie : un niveau de vie plus élevé stimule l'appel de main-d'œuvre et d'employés dans les secteurs industriels qui travaillent pour la satisfaction des besoins populaires : un niveau de vie abaissé les en chasse. On assiste constamment à ce phénomène : depuis 1958, les branches de l'industrie textile et de la confection qui travaillent pour la production d'articles « moyens » ont régressé, cependant que progressaient celles qui travaillaient pour la production d'articles des dernières qualités et des qualités supérieures [1].

■

« Plus le travail gagne en ressources et en puissances, plus il y a pression des travail-

(1) Des faits comparables ont été observés un peu partout, et plus spectaculairement dans la verrerie, la chaussure, l'ameublement, les articles ménagers et sanitaires.

leurs sur leurs moyens d'emploi, plus la condition d'existence du salarié, la vente de sa force, devient précaire [1]. »

La paupérisation absolue du salariat se concrétise par un abaissement effectif de son niveau de vie. Pas plus pour l'ensemble salarial que pour la classe ouvrière proprement dite l'amélioration d'une ou plusieurs catégories « supérieures » ne contredit cette paupérisation, si, pendant ce temps, le sort des catégories inférieures s'aggrave, ou si, tout simplement, l'accès aux catégories « supérieures » est plus que compensé par l'élargissement des échelons inférieurs.

Nous avons vu que le mouvement de l'emploi et de la rémunération des ouvriers, notamment par l'entêtement des catégories élevées de salaires dans les zones de rémunération dites moyennes et dites supérieures, se faisait dans le sens de l'aplanissement. Il est donc faux de prétendre qu'une extension des zones de haute rémunération se produit, qui transformerait les perspectives de la classe ouvrière dans le capitalisme. Le même fait se constate pour tout l'ensemble salarial : le mouvement général de l'emploi et des salaires s'effectue dans le sens de l'aplanissement.

Si l'on examine ce mouvement général depuis 1955 [2] on observe :

— faible diminution des très bas salaires;

— extension du nombre des petits (300 à 450 F) avec pour cette zone, gonflement à la base et léger gonflement au sommet;

— affaiblissement dans la zone qui va de 730 à 1.000, avec, pour cette zone, gonflement à la base seulement;

— de 1.000 à 1.350, gonflement à la base et désertion progressive ensuite;

— de 1.350 à 1.500, extension de la catégorie 1.350 à 1.450 au détriment de la catégorie 1.450 à 1.600.

(Remarque faite que la catégorie 1.450 à 1.600 abrite pourtant au titre « employés » des privilégiés placés dans le « haut salariat » par la bourgeoisie (népotisme, relations, etc...) à côté d'employés et ouvriers dûment qualifiés.)

La perspective d'une hausse générale des salaires est évidemment liée à la solidarité et à la combativité du salariat; l'orientation de l'emploi ne va pas vers une hausse du salaire moyen due à un développement des effectifs les mieux rémunérés; la paupérisation absolue est prouvée par la simple confrontation des prix et des produits essentiels et de la part de salaire — donc de temps de travail — nécessaire pour faire face à ces prix; encore faut-il considérer que des baisses de qualité exigent du fait de l'usure un renouvellement plus rapide des achats.

(1) Marx : **Le Capital**, tome I.
(2) M. Bouvier-Ajam : « Aspects actuels de la classe ouvrière fran;aise ». **Economie et Politique** no 82.

L'examen des budgets familiaux est à cet égard éloquent [1].

La paupérisation relative du salariat — qui se manifeste dès que la part du salariat scientifiquement conçu est, dans le montant global du revenu national, en évolution moins que proportionnelle à celle de la part des autres revenus — est maladroitement cachée par l'astuce statistique qui consiste à admettre au sein de la masse salariale des revenus qui ne sont pas réellement des salaires, mais du profit déguisé. La comparaison entre l'indice officiel du salaire moyen et l'indice officiel du coût de la vie [2] suffit à illustrer cette paupérisation — au demeurant incontestée — alors qu'évidemment ces indices officiels minimisent l'écart réel [3].

> « La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le salaire normal moyen, mais de l'abaisser [4]. »

Mais la paupérisation absolue, c'est avant tout « l'aliénation croissante non seulement du travail mais de la vie même des travailleurs » : mutilation de la vie familiale, fatigue et tension nerveuse engendrées par les cadences du travail, perte de qualité des loisirs, etc... et surtout tendance de l'employeur à épuiser le travailleur en sa jeunesse et à lui refuser tout emploi passablement rémunéré à partir de 50 ou 55 ans.

Dans une telle perspective s'affirme le caractère inéluctable d'une lutte de classe dont les actions revendicatives généralisées à travers la France entière confirment actuellement l'aggravation.

(1) Voir Livre VII, Ch. I du Tome II : **Les classes sociales en France.** Maurice Bouvier-Ajam et Gilbert Mury. A paraître aux Editions sociales.
(2) Ainsi, de 1938 à 1955, indice salaire multiplié par 20,7 et indice coût de la vie par 25,3.
(3) A. Barjonet. Voir **Cahiers 1961, n° 1.**
(4) K. Marx : **Travail salarié et capital.**

JEAN-CLAUDE
POULAIN

« LE DROIT DE VIVRE »

En luttant pour ses revendications économiques et sociales, l'ouvrier répond à une exigence de la défense de l'intérêt national et du développement de la civilisation.

LE droit de vivre est fondamental pour toute personne humaine. Mais il a des exigences précises. Celles de pouvoir vivre à part entière dans la société actuelle. Ni à demi, ni en paria, ni en parent pauvre.

Le développement des forces productives a engendré, de nos jours, un accroissement considérable du volume et de la qualité de la production. Le progrès technique a profondément modifié, en quelques années, et ne cesse de modifier les moyens que se sont forgés les hommes pour vivre. La civilisation moderne change sans cesse de visage et met à la disposition de l'humanité toujours plus de richesses.

Mais la question essentielle est : quelle part revient-il, de ces richesses, à ceux qui les produisent, à la classe ouvrière, à toutes les couches laborieuses de la nation ? Dans quelle mesure les travailleurs, aujourd'hui, peuvent-ils satisfaire les besoins nouveaux qui sont ceux de l'époque présente ? Quelle capacité ont-ils, réellement, d'exercer leur droit de vivre, dans les conditions historiques actuelles ?

La réponse est claire. Maurice Thorez, dans l'étude qu'il a présentée, le 13 mars dernier, à l'ouverture de la Semaine de la Pensée marxiste [1], et qui restera comme un document de base, un nouvel enrichissement du marxisme-léninisme, l'exprime ainsi : « La bourgeoisie voudrait ne pas tenir compte des besoins nouveaux des travailleurs, des nouveaux aspects sociaux et historiques de leur niveau de vie. Elle prétend en quelque sorte rejeter les prolétaires hors de la civilisation moderne. »

Et il poursuit : « Dans la France de 1963, l'abondance est un mythe pour la grande majorité des travailleurs, qui ne peuvent satisfaire des besoins devenus vitaux dans la civilisation industrielle contemporaine. »

(1) Cette étude est publiée dans ce même numéro.

La raison en est que nous sommes toujours, quoi qu'on puisse tenter pour le faire oublier, en régime capitaliste. Le produit du travail revient donc entièrement aux seuls propriétaires des moyens de production. Et c'est toujours le plus strict minimum qu'ils prélèvent, sur la valeur ainsi accumulée, pour acheter la force de travail de ceux qui leur créent ces richesses et qui n'ont que cela à vendre pour vivre.

Si « les caisses sont pleines », comme l'affirment avec satisfaction, après cinq années de gouvernement, de Gaulle et ses ministres, ce sont uniquement celles des grands monopoles et de la haute finance. Mais en aucune façon celles des foyers ouvriers. L'existence du pouvoir personnel, le renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat, loin d'avoir amélioré le sort de la classe ouvrière, l'ont, au contraire, inévitablement aggravé. Le fossé de l'inégalité sociale ne cesse, depuis 1958, de s'approfondir encore davantage. Il est de plus en plus difficile, pour les travailleurs, de vivre, de participer au niveau actuel de la civilisation.

Et la démagogie gaulliste ne peut rien y changer. La classe ouvrière, dans sa masse essentielle, a fait l'expérience que toutes les promesses sociales du pouvoir : « l'arrêt de la hausse des prix », « l'intéressement du personnel à la marche des entreprises », « l'année sociale » ou « le partage équitable du revenu national » n'étaient et ne pouvaient être que paroles mensongères, leurre et duperie.

De plus en plus incapables de satisfaire leurs besoins vitaux, les travailleurs ont donc des revendications économiques immédiates à faire prévaloir. Il s'agit d'abord, pour eux, de se battre contre les conséquences, dont ils sont les victimes quotidiennes, de l'organisation actuelle de la société. Et d'essayer, ainsi, de faire front à ce qui ne devient plus supportable.

LES MOYENS DE VIVRE

La première exigence des travailleurs, à ce point de vue, est l'augmentation de leurs salaires.

Non pas, comme le prétendent volontiers leurs ennemis de classe, parce qu'ils « n'en ont jamais assez » ou qu'ils « en voudraient toujours davantage ». Mais parce que cela leur est rigoureusement indispensable, dans les conditions présentes, pour vivre normalement eux et leur famille, pour entretenir et renouveler, compte tenu du niveau actuel de civilisation, la force de travail qu'ils vendent à leurs exploiteurs.

Or, alors que, dans la vie moderne, les besoins à satisfaire ont augmenté, les travailleurs, avec le prix de la même force de travail dépensée, peuvent acheter au contraire de moins en moins de marchandises. Il leur faut, en moyenne, travailler dix heures

de plus par semaine et même davantage pour pouvoir se procurer la même valeur de marchandises qu'avant-guerre. Et seulement de 1957 à 1961, depuis l'avènement du pouvoir personnel, cette baisse du pouvoir d'achat a été de l'ordre de 4 à 10 %, selon les cas, et davantage encore pour les salaires les plus bas.

La propagande gaulliste est seule à prétendre le contraire. Encore que ses essais de démonstration se retournent parfois contre elle.

Un seul exemple. Le journal U.N.R. *La Nation* étalait en gros titre, dans son numéro du 16 mars dernier : « La répartition du revenu national évolue en faveur des salariés. » Et il en donnait pour preuve, après avoir abasourdi le lecteur de chiffres et de pourcentages, que les salariés avaient touché, comme part du revenu national, près de 10.000 milliards de plus en 1962 qu'en 1959. Mais il suffit d'avoir la curiosité de pousser les calculs un peu plus loin, à partir des données mêmes du journal gaulliste. Or, si l'on divise le chiffre du total des salaires payés par celui du nombre de travailleurs, donné dans le numéro du 28 février du même organe U.N.R., on constate que la moyenne du salaire annuel par travailleur, a augmenté, entre 1959 et 1962, de 11,1 %, alors que pendant la même période, toujours d'après les indices publiés dans *La Nation*, le coût de la vie, lui, a augmenté de 16,8 %. Le rédacteur du journal U.N.R. aurait pu faire lui-même ces calculs faciles : il aurait alors constaté, d'après ses propres chiffres, que le pouvoir d'achat de l'ensemble des travailleurs a réellement baissé, entre 1959 et 1962, de 16,8 % moins 11,1, soit 5,7 %. La paupérisation absolue est une réalité, décidément, bien difficile à camoufler !

Cette baisse à peu près générale du pouvoir d'achat est encore plus sensible, comme nous l'avons dit, pour les salaires les plus bas. Le taux du S.M.I.G., du salaire minimum interprofessionnel garanti, devrait s'élever actuellement, sur la base officielle du budget-type élaboré en 1953 par la Commission supérieure des conventions collectives, à 2,30 F. Or, la dernière augmentation décidée unilatéralement par le gouvernement, ne l'a fixé qu'à 1,80 F. Soit un retard, par rapport à l'augmentation du coût de la vie, de 21,7 % en dix ans.

S'il en est ainsi, c'est que le pouvoir des monopoles ne cesse de se livrer à de véritables tours de passe-passe au détriment des travailleurs, modifiant et truquant à sa guise les indices qu'il présente comme conditionnant obligatoirement l'évolution du S.M.I.G. Il n'hésite même pas, pour empêcher l'augmentation du salaire minimum, à se contredire lui-même de la façon la plus spectaculaire. Par exemple l'indice gouvernemental, dit des « 250 articles », indiquait, pour l'évolution des prix durant le mois de janvier dernier, une hausse de 1,3 %, mais l'autre indice gouvernemental, dit « des 179 articles » et sur lequel est indexé le S.M.I.G., indiquait, lui, pour le même mois, une baisse de 0,3 % !

C'est dire toute la valeur qu'il faut attacher aux indices officiels !

D'ailleurs, d'un point de vue plus élevé, les travailleurs doivent toujours veiller, s'ils veulent sauvegarder leurs véritables intérêts, à ne pas laisser trop enfermer, et parfois étouffer, leurs revendications de salaires dans le corset étroit des comparaisons et des références (comme les capitalistes et le pouvoir d'ailleurs, avec habileté et persévérance, s'efforcent à les y entraîner). Il est indispensable, certes, d'exiger au moins le rattrapage du retard qu'ont pris les salaires par rapport à l'augmentation du coût de la vie. Mais cela ne peut suffire. Ou alors ce serait se laisser prendre, en définitive, à l'illusion du « salaire équitable » que Marx a si clairement démystifiée.

Il a mis en garde contre le danger de se laisser transformer en « une machine à calculer bourgeoise », à faire « de la parcimonie un système », à donner « à la misère en hâillons un caractère stable, conservateur ».

Ce qui importe, pour les travailleurs, c'est qu'ils puissent exercer leur droit de vivre concrètement, dans les circonstances actuelles, en satisfaisant tous les besoins vitaux qui sont ceux du monde d'aujourd'hui. « S'il n'y avait pas les oscillations du salaire, constatait Marx, l'ouvrier ne prendrait aucune part au développement de la civilisation. »

Car la réalité majeure de notre société capitaliste est bien l'inégalité grandissante dans la répartition du revenu national. Maurice Thorez, dans l'étude déjà citée, en fait l'éclatante démonstration pour la période présente :

> « La quantité des produits et des possibilités de jouissance socialement disponible augmente beaucoup plus vite que le pouvoir d'achat des travailleurs; il est établi que dans la dernière période la famille ouvrière moyenne a vu son pouvoir d'achat progresser trois fois moins vite que la richesse nationale, à laquelle elle contribue pourtant de façon essentielle. »

Il convient alors de relire, pour bien comprendre avec quelle force la revendication, pour tous les travailleurs, de l'augmentation substantielle de leurs salaires jaillit de la situation présente, les pages de *Travail salarié et Capital* dans lesquelles Marx démontre que « le salaire n'est pas somme toute déterminé seulement par la masse de marchandises que je peux obtenir en échange », mais que « le salaire est encore déterminé, avant tout, par son rapport avec le gain, avec le profit du capitaliste », et donc que « le salaire est relatif, proportionnel ».

Il prend cette comparaison :

> « Une maison peut être grande ou petite, tant que les maisons environnantes sont petites elles

> aussi, elle satisfait à tout ce qu'on exige socialement d'une maison. Mais, s'il s'élève à côté de la petite maison, un palais, voilà que la petite maison se ravale au rang de la chaumière. La petite maison est alors la preuve que son propriétaire ne peut être exigeant ou qu'il ne peut avoir que des exigences très modestes. Et au cours de la civilisation elle peut s'agrandir tant qu'elle veut, si le palais voisin grandit aussi vite ou même dans de plus grandes proportions, celui qui habite la maison relativement petite se sentira de plus en plus mal à l'aise, mécontent, à l'étroit entre ses quatre murs. »

N'est-ce pas ce qui se passe actuellement, à des degrés divers, pour tous les travailleurs de notre pays, qui, même lorsqu'ils réussissent à imposer une petite augmentation de leurs salaires, continuent à se sentir « mal à l'aise », trop « à l'étroit » dans leurs possibilités financières par rapport à la richesse nationale qui s'étale autour d'eux ? Ils ne peuvent pas ne pas comparer, par exemple, ce à quoi ils sont obligés de se limiter pour se nourrir, se vêtir, se loger, avec l'abondance, le luxe, le confort dont débordent la plupart des magasins. La publicité moderne, avec son extraordinaire puissance, leur vante sans arrêt les mérites et l'utilité de tout ce que le développement des forces productives et le progrès technique ont fait éclore. Mais il ne reste dans la majorité des cas, à trop de foyers ouvriers, que la possibilité d'y rêver avec amertume, en feuilletant les photos d'un catalogue ou d'un hebdo en couleurs.

Et pourtant, ce qu'ils ne peuvent ainsi, pour la plupart, se procurer, ne saurait en aucune façon être qualifié de « superflu ». Il s'agit uniquement de ce qui, actuellement, étant donné le niveau de civilisation, correspond à des besoins vitaux pour tous.

La démonstration de Marx demeure aussi valable aujourd'hui qu'il y a cent ans :

> « L'accroissement rapide du capital productif entraîne une croissance aussi rapide de la richesse, du luxe, des besoins et des plaisirs sociaux. Donc, bien que les plaisirs de l'ouvrier se soient accrus, la satisfaction sociale qu'ils procurent a diminué, comparativement aux plaisirs accrus du capitaliste qui sont inaccessibles à l'ouvrier, comparativement au stade de développement de la société en général. Nos besoins et nos plaisirs ont leur source dans la société; nous les mesurons, par conséquent, à la société; nous ne les mesurons pas aux objets de notre satisfaction. Comme ils sont de nature sociale, ils sont de nature relative. »

Autrefois, disent certains, on n'avait pas tant et on vivait quand même. Oui, mais on vivait dans une société moins riche et moins perfectionnée, dans une civilisation moins développée, où les besoins vitaux n'étaient pas les mêmes, inévitablement, que ceux qui s'imposent dans le monde d'aujourd'hui.

C'est l'existence, maintenant, de ces besoins nouveaux, réels, qui sont nés du développement des forces productives et du progrès technique, aussi bien que l'accaparement par les seuls capitalistes d'une partie sans cesse plus grande et plus énorme de la richesse nationale, qui provoquent chez tous les travailleurs l'exigence impérieuse d'une augmentation très sensible de leur pouvoir d'achat. Et donc de leurs salaires. Simplement pour ne pas être, selon la formule expressive de Maurice Thorez, « rejetés hors de la civilisation moderne ».

Et cette exigence s'impose, dans l'immédiat, avec d'autant plus de force que, soulignait-il dans la même étude, « la masse éprouve souvent aussi une paupérisation absolue, du fait même que le salaire de 1963 ne permet pas toujours d'acquérir autant de produits et des produits de même qualité, que celui de 1936... ».

Nous verrons plus loin, d'une part que cela ne peut s'obtenir sans une lutte puissante et persévérante de la classe ouvrière unie et, d'autre part, que cela ne peut suffire, tant que nous demeurerons en régime capitaliste, à assurer « la réorganisation de la société en accord avec les besoins vitaux de tous les travailleurs », ce qui ne se réalisera, comme le définissait aussi Maurice Thorez, qu'avec le socialisme.

Il s'agit cependant d'une revendication immédiate indispensable et de très grande importance. La plus urgente, actuellement, pour la classe ouvrière.

Il appartient aux travailleurs eux-mêmes, solidement groupés au sein de leurs organisations syndicales, de la chiffrer concrètement, pour chaque catégorie, à partir de chaque situation particulière, en fonction de ce qu'ils se sentent capables d'imposer à chaque étape donnée de la lutte.

Cette augmentation substantielle et légitime des salaires, l'argent existe pour la satisfaire. Une proportion toujours plus énorme des nouvelles richesses créées par la force de travail des ouvriers est accaparée par les seuls propriétaires des moyens de production. En quatre ans par exemple, depuis l'avènement du pouvoir personnel, alors que le pouvoir d'achat des travailleurs ne s'est même pas maintenu, en général, à son niveau antérieur, mais a diminué, les profits des grandes sociétés capitalistes, eux, ont presque doublé.

La réduction, même dans une mesure relativement modeste, de ces bénéfices immenses suffit, de toute évidence, pour augmenter considérablement le salaire de tous ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre pour vivre.

L'expérience historique a maintes fois démontré l'ampleur de ce que la lutte unie des travailleurs est capable de conquérir (sans mettre pour autant les capitalistes, en se plaçant à leur point de

vue, vraiment en difficulté, tellement est grande leur marge de plus-value). On n'expliquera jamais trop, à ceux qui ne l'ont pas vécu, qu'en 1936, notamment, tous les salaires ont pu être substantiellement revalorisés, et pour certains, doublés, triplés et même quadruplés.

L'augmentation importante de leurs salaires est, dans les circonstances présentes, une nécessité absolue et urgente pour tous les travailleurs. Il s'agit, pour eux, d'obtenir « les moyens de vivre », de vivre avec leur temps, de satisfaire les besoins vitaux qui, de nos jours, sont les leurs.

LE TEMPS DE VIVRE

L'autre exigence essentielle, aujourd'hui, pour la classe ouvrière, est la réduction de la durée du travail.

L'expression : « ce n'est plus une vie », qu'on entend si souvent et partout, traduit bien à quel degré de saturation en est arrivée actuellement, pour la plupart des travailleurs, l'aggravation de l'exploitation capitaliste dans notre pays.

Marx a clairement analysé qu'en régime capitaliste, l'ouvrier « travaille pour vivre. Pour lui-même, le travail n'est pas une partie de sa vie, il est plutôt un sacrifice de sa vie. C'est une marchandise qu'il a adjugée à un tiers... Ce qu'il produit pour lui-même, ce n'est pas la soie qu'il tisse, ce n'est pas l'or qu'il extrait du puits, ce n'est pas le palais qu'il bâtit. Ce qu'il produit pour lui-même, c'est le salaire... Et l'ouvrier qui, douze heures durant, tisse, file, perce, tourne, bâtit, manie la pelle, taille la pierre, la transporte, etc... regarde-t-il ces douze heures de tissage, de filage, de perçage, de travail au tour ou de maçonnerie, de maniement de la pelle ou de taille de la pierre, comme une manifestation de sa vie, comme sa vie ? Bien au contraire. La vie commence pour lui où cesse cette activité... ».

Et c'est uniquement pour pouvoir acquérir les moyens de subsister et de vivre, qu'il « vend aux enchères huit, dix, douze, quinze heures de sa vie, jour après jour, aux plus offrants, aux possesseurs des matières premières, des instruments de travail et des moyens de subsistance, c'est-à-dire aux capitalistes... Huit, dix, douze, quinze heures de sa vie quotidienne appartiennent à celui qui les achète ».

Marx note par ailleurs « qu'au cours du développement de la grande industrie », « chaque mois de la vie, de l'existence de l'ouvrier est ainsi de plus en plus intégré dans ce trafic sordide ».

C'est ce qui apparaît avec une particulière évidence dans la situation présente, en France. Une telle part de la vie de chacun se trouve maintenant « intégrée dans ce trafic sordide », se trouve absorbée par une exploitation capitaliste toujours plus prenante, qu'il ne reste presque plus rien, pratiquement, pour vivre soi-même.

D'abord parce que le temps, en valeur absolue, qui reste pour soi, est de plus en plus réduit.

Une des principales conquêtes de la lutte unie de la classe ouvrière, en 1936, avait été d'imposer la limitation de la durée de travail à 40 heures par semaine. Une loi, qui n'a jamais été abrogée, sanctionnait cette réglementation. Mais le patronat, à la recherche continuelle du profit maximum, a réussi peu à peu à reprendre ce qu'il avait été contraint de céder aux travailleurs. A reprendre sur leur temps de repos, sur leur temps de vie. Et cela de plus en plus avec le renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat. Depuis l'avènement du pouvoir personnel, la moyenne, en France, de la durée hebdomadaire du travail, d'après la statistique du ministère du Travail lui-même, est passée de 45 heures 6 en 1958 à 47 heures 1 en 1962 (1 heure et demie de plus par semaine, soit, en une année de travail, 9 journées de 8 heures en plus). Encore ne s'agit-il que d'une moyenne d'ensemble; en fait, plus de la moitié des salariés font plus de 48 heures par semaine et beaucoup effectuent plus de 50, voire même plus de 60 heures. De tous les pays capitalistes du Marché commun, la France, où fut instituée pour la première fois la semaine de 40 heures, détient maintenant le triste record de la durée annuelle de travail la plus longue pour la moyenne des salariés.

A cet allongement de la durée du travail lui-même, vient s'ajouter un autre élément nouveau : le temps de plus en plus long que les salariés doivent maintenant sacrifier, chaque jour, pour aller à leur travail et pour en revenir. Autrefois, la plupart habitaient dans le périmètre immédiat de l'entreprise où ils vendaient leur force de travail. Aujourd'hui, la profonde modification qui ne cesse d'intervenir dans l'implantation des entreprises et leur concentration de plus en plus poussée, en même temps que l'insuffisance criante de la construction de nouveaux logements à loyers modestes, font que la grande majorité des salariés, dans la région parisienne comme dans les grands centres industriels de province, sont contraints de passer un temps précieux, une heure, deux heures et souvent plus, chaque jour, en trajet aller et retour entre leur lieu d'habitation et leur lieu de travail. Un temps forcément pris sur le peu qui, déjà, leur restait pour vivre.

Mais il n'y a pas seulement le nombre d'heures, en chiffres absolus, que les capitalistes prennent à la vie des travailleurs. Il y a aussi, et peut-être surtout, les profondes atteintes portées aux capacités mêmes de vie des travailleurs par l'exploitation dont ils sont maintenant victimes.

Le rythme de travail, l'accélération véritablement inhumaine, au sens précis du terme, dans beaucoup de cas, des cadences, l'intensification extraordinaire de la dépense nerveuse, imposés maintenant aux salariés dans la plupart des entreprises, notamment depuis les grandes campagnes pour l'augmentation de la productivité, sont tels que l'ouvrier métallurgiste comme le compagnon du bâtiment, la mécanographe d'un siège social comme la vendeuse

d'un prisunic, sortent de leur travail, le soir, avec une fatigue, une usure physique et nerveuse, incomparablement supérieure à ce qu'elle pouvait être il y a quelques années. Littéralement saturés de fatigue.

Non seulement ces travailleurs, alors, n'ont plus ni le temps, ni la capacité, ni à plus forte raison la joie et parfois même jusqu'au goût, de vivre vraiment, de vivre détendus en famille, de s'occuper de leurs enfants, de lire, de s'éduquer, de se livrer aux joies culturelles, aux sports, etc... mais encore le court laps de temps de leur existence qui n'est pas pris par leurs exploiteurs ne leur suffit même plus, dans beaucoup de cas, tellement leur fatigue est grande, pour récupérer leur usure physique et nerveuse, pour refaire leur force de travail avant de la dépenser, de nouveau, le lendemain, d'autant qu'il y a en plus tous les soucis ménagers auxquels il faut bien faire face.

C'est ce qui explique la progression ininterrompue et de plus en plus importante, ces toutes dernières années, non seulement des accidents du travail, mais d'un certain nombre de maladies et en particulier des maladies nerveuses et des maladies du cœur. Des atteintes très graves sont ainsi de plus en plus portées à la santé des travailleurs, force vive de la nation.

La réduction de la durée du travail, par la diminution de l'horaire journalier et hebdomadaire (et avec l'octroi de deux jours de repos consécutifs par semaine, ce qui se révèle aujourd'hui indispensable, tellement il faut de temps pour refaire ses forces), par l'allongement des congés payés, par l'avancement de l'âge de la retraite, apparaît, dans ces conditions, comme une nécessité impérieuse et urgente, actuellement, pour l'ensemble des travailleurs. Non seulement pour qu'ils aient le temps de vivre, mais pour qu'ils en aient la capacité, pour qu'ils puissent récupérer la fatigue physique et nerveuse de leur journée, de leur année, de leur vie de travail.

Il devient de plus en plus difficile, à l'heure actuelle, de nier la légitimité de cette revendication. Le Conseil économique et social lui-même vient d'adopter, après un grand débat, un Avis au gouvernement dans ce sens. Et en sa séance plénière du 26 février, il a pu être fait état d'une déclaration du ministre du Travail, Grandval, reconnaissant notamment que « les horaires élevés sont cause dans les professions de caractère pénible de l'augmentation des accidents du travail, des rebuts dans la production et de l'absentéisme. L'absentéisme féminin est, par exemple », toujours d'après le ministre, « de 9 % dans les établissements travaillant 48 heures, de 5,75 % dans les établissements travaillant 40 heures ». C'est-à-dire, quel aveu ! qu'il y a proportionnellement, lorsqu'elles sont contraintes de faire des heures supplémentaires, deux tiers de plus de travailleuses malades, au point d'être obligées de s'arrêter ! Et le ministre poursuivait : « Il a été constaté dans le même ordre d'idée, dans les houillères belges, que la diminution de la durée du

travail introduite en 1956 a été compensée pour moitié environ par un recul de l'absentéisme. »

Les belles constatations, cependant, ne suffisent pas. Les mineurs français, Monsieur le Ministre, ne comptent-ils pas, eux aussi, beaucoup de malades ? N'est-ce pas une nécessité de réduire la durée hebdomadaire de leur travail si dur et de leur accorder la quatrième semaine de congés pour leur permettre, chaque année, à eux qui en ont tellement besoin, de reprendre les forces indispensables ? Pourquoi une si âpre résistance, de vous et de votre gouvernement, à leurs légitimes revendications, une intransigeance aussi odieuse à leur égard ? Comme à l'égard, plus largement, de tous les travailleurs français ?

Car la réduction du temps de travail, sous tous ses aspects, diminution de l'horaire hebdomadaire et journalier, allongement des congés, avancement de l'âge de la retraite, est parfaitement réalisable, comme l'expérience l'a déjà amplement prouvé, notamment en 1936.

Et d'autant plus à notre époque qui est, par excellence, celle des grands progrès techniques.

Puisque le progrès technique permet, avec la même quantité de travail dépensée dans la même unité de temps, d'accroître considérablement la production, il permet aussi bien de diminuer d'autant, à la limite, la quantité de force de travail dépensée : la production, dans ce cas, demeurerait encore la même.

Par exemple, si le progrès technique appliqué à une machine nouvelle permet à un ouvrier, en une journée de travail de 9 heures, de produire 900 pièces au lieu de 600 avec une machine ancienne, ce même progrès technique rend possible, de toute évidence, de réduire la durée de travail de l'ouvrier mettons d'une heure pa jour : en 8 heures il produira alors 800 pièces, c'est-à-dire encore 200 de plus qu'en 9 heures avec l'ancienne machine.

Or, le progrès technique, dans notre pays, s'est considérablement développé et ne cesse actuellement de se développer dans toutes les branches de l'industrie, y compris dans celles qui, jusqu'à ces dernières années, étaient le plus en retard, comme le bâtiment. Si l'ensemble de la production française avait déjà doublé en 1957 et a triplé maintenant par rapport à 1938, c'est pour une part importante grâce au progrès technique.

Mais les ouvriers en ont-ils profité ? Non. Ils travaillent au contraire plus longtemps qu'en 1938 (ils ont, certes, une semaine de plus de congés payés, mais ils travaillent comme moyenne d'ensemble, 7 heures de plus par semaine, c'est-à-dire l'équivalent de huit semaines et demie de plus dans l'année) et surtout, ils travaillent beaucoup plus vite, ils dépensent beaucoup plus de force de travail dans la même unité de temps.

Il est donc normal qu'ils exigent aujourd'hui une réduction de leur temps de travail. Et cela est indispensable et urgent, comme nous l'avons vu, pour qu'ils aient le temps de vivre aussi bien que pour préserver leur santé. Pour qu'ils puissent vivre en hommes, et

non comme des espèces d'animaux humains sacrifiés au travail qu'on exige d'eux et à qui il ne reste, après leur dure journée de labeur, que la possibilité de manger et de dormir, avant de recommencer le lendemain, s'usant chaque jour un peu plus à la tâche.

Le progrès technique, de toute évidence, n'a profité qu'aux possesseurs des moyens de production. Engels, déjà, avait montré que :

> « A chaque nouvelle découverte scientifique, à chaque nouvelle invention technique, la partie de la journée de travail dans laquelle l'ouvrier tire de son travail l'équivalent de son salaire quotidien diminue, alors que la partie de la journée de travail pendant laquelle il est obligé d'offrir son travail au capitaliste sans être payé pour cela, augmente d'autre part. »

C'est ce qui s'est passé depuis des dizaines d'années. C'est la raison de la disproportion de plus en plus grande dans la répartition de la richesse nationale. Le progrès technique n'a servi qu'à augmenter la plus-value des capitalistes. Maurice Thorez vient d'en rappeler l'éclatante démonstration :

> « C'est un fait reconnu que l'ouvrier de 1850 travaillait en moyenne pour son patron pendant les deux cinquièmes de la journée et pendant trois cinquièmes pour lui, tandis que l'ouvrier d'aujourd'hui travaille pendant les deux tiers de son temps pour enrichir le capitaliste. »

La réduction du temps de travail est donc tout à fait possible : l'augmentation considérable de la plus-value le permet largement. Et elle est indispensable : alors qu'il faut beaucoup plus de temps, aujourd'hui, pour récupérer une usure physique et nerveuse incomparablement plus grande, étant donné l'intensification des efforts fournis, les travailleurs ne disposent au contraire que d'un temps encore beaucoup plus restreint pour se reposer et, ce à quoi ils aspirent si légitimement, pour vivre.

■

C'est donc parce qu'ils sont dans l'impossibilité, sans cesse plus insupportable, de satisfaire leurs besoins vitaux élémentaires, dans les conditions précises du monde d'aujourd'hui, que les travailleurs de notre pays exigent avec une telle force l'augmentation de leurs salaires, la réduction de leur temps de travail et d'autres revendications aussi indispensables.

Mais ils ne peuvent imposer quoi que ce soit en ce domaine

sans une lutte puissante et persévérante. C'est la nature même du régime actuel, du régime capitaliste, qui leur enlève inévitablement, à eux les exploités, cette possibilité d'exercer leur droit de vivre. L'acquérir ne peut être que le fruit d'une conquête. D'une victoire sur leurs exploiteurs.

Et d'autant plus dans la période présente, où le renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat se traduit, pour les travailleurs, et par une intensification encore plus grande de leur exploitation et par une résistance encore plus acharnée à leurs revendications si justifiées.

Le mécontentement, cependant, est depuis trop longtemps accumulé parmi tous les travailleurs. Ce qui éclate en ce printemps 1963 témoigne, sans équivoque, de sa profondeur. Les exigences vitales de la classe ouvrière jaillissent de toutes parts avec une force de plus en plus irrésistible.

De grandes actions, les premières qui depuis l'instauration du pouvoir personnel revêtent une telle ampleur, sont menées. Le succès important que viennent de remporter les mineurs, grâce à leur courageuse et magnifique grève et au soutien efficace de l'ensemble de la population, renforce la confiance de tous et aidera indubitablement au développement et à l'élargissement des luttes nécessaires.

L'élément décisif de toute victoire, l'unité, ne cesse de grandir et de se consolider. Les mêmes revendications essentielles se retrouvent dans le programme de toutes les grandes centrales syndicales. Et le combat est mené en commun à des échelons de plus en plus élevés et dans des corporations de plus en plus nombreuses.

Les partis politiques de gauche, et notamment le Parti communiste et le Parti socialiste, encouragent et soutiennent, parallèlement, et de plus en plus en commun sur le plan de beaucoup de sections et même déjà de certaines fédérations, ce développement indispensable des luttes économiques des travailleurs.

Mais, à travers ce développement même de leurs luttes économiques, les travailleurs passent et ont de plus en plus à passer à la lutte politique et à la lutte idéologique. L'attitude intransigeante et odieuse du pouvoir gaulliste, face aux mineurs, a fortement contribué à faire prendre encore davantage conscience à beaucoup de cette nécessité.

D'une part, l'évidence grandit et doit grandir encore davantage de l'urgence qu'il y a d'unir toutes les forces démocratiques pour mettre fin à ce pouvoir des monopoles et pour établir, ne serait-ce qu'en vue de la satisfaction plus facile et plus complète, déjà, des revendications économiques, une démocratie véritable. Les travailleurs se rappellent que les plus grandes conquêtes sociales, en régime capitaliste, ont toujours coïncidé avec la victoire des forces démocratiques, en 1936 comme à la Libération.

Et cette satisfaction des revendications économiques et sociales

de la classe ouvrière est bien un des objectifs principaux de toute politique « conforme aux intérêts des travailleurs et de la nation », comme il est clairement précisé dans le Programme que le Parti communiste français a élaboré et qu'il soumet à la discussion des autres partis comme base immédiate d'unité et d'action commune en vue de l'édification d'une démocratie réelle.

D'autre part, l'expérience fait et doit faire toujours plus découvrir à la grande masse des travailleurs que — quelle que soit l'amélioration de leur sort qu'ils réussissent à imposer dans le régime actuel — cette amélioration, d'abord, sera toujours précaire, parce que les capitalistes s'efforcent aussitôt de reprendre ce qu'ils ont été contraints de céder et, ensuite, qu'elle n'arrivera jamais à combler, bien au contraire, tout ce qui leur manque pour exercer leur droit de vivre dans la civilisation qui est la leur.

Marx, en effet, a noté :

> « Lorsque le capital s'accroît rapidement » (et c'est le cas actuellement) « le salaire peut augmenter, mais le profit du capital s'accroît incomparablement plus vite. La situation matérielle de l'ouvrier s'est améliorée, mais au dépens de sa situation sociale. L'abîme social qui le sépare du capitaliste s'est élargi. »

Le caractère profondément anormal de la division de la société en classes antagonistes doit alors apparaître dans une lumière de plus en plus crue. Chacun doit être amené à faire la même constatation qu'Engels :

> « La scission de la société en une petite classe immensément riche et en une grande classe de salariés non possédants fait que cette société étouffe sous son propre superflu, alors que la grande majorité de ses membres n'est presque pas, ou pas du tout, protégée contre l'extrême misère. Cet état de chose devient chaque jour plus absurde et plus inutile. Il faut qu'il cède la place et il peut céder la place. Un nouvel ordre social est possible dans lequel... les moyens de vivre, de jouir de la vie, de se développer et de mettre en œuvre toutes les capacités du corps et de l'esprit seront également à la disposition de tous et dans une abondance toujours croissante. »

Ce nouvel ordre social, auquel tant de travailleurs de notre pays, déjà, aspirent, doit être de plus en plus ressenti comme une nécessité par une partie sans cesse croissante de la classe ouvrière.

« L'instauration du socialisme », les thèses du XV[e] Congrès du Parti communiste français l'ont rappelé avec netteté, « c'est-à-dire la transformation de la société par le passage de rapports de production fondés sur la propriété privée des moyens de production et d'échange à des rapports fondés sur la propriété sociale de ces moyens, ne peut être réalisée que par des millions d'hommes luttant au grand jour, fondant leur action sur leur propre expérience et sur leur volonté propre de résoudre les problèmes vitaux posés à la nation ».

Seul le socialisme, lorsque les travailleurs et toutes les forces démocratiques l'auront instauré en France, permettra à chacun et à tous d'exercer pleinement leur droit de vivre, d'avoir les moyens et le temps de vivre. Alors, comme le constate Maurice Thorez, à la fois à partir de l'analyse scientifique et à partir de l'expérience qui en est d'ores et déjà en cours sur un tiers de notre planète :

> « Un champ illimité sera ouvert à l'épanouissement original de toute personne humaine. Le régime communiste sera, comme disait Marx, la victoire complète de l'humanisme réel. »

UN NOUVEAU DOCUMENT DE V.I. LÉNINE

A l'occasion du 93e anniversaire de la naissance de Lénine, nous sommes heureux de publier, pour la première fois en France, un nouveau document de V.I. Lénine, jusqu'à ce jour inédit. Il s'agit de plusieurs chapitres (une partie du chapitre IV, les chapitres V, VI, VII, VIII, IX et le début du chapitre X) de la variante initiale de l'article « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets ». *Les éditions précédentes des* Œuvres *de Lénine ne donnaient jusqu'ici que les derniers chapitres de cette variante (la fin du chapitre X et les chapitres XI, XII et XIII) [cf. Lénine :* Œuvres, *édition française, T. 27, pp. 209-225].*

L'original des chapitres ci-après est la transcription du sténogramme du texte dicté par Lénine entre le 23 et le 28 mars 1918. Cette partie de l'article a pu être déchiffrée lors de la préparation du tome 36 de l'édition intégrale des Œuvres *de Lénine, où elle sera publiée avec les chapitres déjà connus.*

Lénine a commencé à rédiger l'article « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets » *après la conclusion et la ratification du traité de paix avec l'Allemagne. La fin de la guerre, le renforcement à cette époque du pouvoir des Soviets dans tout le pays, la prise en main par l'Etat des ouvriers et des paysans des postes de commande dans un certain nombre de branches essentielles de l'économie nationale, tout cela inaugura une nouvelle étape du développement de la Révolution socialiste de Russie.*

« LES TACHES IMMEDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS »

(Chapitres de la variante initiale de l'article)

CHAPITRE IV *

A présent, cette tâche — qui n'est certes pas encore suffisamment achevée et qui ne peut jamais être accomplie jusqu'au bout — n'est déjà plus au premier rang parmi les tâches du pouvoir des Soviets. Les derniers congrès des Soviets, et surtout le congrès pour toute la Russie qui s'est tenu à Moscou [1], ont montré

* Le début du sténogramme n'a pas été retrouvé (N.D.L.R.). Le texte ci-après a été récemment publié par la revue *Kommounist*.

(1) V.I. Lénine appelle Congrès de Moscou le IVe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie qui se tint du 14 au 16 mars 1918 à Moscou.

que l'écrasante majorité des classes laborieuses est passée sciemment et fermement du côté du pouvoir des Soviets en général et du parti bolchevik en particulier. Il va de soi que, pour tout gouvernement tant soit peu démocratique, la tâche de convaincre les masses populaires ne peut jamais s'estomper entièrement; au contraire, elle figurera toujours parmi les tâches de direction importantes. Mais elle ne passe au premier plan qu'en ce qui concerne les partis d'opposition ou ceux qui luttent pour la réalisation des idéaux de l'avenir. Quand les bolcheviks eurent réussi, encore à l'époque du tsarisme, d'une part, et sous le gouvernement Kérenski, d'autre part, à gagner à leur cause la majorité des éléments actifs et conscients des masses laborieuses, notre Parti se trouva devant la tâche de conquérir le pouvoir et d'écraser la résistance des exploiteurs. La première tâche fut alors, non pas de convaincre, mais de conquérir la Russie. De la fin d'octobre 1917 à environ février 1918, cette tâche de combat, ou militaire, fut au premier plan, comme elle devait tout naturellement l'être pour tout parti politique atteignant à l'hégémonie dans une ambiance de lutte intense et particulièrement acharnée. Il va de soi que, pour le parti du prolétariat, la tâche d'écraser la résistance des exploiteurs se pose d'une façon particulièrement aigüe, parce que les masses laborieuses passées du côté du prolétariat voient se dresser contre elles les représentants coalisés des masses possédantes, armés à la fois de la force du capital, de la force des connaissances et de la longue, pour ne pas dire séculaire, habitude du commandement. Grâce aux conditions particulières créées au cours de l'histoire de la Russie sous l'influence des leçons encore vivantes de la révolution de 1905 et des leçons beaucoup plus sévères et plus dures de la guerre actuelle, les bolcheviks ont pu résoudre, avec relativement une extrême facilité, la tâche de la conquête du pouvoir, tant dans la capitale que dans les principaux centres industriels de Russie. Mais en province, dans les localités éloignées du centre, et surtout dans les régions de Russie où se trouvait le plus concentré une population relativement arriérée et accrochée plus que partout ailleurs aux traditions de la monarchie et du Moyen Age — comme dans les régions cosaques, — le pouvoir des Soviets a dû surmonter une résistance qui a pris des formes militaires et n'est en passe d'être complètement éliminée que maintenant, plus de quatre mois après la Révolution d'Octobre. A l'heure actuelle, la tâche consistant à prendre le dessus sur les exploiteurs et à écraser leur résistance en Russie est achevée dans ses grandes lignes. La Russie a été conquise par les bolcheviks surtout parce que — comme l'a lui-même reconnu récemment Bogaïevski [2], dirigeant influent des cosaques contre-révolutionnaires du Don — l'écrasante majorité du peuple, même parmi les cosaques, est passée sciemment, fermement et résolument du côté des bolcheviks. Toutefois, les conditions particulières où se trouvent les classes possédantes

(2) Bogaïevski M.P. (1881-1918), adjoint de l'ataman de l'Armée du Don (le général Kalédine), membre du « Gouvernement du Don » contre-révolutionnaire. Donnant le 7 février 1918, à une séance du Petit cercle militaire, son avis sur les causes qui avaient amené les membres de ce gouvernement à abdiquer leurs pouvoirs et l'ataman Kalédine à se suicider, Bogaïevski déclara : « Nous ne disposions d'aucune force réelle. Nous n'avions personne sur qui nous appuyer. »

de par leur situation économique les mettent en mesure non seulement d'organiser la résistance passive (le sabotage), mais aussi de rééditer une tentative de résistance militaire au pouvoir des Soviets. Aussi la tâche d'écraser la résistance des exploiteurs ne peut-elle pas être considérée, elle non plus, comme entièrement achevée. Malgré tout, elle est déjà manifestement résolue pour l'essentiel et passe au second plan. Le pouvoir des Soviets ne se permettra pas un seul instant d'allier cette tâche et ne s'en laissera détourner par aucune appellation ou aucune déclamation politique ou pseudo-socialiste. Il est nécessaire de le préciser, car les menchéviks comme les socialistes-révolutionnaires de droite se comportent chez nous en agents les plus remuants, parfois même les plus cyniques, de la contre-révolution, menant contre le pouvoir des Soviets une lutte beaucoup plus violente qu'ils ne se permettaient de le faire contre les gouvernements de la réaction et des grands propriétaires fonciers, et espérant s'abriter derrière une étiquette ou l'appellation de leur parti. Il est clair que le pouvoir des Soviets ne cessera jamais d'accomplir sa tâche d'écrasement de la résistance des exploiteurs, quels que soient les drapeaux de parti ou les étiquettes populaires et faussement innocentes utilisés pour camoufler cette résistance. Mais, dans ses grandes lignes, cette tâche est actuellement déjà terminée, et celle qui vient à l'ordre du jour se rapporte à la direction de l'Etat.

Ce passage de la tâche naguère au premier plan, qui consistait à convaincre les masses populaires, à conquérir le pouvoir et à écraser militairement la résistance des exploiteurs, à la tâche consistant à diriger l'Etat, qui passe à son tour au premier plan constitue la caractéristique principale du moment actuel. La difficulté à laquelle se heurte le pouvoir des Soviets réside dans une grande mesure en ceci, qu'il doit faire assimiler clairement les particularités de ce passage aussi bien par les dirigeants politiques du peuple que par tous les éléments conscients des masses laborieuses en général. Car il est évident que le passage aux tâches pacifiques de direction par la population tout entière sans distinction de classes, et ce dans une ambiance de guerre civile par endroits encore inachevée, dans une ambiance d'immenses dangers militaires qui menacent la République des Soviets de l'Ouest comme de l'Est, dans une ambiance enfin de marasme inouï causé par la guerre, il est évident que ce passage soulève d'énormes difficultés.

CHAPITRE V

La tâche de diriger l'Etat, qui se pose maintenant en toute première urgence au pouvoir des Soviets offre encore cette particularité qu'il s'agit à présent, pour la première fois peut-être dans l'histoire moderne des peuples civilisés, d'une direction dans laquelle l'importance primordiale revient à l'économie, et non à la politique. Habituellement, on rattache au mot « direction », très pré-

cisément et avant tout, une activité surtout ou même purement politique. Or, les principes mêmes, l'essence même du pouvoir des Soviets, comme l'essence même du passage de la société capitaliste à la société socialiste consistent dans le fait que les tâches politiques deviennent subordonnées par rapport aux tâches économiques. Et maintenant, surtout après l'expérience pratique de plus de quatre mois d'existence du pouvoir des Soviets en Russie, nous devons comprendre très clairement que la tâche de diriger l'Etat se ramène actuellement avant tout en tout premier lieu à la tâche purement économique de guérir le pays des blessures infligées par la guerre, de restaurer les forces productives, de mettre au point le recensement et le contrôle de la production et de la répartition des produits, de l'accroissement de la productivité du travail, — en un mot, elle se ramène à la tâche de la réorganisation économique.

On peut dire que cette tâche se divise en deux grandes rubriques : 1° recensement et contrôle de la production et de la répartition des produits dans les formes les plus larges, les plus généralisées et les plus universelles de ce recensement et de ce contrôle; 2° accroissement de la productivité du travail. Ces tâches ne peuvent être résolues par n'importe quelle collectivité ou n'importe quel Etat passant au socialisme qu'à condition que les principales prémisses économiques, sociales, culturelles et politiques à cet égard aient été créées dans une mesure suffisante par le capitalisme. Sans grande production mécanisée, sans un réseau plus ou moins développé de voies ferrées, de communications postales et télégraphiques, d'établissements d'instruction publique, ni l'une ni l'autre de ces tâches ne saurait indiscutablement être accomplie d'une façon systématique et à l'échelle du peuple tout entier. La Russie se trouve dans une situation telle que toute une série de prémisses initiales d'un tel passage existe déjà. D'autre part, un certain nombre de ces prémisses font défaut dans notre pays, mais elles peuvent être assez facilement empruntées par lui à l'expérience pratique de pays voisins, beaucoup plus avancés et qui sont depuis longtemps en liaison étroite avec la Russie du fait de l'histoire et des relations internationales.

CHAPITRE VI

La tâche fondamentale de toute société passant à l'édification du socialisme est la victoire de la classe dominante ou, plus exactement, de la classe qui devient la classe dominante — le prolétariat — sur la bourgeoisie, conformément à ce qui a été exposé ci-dessus. Et cette tâche se pose maintenant à nous d'une façon sensiblement nouvelle, tout à fait autrement que pendant les nombreuses décennies d'expérience internationale de lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Depuis les conquêtes de la Révolution d'Octobre, depuis les succès remportés dans la guerre civile, nous pouvons et devons entendre, par victoire sur la bourgeoisie, quelque chose désormais de

très supérieur, bien que plus pacifique dans sa forme : à savoir que la victoire sur la bourgeoisie doit être à présent concrétisée, maintenant qu'elle a été obtenue sur le plan politique et scellée militairement, qu'elle doit être réalisée dans le domaine de l'organisation de l'économie nationale, de l'organisation de la production, du recensement et du contrôle à l'échelle du peuple tout entier. La bourgeoisie résolvait les tâches de recensement et de contrôle avec d'autant plus de succès que la grande industrie était plus développée et que devenait plus dense le réseau des institutions économiques de l'ensemble du pays, englobant les dizaines et les centaines de millions d'habitants des grands Etats modernes. Cette tâche, nous devons la résoudre aujourd'hui d'une façon nouvelle, en nous appuyant sur la position dominante du prolétariat, sur son soutien par la majorité des masses laborieuses et exploitées, en utilisant les éléments de talent d'organisation, de connaissances techniques, accumulés par la société qui nous a précédés, lesquels appartiennent dans la proportion des neuf dixièmes, et peut-être même des quatre-vingt-dix-neuf centièmes, à une classe hostile à la révolution socialiste.

CHAPITRE VII

L'impérialisme allemand, qui représente aujourd'hui non seulement le plus grand progrès de la puissance militaire et du matériel de guerre, mais aussi de grandes organisations industrielles dans le cadre du capitalisme, a affirmé, notamment, son caractère avancé de son économie en instituant avant les autres Etats le service obligatoire du travail. Il est clair que, dans les conditions du capitalisme en général, et plus spécialement des Etats monarchiques menant une guerre impérialiste, le service militaire obligatoire n'est pas autre chose qu'un bagne militaire pour les ouvriers, un nouveau moyen d'asservir les masses laborieuses et exploitées, un nouveau système de mesures visant à réprimer toute protestation de la part de ces masses. Néanmoins, il est incontestable que seules les prémisses économiques créées par le grand capital pouvaient permettre de mettre cette réforme à l'ordre du jour et de la réaliser. Et à présent, dans les conditions créées par le marasme inouï d'après-guerre, il nous faut incontestablement mettre une réforme de ce genre à l'une des premières places. Mais il est clair que le pouvoir des Soviets, qui passe de l'organisation capitaliste de la société à l'organisation socialiste, doit entreprendre l'instauration du service obligatoire du travail en prenant le contrepied de la méthode adoptée par l'impérialisme allemand. Pour les capitalistes et les impérialistes d'Allemagne, le service obligatoire du travail signifiait l'asservissement des ouvriers. Pour les ouvriers et les paysans pauvres de Russie, il doit signifier avant tout et par-dessus tout l'obligation du service social imposée aux classes riches et possédantes. Nous devons réaliser le service obligatoire du travail en commençant par les riches.

Cette nécessité ne découle pas seulement, d'une façon générale,

du fait que la République des Soviets est une république socialiste. Elle découle aussi du fait que ce sont précisément les classes riches et possédantes qui ont le plus entravé, par leur résistance militaire et passive (sabotage), la guérison de la Russie après les blessures résultant de la guerre, l'assainissement économique et l'essor du pays. C'est pourquoi le recensement et le contrôle, qui doivent devenir maintenant la pierre angulaire de toute la direction de l'Etat, doivent s'appliquer avant tout aux représentants des classes riches et possédantes. Ce sont les représentants de ces classes qui ont profité du tribut prélevé sur les travailleurs dans des proportions particulièrement considérables au cours de la guerre, ce sont eux qui ont profité de ce tribut pour se soustraire aux obligations incombant à chaque citoyen quant à la guérison et à la rénovation du pays, ce sont eux qui ont profité du tribut ainsi extorqué pour se retrancher sur de solides positions et s'opposer par tous les moyens à la victoire du principe socialiste d'organisation de la société sur le principe capitaliste. L'un des principaux moyens de cette lutte contre le pouvoir des Soviets et le socialisme a été constitué pour les classes riches et possédantes pour les importantes réserves de signes monétaires qui se trouvaient en leur possession. La richesse des classes possédantes dans la société capitaliste tenait avant tout au fait qu'elles détenaient la terre et les autres moyens de production : les fabriques, les usines, etc. Le pouvoir des Soviets n'a pas eu de difficulté, grâce à l'appui des ouvriers et de l'immense majorité des paysans, à abolir le droit des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie sur cette forme fondamentale de la richesse du pays. Il n'était pas difficile de décréter l'abolition de la propriété privée du sol. Il n'était pas difficile de nationaliser une grande partie des fabriques et des usines. Sans aucun doute la nationalisation des autres grandes entreprises industrielles et des moyens de transport représente une tâche qui sera facilement résolue dans le plus proche avenir [3].

Mais la société capitaliste a créé une autre forme de richesse, dont le pouvoir des Soviets est loin de pouvoir venir à bout aussi facilement. Cette forme de richesse, c'est la monnaie ou même, plus exactement, les signes monétaires. Pendant la guerre l'émission de signes monétaires s'est particulièrement développée. Les opérations militaires ont dressé un mur entre la Russie et le commerce avec toute une série de pays qui avaient jusque-là le rôle le plus actif dans les importations et les exportations de la Russie. Et l'accumulation des signes monétaires aux mains des classes riches et possédantes, qui ont participé dans leur quasi-totalité, directement et indirectement, à la spéculation sur les prix élevés accordés pour les commandes et les fournitures de guerre, cette thésaurisation massive est un des principaux procédés d'accumulation de richesses et d'accumulation de pouvoir des classes possédantes sur les travailleurs. Actuellement, la situa-

(3) Le décret sur la nationalisation de toute la grande industrie fut adopté par le Conseil des commissaires du peuple le 28 juin 1918. Le même décret proclamait la nationalisation de toutes les voies ferrées privées, ainsi que des entreprises « communales » (approvisionnement en eau, usines à gaz, transports urbains, etc.), remise en gestion aux Soviets locaux.

tion économique de la Russie, comme probablement de n'importe quel pays capitaliste ayant subi trois ans de guerre, est caractérisée par le fait qu'une minorité relativement faible de bourgeoisie et de classes possédantes a concentré entre ses mains et dissimulé de gigantesques stocks de signes monétaires, lesquels sont fortement dévalués par l'émission d'énormes quantités de monnaie-papier, mais n'en représentent pas moins, encore maintenant, un certificat attestant le droit à prélever un tribut sur la population laborieuse.

Lorsqu'il s'agit de passer de la société capitaliste à la société socialiste, il est absolument impossible de se passer des signes monétaires ou de les remplacer par d'autres en un court laps de temps. Le pouvoir des Soviets affronte maintenant une tâche difficile, mais qui n'en doit pas moins être résolue à tout prix : la tâche de lutter contre la résistance des riches, résistance qui prend la forme de la conservation et de la dissimulation des certificats attestant le droit à prélever un tribut sur les travailleurs. Ces certificats, ce sont les signes monétaires. Evidemment, dans la mesure où ces signes monétaires permettaient surtout, naguère, d'acquérir, d'acheter des moyens de production, comme de la terre, des fabriques, des usines, etc., l'importance de ces signes monétaires diminue et devrait même être complètement nulle. Car, depuis la promulgation de la loi sur la socialisation de la terre, il est désormais impossible d'acheter de la terre en Russie ; quant à l'achat de fabriques et d'usines, comme les autres gros moyens de production et de transport semblables, c'est devenu presque impossible grâce au fait que la nationalisation et la confiscation de ce genre de grandes entreprises se développe rapidement. Par conséquent, il devient de plus en plus difficile et presque impossible, pour les représentants de la bourgeoisie et des classes possédantes (y compris la bourgeoisie paysanne) d'acquérir des sommes d'argent pour acheter des moyens de production. Mais, défendant ses anciens privilèges et s'efforçant de retarder et d'entraver le plus possible la transformation socialiste du pays, la bourgeoisie conserve et dissimule ses certificats donnant droit à une part de la richesse sociale, ses certificats permettant de prélever un tribut sur les travailleurs; elle conserve et dissimule ses signes monétaires pour s'assurer au moins quelques chances de maintenir sa situation et de rétablir ses anciens privilèges en cas de difficultés ou de crises d'ordre militaire ou commercial, qui peuvent encore s'abattre sur la Russie.

Quant aux objets de consommation, la possibilité de les acquérir contre les signes monétaires accumulés grâce à la spéculation au cours de la guerre subsiste presque complètement chez la bourgeoisie et les classes possédantes. Le juste rationnement, la juste répartition de ces objets de consommation dans un pays comme la Russie, avec ses couches très nombreuses de petits paysans et de petits artisans, est une tâche extrêmement difficile, encore presque complètement à résoudre dans les conditions du marasme créé par la guerre. De sorte que le pouvoir des Soviets est obligé d'entreprendre le recensement et le contrôle de la production et de la répartition des produits en commençant par la lutte organisée contre les classes riches et possédantes,

qui soustraient à tout contrôle d'Etat d'énormes quantités de signes monétaires.

On peut estimer qu'il a été émis à ce jour en Russie environ 30 milliards de roubles de signes monétaires. Sur ce total il est probable qu'au moins 20 milliards, et peut-être beaucoup plus, constituent une réserve totalement inutile pour le circuit commercial et qui est conservée, cachée, dissimulée par les représentants de la bourgeoisie et des classes possédantes à des fins égoïstes, ou dans un esprit d'égoïsme de classe.

Le pouvoir des Soviets devra associer l'introduction du service obligatoire du travail à l'enregistrement, en tout premier lieu, des représentants de la bourgeoisie et des classes possédantes; il devra exiger une déclaration conforme à la vérité sur la quantité de signes monétaires possédés ; il devra prendre une série de mesures pour que cette exigence ne reste pas sur le papier; il devra réfléchir à des mesures visant à concentrer graduellement toutes les réserves de signes monétaires possédés ; il devra prendre une série de mesures pour que mesures, le recensement et le contrôle de la production et de la répartition des produits ne sauraient être menés à bon terme.

CHAPITRE VIII

Mais l'introduction du service obligatoire du travail ne peut se limiter au recensement et au contrôle des signes monétaires concentrés entre les mains des classes possédantes. Le pouvoir des Soviets devra aussi appliquer les principes du service obligatoire du travail en ce qui concerne l'activité immédiate de la bourgeoisie et des classes possédantes dans les domaines de la direction des entreprises et de l'exécution dans ces entreprises de travaux auxiliaires de toutes sortes : tenue de livres, travaux de bureau, comptabilité, tâches techniques, administratives, etc. A cet égard aussi la tâche du pouvoir des Soviets sort du domaine de la lutte directe contre le sabotage pour entrer dans celui du travail organisé dans les conditions nouvelles, car après les victoires remportées dans la guerre civile par le pouvoir des Soviets, d'octobre à février, les formes passives de résistance — à savoir, le sabotage par la bourgeoisie et les intellectuels bourgeois — ont été brisées pour l'essentiel. Ce n'est pas un hasard si nous observons actuellement un tournant très large, on pourrait dire massif, de l'état d'esprit et de l'attitude politique dans le camp des anciens saboteurs, c'est-à-dire des capitalistes et des intellectuels bourgeois. Dans tous les domaines de la vie économique et politique, nous voyons maintenant un très grand nombre d'intellectuels bourgeois et de personnalités de l'économie capitaliste offrir leurs services au pouvoir des Soviets. Et la tâche de ce dernier est à présent de savoir utiliser ces services, qui sont indiscutablement nécessaires pour le passage au socialisme, surtout dans un pays paysan comme la Russie, et qui doivent être acceptés en maintenant absolument la

suprématie, la direction et le contrôle du pouvoir des Soviets sur ses nouveaux aides et auxiliaires qui ont tous fait cette démarche contre leur gré et avec le secret espoir de faire échouer ce même pouvoir des Soviets.

Afin de montrer combien le pouvoir des Soviets a besoin, précisément pour passer au socialisme, de recourir aux services des intellectuels bourgeois, nous nous permettrons d'user d'une expression qui semblera à première vue paradoxale : il faut, dans une grande mesure, apprendre le socialisme auprès des dirigeants des trusts, auprès des plus grands organisateurs du capitalisme. Et chacun pourra facilement se convaincre que ce n'est pas là un paradoxe s'il réfléchit au fait que les grandes fabriques, les grosses machines, l'industrie qui a développé dans des proportions inouïes l'exploitation des travailleurs, que ces grandes fabriques sont très précisément les lieux où s'est concentrée la seule classe qui ait été capable d'en finir avec l'hégémonie du capital et d'entreprendre le passage au socialisme. Il n'est donc pas étonnant que pour résoudre les tâches pratiques du socialisme, lorsque son aspect d'organisation vient à l'ordre du jour, nous soyons obligés d'assurer au pouvoir des Soviets le concours d'un grand nombre de représentants de l'intelligentsia bourgeoise, surtout parmi ceux qui avaient une activité pratique d'organisation de la grande production dans le cadre capitaliste, c'est-à-dire en tout premier lieu parmi les organisateurs des syndicats, des cartels et des trusts. La solution de cette tâche exigera évidemment du pouvoir des Soviets qu'il déploie une grande énergie et développe l'initiative de la grande masse des travailleurs dans tous les domaines de l'économie nationale, car le pouvoir des Soviets n'accordera jamais aux « guides de l'industrie » leur ancienne situation de chefs et d'exploiteurs. Les anciens guides de l'industrie, les anciens chefs et exploiteurs doivent occuper les postes d'experts techniques, de dirigeants techniques, de consultants, de conseillers. Il faut résoudre une tâche difficile et nouvelle, mais extrêmement rémunératrice, celle d'associer toute l'expérience et les connaissances accumulées par ces représentants des classes exploiteuses, à l'initiative, à l'énergie, au travail des larges couches des masses laborieuses. Car seule cette association peut créer le pont conduisant de la vieille société capitaliste à la nouvelle société socialiste.

Si la révolution socialiste avait triomphé simultanément dans le monde entier ou, au moins, dans toute une série de pays avancés, il serait infiniment plus facile d'associer à l'organisation nouvelle de la production les meilleurs spécialistes de la technique puisés parmi les dirigeants de l'ancien capitalisme. La Russie arriérée ne serait alors pas contrainte de réfléchir par ses propres moyens à la solution de cette tâche, car les ouvriers avancés des pays d'Europe occidentale nous seraient venus en aide et nous auraient soulagés de la plus grande partie des difficultés soulevées par cette tâche la plus difficile du passage au socialisme qui est la tâche d'organisation. A présent, devant cette situation de fait où la montée de la révolution socialiste en Occident s'est ralentie et a pris du retard, tandis que la Russie doit mettre les bouchées doubles pour se réorganiser, — ne serait-ce

que pour sauver la population de la famine, et ensuite pour garantir le pays tout entier contre une éventuelle invasion militaire, — nous sommes obligés d'emprunter aux pays avancés, non pas l'aide de l'organisation socialiste et le soutien des ouvriers, mais l'aide de la bourgeoisie de ces pays et de l'intelligentsia capitaliste.

Et les circonstances font que nous pouvons obtenir cette aide en assurant le concours de l'intelligentsia bourgeoise à la solution des nouveaux problèmes d'organisation du pouvoir des Soviets. On peut obtenir ce concours grâce à une rémunération élevée du travail des meilleurs spécialistes de chaque branche de la connaissance, qu'ils appartiennent à notre Etat, ou qu'ils viennent de l'étranger.

Evidemment, si l'on se place au point de vue d'une société socialiste déjà développée, il apparaît tout à fait injuste et incorrect d'accorder aux représentants de l'intelligentsia bourgeoise une rémunération de leur travail incomparablement plus élevée que celle des meilleures couches de la classe ouvrière. Mais, dans les conditions de l'activité pratique... (*) nous devons absolument résoudre une tâche de première urgence en accordant aux spécialistes bourgeois cette rémunération (injuste) calculée selon des normes beaucoup plus élevées. Si, par exemple, nous admettons que, pour organiser en Russie la production sur des bases nouvelles, pour élever la productivité du travail, pour apprendre à notre peuple à travailler dans de meilleures conditions, si nous admettions qu'il nous faille embaucher à cet effet, disons, deux mille grands spécialistes des divers domaines de la connaissance, des spécialistes en partie russes et en plus grande partie encore étrangers, disons américains, si nous devions leur verser cinquante ou cent millions de roubles par an, eh bien ! du point de vue des intérêts de l'économie nationale ou plus généralement du passage des procédés périmés de production aux procédés modernes les plus perfectionnés, cette dépense apparaîtrait pleinement justifiée. L'apprentissage des meilleurs moyens et procédés de production exige et mérite une telle somme, et nous devrons la donner, parce que la seule autre possibilité d'obtenir cette direction serait offerte par la victoire de la révolution socialiste dans d'autres pays.

Il va de soi que l'utilisation du travail et des directives des représentants de l'intelligentsia bourgeoise, combinée au contrôle nécessaire exercé par les organisations démocratiques de travailleurs et les Soviets, posera toute une série de problèmes nouveaux, mais ces problèmes sont solubles. Et nous ne pouvons nous laisser arrêter par aucune difficulté en ce qui concerne la solution de ces problèmes, car nous n'avons aucune autre voie, dans la situation actuelle, vers une organisation supérieure de la production.

J'irai plus loin. Le grand capitalisme a créé des systèmes d'organisation du travail qui, dans les conditions de l'exploitation des masses populaires, ont été la pire forme d'asservissement et d'extorsion d'un supplément de travail, de forces, de sang et de nerfs par une minorité de classes possédantes aux dépens des travailleurs, mais qui sont en même temps le dernier mot de l'organisation scientifique de la

* Ici, un membre de phrase incorrectement sténographié. (N.D.L.R.).

production, qui doivent être repris par la République socialiste des Soviets, qui doivent être refondus par elle dans l'intérêt, d'une part, de la réalisation de notre recensement et de notre contrôle de la production, et ensuite, d'autre part, de l'élévation de la productivité du travail. Par exemple, le célèbre système Taylor [4], très répandu en Amérique, doit sa notoriété précisément au fait qu'il représente le dernier mot de l'exploitation capitaliste la plus effrénée. On comprend donc que ce système ait suscité dans les masses ouvrières une telle somme de haine et d'indignation. Mais, en même temps, il ne faut pas oublier un seul instant que le système Taylor inclut en lui un énorme progrès de la science, appliqué à une analyse systématique du processus de production et ouvrant la voie à un immense accroissement de la productivité du travail humain. Les études scientifiques entreprises en Amérique en liaison avec l'introduction du système Taylor, en particulier l'étude des mouvements, comme disent les Américains, ont fourni des matériaux considérables permettant d'enseigner à la population laborieuse des procédés de travail infiniment supérieurs, en général, et l'organisation du travail, en particulier.

L'élément négatif dans le système Taylor, c'est qu'il était appliqué dans le cadre de l'esclavage capitaliste et qu'il servait à extorquer aux ouvriers deux et trois fois plus de travail pour la même rémunération, ne tenant absolument aucun compte de la possibilité pour les salariés de fournir, sans nuire à l'organisme humain, cette quantité double ou triple de travail dans le même nombre d'heures de travail. La tâche qui incombe à la République socialiste des Soviets peut s'énoncer brièvement ainsi : nous devons introduire le système Taylor et l'accroissement scientifique américain de la productivité du travail dans toute la Russie, en associant ce système à la réduction du temps de travail et à l'utilisation des nouveaux procédés de production et d'organisation du travail en excluant tout de suite ce qui est nuisible pour la force de travail de la population laborieuse. Au contraire, dirigée correctement par les travailleurs eux-mêmes, s'ils sont assez conscients, l'application du système Taylor sera le plus sûr moyen de réduire considérablement la journée de travail obligatoire pour toute la population laborieuse, le plus sûr moyen de résoudre dans un laps de temps assez court une tâche qui pourrait s'énoncer ainsi : six heures de travail physique quotidien pour tout citoyen adulte et quatre heures pour l'administration de l'Etat.

Le passage à ce genre de système requerra beaucoup de nouvelles habitudes et de nouveaux services d'organisation. Sans aucun doute, ce passage nous créera pas mal de difficultés et le fait de nous assigner cette tâche suscitera même la perplexité, voire la résistance de certaines couches parmi les travailleurs eux-mêmes. Mais on peut être assuré que les éléments d'avant-garde de la classe ouvrière compren-

(4) Taylor, Frédéric Winslow (1856-1915), ingénieur américain, président de la Société américaine des ingénieurs-mécaniciens en 1905-1906, fondateur d'un système d'organisation du travail tendant à réduire le plus possible les temps morts de la journée de travail et à utiliser rationnellement les moyens de production et les instruments de travail. Dans les conditions du capitalisme, ce système sert à exploiter les travailleurs.

dront la nécessité de ce passage, et que les conditions d'effroyable désorganisation de l'économie nationale, — apparues seulement à présent pour les villes et les campagnes, alors que des millions de gens arrachés à la vie économique viennent de rentrer du front et voient pour la première fois toute l'ampleur de la désorganisation économique engendrée par la guerre, — ont créé sans aucun doute le terrain pour la préparation de l'opinion publique dans le sens indiqué, et que le passage indiqué par nous dans ses grandes lignes et d'une façon approximative sera posé comme une tâche pratique par tous les éléments conscients des classes laborieuses, qui ont pris désormais le parti du pouvoir des Soviets.

CHAPITRE IX

Le passage économique du caractère précité exige aussi des représentants du pouvoir des Soviets une modification correspondante des fonctions des dirigeants. Il est parfaitement normal que, dans les conditions où la première tâche était de convaincre la majorité du peuple ou de conquérir le pouvoir et d'écraser la résistance des exploiteurs, les dirigeants portés au premier rang étaient surtout les agitateurs parmi les masses, avec lesquelles le pouvoir des Soviets est lié plus étroitement que ne l'ont été dans le passé toutes les formes démocratiques du pouvoir, quelles qu'elles soient. Il est tout à fait normal que, pour convaincre la majorité de la population ou pour la faire participer à une lutte armée dure et difficile contre les exploiteurs, les principales qualités requises aient été celles d'agitateur. Au contraire, les tâches brièvement esquissées ci-dessus et qui consistent dans le recensement et le contrôle de la production et de la répartition des produits donnent désormais la prééminence aux dirigeants et organisateurs pratiques. En conséquence, il faut procéder à une certaine réestimation des dirigeants, à une certaine réaffectation, dans la mesure où ils ne peuvent s'adapter aux nouvelles conditions et à la nouvelle tâche. Il va de soi qu'un tel passage est très difficile pour l'état-major dirigeant de l'époque précédente, adapté surtout aux tâches d'agitation. Il va de soi que cela devait entraîner inévitablement toute une série d'erreurs. Et maintenant il faut obtenir à tout prix que les dirigeants, et avec eux les masses d'électeurs soviétiques, c'est-à-dire les masses laborieuses et exploitées, comprennent par eux-mêmes la nécessité du changement indiqué.

Les masses laborieuses et exploitées comptent beaucoup plus de talents et de capacités dans le domaine de l'organisation que dans celui de l'agitation, parce que toute l'ambiance de la vie de travail de ces classes exigeait d'eux une bien plus grande aptitude à mettre au point le travail commun, à recenser et contrôler la production et la répartition des produits. Au contraire, les anciennes conditions de vie suscitaient dans une mesure bien moindre la montée, du sein des masses elles-mêmes, de militants ayant un talent d'agitateur et de pro-

pagandiste. C'est peut-être pour cette raison que nous voyons si souvent aujourd'hui des agitateurs et des propagandistes de profession ou de vocation assumer des tâches d'organisateur, constater à chaque pas combien ils sont peu aptes à résoudre ces tâches et provoquer la déception ou le mécontentement des ouvriers et des paysans. On peut souvent rencontrer chez les classes du pays hostiles à la réorganisation socialiste de la société, chez les représentants des partis bourgeois ou de ceux qui se disent socialistes mais qui, en fait, sont généralement des serviteurs zélés de la bourgeoisie, comme les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite, on peut souvent rencontrer chez eux une joie mauvaise à propos de ces erreurs et de ces insuccès du pouvoir des Soviets. En fait, pour autant que ces erreurs étaient historiquement inévitables, il est tout aussi clair que les insuffisances dans ce domaine ne sont qu'une maladie de croissance de la nouvelle société socialiste. Se réadapter pour mettre à la première place qui lui revient le praticien agitateur est chose faisable, et il ne fait aucun doute que les représentants du pouvoir des Soviets sauront y parvenir sans grand effort en tous les points de la Russie. Mais cela demandera du temps, et seule l'expérience pratique des fautes commises peut engendrer une claire conscience de la nécessité d'un changement, peut porter en avant toute une série ou même toute une couche de gens capables de résoudre les tâches nouvelles. Il y a certainement, parmi les ouvriers et les paysans, davantage de talents d'organisation que ne l'imagine et ne le suppose la bourgeoisie, mais le problème est que ces talents n'ont aucune possibilité de s'affirmer, de se renforcer, de se tailler une place dans le cadre de l'économie capitaliste.

Au contraire, si nous comprenons clairement, aujourd'hui, la nécessité d'une large participation des talents d'organisation à la direction de l'Etat, si — partant précisément des principes du pouvoir des Soviets — nous allons systématiquement de l'avant en nous appuyant sur la pratique des militants expérimentés dans ce domaine, alors nous saurons à bref délai faire en sorte que, sur la base des principes développés par le pouvoir des Soviets, lancés dans les masses et appliqués ensuite par celles-ci sous le contrôle des membres des institutions soviétiques représentant eux-mêmes la masse, une nouvelle couche d'organisateurs pratiques de la production s'affirmera, se taillera une place et finira par jouer le rôle dirigeant qui lui revient.

CHAPITRE X

Le service obligatoire du travail une fois appliqué aux riches, le pouvoir des Soviets devra passer à l'application des principes correspondants à la majorité des travailleurs, aux ouvriers et aux paysans; ou plus exactement il devra mettre cette tâche simultanément à l'ordre du jour. En l'occurence, l'introduction du service obligatoire du travail se présente à nous sous un autre

aspect. Il faut aborder cette tâche différemment et mettre au premier plan autre chose que ce qui doit être réalisé à l'égard des classes riches. Nous ne sommes pas absolument obligés d'enregistrer tous les représentants du peuple travailleur pour déceler leurs réserves de signes monétaires ou surveiller leur consommation, parce que toutes les conditions de vie vouent l'immense majorité de ces catégories de la population à la nécessité de travailler et à l'impossibilité d'accumuler quelques réserves que ce soit, en dehors d'extrêmement maigres économies. De ce fait, la tâche d'instituer le service obligatoire du travail dans ce domaine se transforme en celle d'établir la discipline du travail et l'autodiscipline.

Dans la vieille société capitaliste, le capital imposait la discipline aux travailleurs par la menace permanente de la famine. Et comme cette menace de la famine était associée à un labeur infiniment pénible et à la conscience qu'avaient les travailleurs d'œuvrer non pour eux-mêmes mais pour le bien d'autrui, l'ambiance du travail se transformait en lutte constante de l'immense majorité des travailleurs contre les dirigeants de la production. Sur ce terrain devait nécessairement se développer une psychologie qui amenait l'opinion publique des travailleurs, non seulement à ne pas condamner le mauvais travail ou la tendance à tirer au flanc, mais à voir en cela une protestation inévitable et légitime ou un moyen de s'opposer aux exigences démesurées de l'exploiteur. Si, à présent, la presse bourgeoise et ses sous-fifres s'égosillent tellement à propos de l'anarchie parmi les ouvriers, de leur laisser-aller ou de leurs revendications immodérées, le caractère haineux de cette critique est trop évident pour que cela vaille la peine de s'y arrêter longuement. Il est clair que, dans un pays où la majorité de la population a aussi terriblement souffert de la faim et d'autres maux que la population de la Russie aux cours de ces trois dernières années, toute une série de cas de découragement total et de complète désorganisation étaient absolument inévitables. Exiger à cet égard un changement rapide ou espérer pouvoir redresser la situation par quelques décrets serait tout aussi absurde que de chercher par des appels à remonter le moral et à restaurer la capacité de travail d'un homme roué de coups et gisant à moitié mort sur le terrain. Seul le pouvoir des Soviets, créé par les travailleurs eux-mêmes, tenant compte de l'assainissement croissant des masses laborieuses, sera en mesure de réaliser sous ce rapport des changements fondamentaux.

Parmi les représentants du pouvoir des Soviets et parmi ses partisans, — par exemple, parmi les dirigeants d'avant-garde des syndicats, — on conçoit déjà pleinement la nécessité d'élaborer des mesures systématiques visant à développer l'autodiscipline des travailleurs. Il ne fait aucun doute que, dans l'ambiance de la société capitaliste en général, et encore plus dans l'ambiance de spéculation effrénée et déchaînée créée par la guerre, la classe ouvrière a été touchée par une démoralisation contre laquelle nous ne pourrons manquer d'avoir à lutter sérieusement. D'autant plus que, du fait de la guerre, la composition des détachements d'avant-garde de la classe

ouvrière s'est modifiée tout autrement qu'en bien. C'est pourquoi la création de la discipline parmi les travailleurs, l'organisation du contrôle de la mesure du travail fourni, de l'intensité du travail, l'introduction de tribunaux industriels spéciaux chargés d'établir la mesure du travail, d'ouvrir des poursuites pour toute violation mal intentionnée de cette mesure, d'influencer systématiquement la majorité dans le sens de l'accroissement de cette mesure, tout cela vient maintenant à l'ordre du jour comme la plus actuelle des tâches du pouvoir des Soviets.

Il faut seulement considérer le plus possible, ce faisant, que dans la société bourgeoise l'un des principaux instruments d'éducation sociale, la presse, n'accomplissait pas du tout sa tâche dans ce domaine. Et, jusqu'à présent, notre presse soviétique reste encore dans une grande mesure sous l'impression des vieilles habitudes et des vieilles traditions de la société bourgeoise. Cela a notamment pour conséquence que notre presse continue, comme la vieille presse bourgeoise [5], à consacrer infiniment trop de place et d'attention aux menus détails de la politique, aux questions personnelles de la direction politique dont usaient les capitalistes de tous les pays pour détourner l'attention des masses populaires des questions réellement sérieuses, profondes et capitales de leur existence.

(5) Voir V. Lénine, *Œuvres*, t. 27, Edition française, pp. 209-225.

BACHIR HADJ ALI

QU'EST-CE QU'UN RÉVOLUTIONNAIRE EN 1963 ?

Le texte publié ci-dessous est celui de la déclaration faite par Bachir Hadj Ali à la clôture de la Semaine de la Pensée marxiste qui s'est tenue à Paris, salle de la Mutualité, du 13 au 20 mars 1963.

LA guerre menée par notre peuple pendant sept ans et demi sous la direction du F.L.N. a mis en mouvement des millions d'hommes et de femmes, en majorité des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Elle a libéré des énergies considérables, surtout à la campagne. Elle a fourni, au cours de cette phase d'exaltation intense, des héros magnifiques, animés d'une volonté de fer, pleins d'initiatives. Dans mille et une épreuves, se sont forgés des révolutionnaires, se sont accrues les conditions subjectives de la victoire.

Bien avant 1954, au cours du quart de siècle qui a précédé l'insurrection, d'autres révolutionnaires ont préparé politiquement cette insurrection, éveillant les masses après la léthargie qui avait succédé aux multiples insurrections ou révoltes brisées.

Certains patriotes sous-estiment ou nient l'apport bénéfique des partis nationaux avant l'insurrection, faisant surgir du néant l'étincelle de novembre 1954, donnant créance à la théorie de la spontanéité.

Dans *La Maladie infantile du communisme*, Lénine écrit : « Il est infiniment plus difficile et plus méritoire de savoir être révolutionnaire quand la situation ne permet pas encore d'action directe,... et de savoir alors défendre les intérêts de la révolution (par la propagande, par l'agitation, par l'organisation)... » Cette constatation de Lénine est confirmée par l'expérience algérienne. Nous pensons à ces militants communistes traînés en 1935 sur des kilomètres de sable, attachés à la queue d'un cheval, devant des paysans silencieux, terrorisés. Nous pensons aux militants de l'organisation secrète, paramilitaire du M.T.L.D., préparant la lutte armée malgré l'enfer des tortures.

On peut dire également qu'il est parfois plus difficile, plus méritoire d'être révolutionnaire au moment du passage de la guerre à la paix, et dans les tâches de la paix.

Cela fut vérifié l'an dernier au mois de mars, au cours de ces journées où se préparaient les accords d'Evian.

Quelle devait être l'attitude d'un révolutionnaire algérien, face aux accords d'Evian ? Fallait-il les accepter ou les rejeter ?

Les communistes algériens ont répondu de la façon suivante : les accords d'Evian consacrent les principes de l'indépendance, de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale de l'Algérie. Le rejet du compromis en vertu de la théorie « du tout ou rien » aurait signifié la poursuite de la guerre, l'affaiblissement plus grand du peuple, et peut-être l'aventure ; on le voit encore mieux aujourd'hui que l'on sait la crise qui couvait alors au sein du F.L.N.

Dès novembre 1960, nous avions prévu l'éventualité de l'acceptation d'un compromis honorable par le peuple algérien et nous avons écrit dans le livre *Notre peuple vaincra :*

> « Dans une telle éventualité, la lutte se poursuivrait sous d'autres formes en vue de la réalisation totale de notre libération nationale. »

Nous sommes au milieu de cette lutte, complexe et difficile, avec les données générales suivantes :

1° L'Algérie a rompu ses liens politiques avec l'impérialisme, mais elle n'est pas indépendante économiquement de cet impérialisme. Le peuple algérien se heurte à des obstacles objectifs considérables suite au lourd héritage colonial, aux destructions de la guerre et aux derniers soubresauts de l'O.A.S. Des centaines de milliers de maisons sont détruites, des millions de mines doivent être déterrées, 1.500.000 victimes de la guerre doivent être secourues, des centaines et des centaines de milliers de chômeurs veulent du travail, une grande proportion de la population subsiste grâce à l'aide extérieure en nature; les rentrées budgétaires prévues pour 1963 sont trois fois moins fortes que les prévisions faites par les ministères ; environ 80 % des recettes du budget d'équipement sont fournis par des prêts de l'étranger. L'Algérie indépendante fait partie du système économique mondial capitaliste. Il lui faut trancher cette contradiction par l'édification d'un Etat de démocratie nationale.

2° L'union réalisée durant la guerre au sein du F.L.N. entre toutes les classes sociales anti-impérialistes n'a pas résisté à l'accession du pays à l'indépendance. Des différenciations de classe se sont faites plus fortes, la paix revenue. Elles sont, quant au fond, à l'origine de la crise du F.L.N. Cependant, ces contradictions de classe s'exercent sur le fond de la contradiction principale : peuple algérien-impérialisme. Il est nécessaire et possible de trouver une formule d'union qui tienne compte à la fois de ces différenciations de classe et de leur alliance vitale face à leur ennemi commun, l'impérialisme.

3° Le peuple algérien recèle un potentiel révolutionnaire et anti-impérialiste considérable, avec une élévation continue de la conscience sociale des masses populaires et ce, malgré les conséquences négatives de la crise du F.L.N., et certaines faiblesses et défauts au sein du mouvement de libération. Si ces défauts et ces faiblesses, parmi lesquels il faut citer

le sectarisme et le subjectivisme, n'étaient pas surmontés, ils risqueraient de devenir, du point de vue des conséquences, aussi dangereux que les obstacles objectifs énumérés plus haut, et la lutte contre ces derniers serait rendue plus difficile.

Quelle attitude révolutionnaire dicte une telle situation ?

1° Définir des objectifs clairs, c'est-à-dire parfaire l'indépendance, en finir avec les servitudes économiques et militaires d'Evian, donner la terre aux paysans, nationaliser les secteurs-clés de l'économie, élever le niveau des masses les plus déshéritées et le niveau culturel du peuple ;

2° Définir une orientation juste pour atteindre ces objectifs.

Le projet de programme de Tripoli fixe ces objectifs clairs et définit cette orientation sous la forme de deux options : voie de développement non-capitaliste à l'intérieur, politique extérieure pacifique et anti-impérialiste; appui sur les pays socialistes pour assurer le succès de ces deux options ;

3° Trouver l'instrument nécessaire pour atteindre ces objectifs et pour appliquer cette orientation, un instrument capable de rassembler toutes les forces disséminées dans le pays, toutes les volontés éparses pour en faire une force unique sous peine de voir la révolution avorter.

Un accord de fait, un solide terrain d'entente existe entre tous les patriotes révolutionnaires, entre nous communistes et nos frères du F.L.N. au sujet des objectifs essentiels et de l'orientation. En effet, le programme du P.C.A. assigne à l'étape actuelle les mêmes objectifs et la même orientation que le programme de Tripoli.

Objectifs communs, orientation commune, il y a là un capital politique inestimable sur lequel nous veillerons précieusement, sur lequel nous ne cesserons d'attirer l'attention de tous les patriotes sans exception afin que, par-delà les divergences naturelles entre les différentes tendances patriotiques, ce capital politique soit sauvegardé et enrichi car il constitue une base politique solide pour l'union des forces nationales.

La divergence porte sur le troisième point, sur l'instrument capable d'atteindre les objectifs et d'appliquer l'orientation de Tripoli.

Avec une partie de l'opinion algérienne, nous proposons l'union au sein d'un front unique. Le Bureau politique du F.L.N. se prononce pour le parti unique. Nous regrettons que le débat ait été tranché par l'interdiction du P.C.A. avant même qu'il ne se soit instauré. Mais tout le monde comprend que cette question du front unique ou du parti unique qui est de la plus extrême importance pour l'avenir du pays, n'est pas pour autant réglée. Quelle est la formule qui, donnant satisfaction au désir d'union et ouvrant la voie à la satisfaction du désir d'unité du peuple algérien, tient compte des réalités sociales et politiques de l'Algérie d'aujourd'hui afin de réaliser les objectifs de la révolution nationale et démocratique ?

Selon le projet de programme de Tripoli les composantes sociales du mouvement de libération sont :

> « 1° les paysans pauvres...
>
> « 2° le prolétariat, relativement peu nombreux, et le sous-prolétariat pléthorique des villes...

> « 3° une autre catégorie sociale intermédiaire : celle des artisans, petits et moyens employés, fonctionnaires, petits commerçants et certains membres des professions libérales, le tout constituant ce que l'on pourrait appeler la petite bourgeoisie...
>
> « 4° une classe bourgeoise, relativement peu importante, composée d'hommes d'affaires, de gros négociants, de chefs d'entreprise, et de rares industriels. A cette classe s'ajoute celle des gros propriétaire fonciers et des notables de l'administration coloniale. »

Parlant de la bourgeoisie algérienne, ce projet de programme dit :

> « L'expérience de certains pays nouvellement indépendants enseigne qu'une couche sociale privilégiée peut s'emparer du pouvoir à son profit exclusif. »

Ainsi, le projet de programme de Tripoli reconnaît et la réalité de classes et de couches sociales différentes en Algérie, et la réalité de leur antagonisme.

C'est précisément en fonction de ces réalités que nous proposons le front unique. Ce front unique, pourrait être le Front de libération nationale qui aurait ainsi le caractère d'un vaste rassemblement et non celui d'un parti. Comme base de discussion au programme minimum de ce front, nous proposons le projet de programme de Tripoli. Ce programme minimum doit tenir compte de l'intérêt général de la nation à l'étape actuelle de démocratie nationale, en même temps que des justes intérêts de chaque classe ou couche sociale.

Un tel front aurait l'avantage d'entraîner sans contrainte et sur une base claire l'ensemble de toutes les forces nationales et progressistes, ne laissant en marge aucune d'elles, n'étouffant aucune d'elles ni aucun courant politique patriotique et démocratique, puisque chaque organisation pourrait jouir de son autonomie dans le cadre d'une discipline commune.

L'alliance durable de toutes ces couches et classes sociales peut éviter à la lutte de classes de se manifester d'une façon violente; cette lutte de classes pourrait revêtir un caractère démocratique et pacifique, étant donné la puissance considérable du mouvement des masses populaires et la faiblesse relative de la bourgeoisie. La lutte de classe consisterait, à cette étape de démocratie nationale, à veiller à ce qu'aucune classe ou couche sociale ne fasse passer son intérêt particulier avant l'intérêt général. Il serait possible alors de concilier l'intérêt particulier avec l'intérêt général. Prenons l'exemple de la bourgeoisie. Tout le monde admet qu'à l'étape actuelle, à côté d'un secteur public de notre économie, subsistera peut-être assez longtemps un secteur privé. Cette conception n'est pas en contradiction avec le choix de la voie non-capitaliste de développement économique, voie de développement qu'il ne faut pas identifier avec l'étape d'édification du socialisme. La bourgeoisie nationale possède certains inté-

rêts qui ne sont pas forcément en contradiction avec les efforts déployés par toute la nation pour sortir de son sous-développement, étant donné qu'à cette étape les réalités économique et sociale nous obligent à connaître deux secteurs d'économie.

La souplesse du front unique, son renforcement, son caractère d'alliance libre, faciliteraient la solution démocratique des différends qui pourraient surgir entre les tendances et couches sociales de ce front. Les réalisations du front unique, la pratique du front unique s'appuyant sur des comités populaires de base dans tout le pays, feraient avancer l'idée de l'unité des forces les plus révolutionnaires, celles qui veulent réellement construire le socialisme. Ainsi pourraient naître les conditions favorables à la formation d'un parti unique des forces attachées au socialisme. L'étape d'édification du socialisme pourrait s'engager non seulement avec la classe ouvrière, la paysannerie pauvre, les éléments révolutionnaires de la petite bourgeoisie, les étudiants, etc., mais aussi avec les éléments de la bourgeoisie nationale qui comprennent déjà et qui comprendront au fur et à mesure des progrès de la révolution, que le pouvoir des monopoles en Europe occidentale et en Amérique, qui étouffent chez eux la petite et moyenne entreprise, ferment dans un pays comme le nôtre, où le stade capitaliste industriel n'est pas atteint, toute possibilité de développement économique continue à la bourgeoisie nationale.

De plus, la voie non-capitaliste apparaît de plus en plus aux larges secteurs de l'opinion comme plus avantageuse que la voie capitaliste. Certes, la voie capitaliste peut permettre un certain développement économique. Mais la voie non-capitaliste permettra des progrès plus rapides. En outre, elle permet de soustraire plus facilement, et avec l'aide du camp socialiste, le pays à l'emprise capitaliste extérieure, car le capital national n'est pas en mesure à lui seul d'assurer ce développement. Elle permet d'éviter la voie capitaliste, c'est-à-dire l'accumulation des richesses aux mains d'une seule classe et l'appauvrissement des masses laborieuses. Elle permet d'éviter par suite les luttes de classes violentes, peut-être les guerres civiles. Elle fraye la voie au socialisme qui assurera l'unité morale et politique de la nation.

Voilà comment les communistes algériens allient le souci national aux intérêts de classe des travailleurs en préconisant le front unique.

Voyons la conception du parti unique.

Notons d'abord que le projet de programme de Tripoli et son annexe consacrée au Parti, ne parlent pas de parti unique.

Quelle sera la composition sociale de ce parti ? Le projet de Tripoli répond : « Eléments issus de la paysannerie, travailleurs en général, jeunes et intellectuels révolutionnaires », c'est-à-dire des forces issues de différentes couches et classes sociales.

L'idéologie de ce parti n'est pas définie par le programme de Tripoli. Mais ce programme spécifie que le parti exclut l'existence en son sein d'idéologies différentes. Quelle est donc l'idéologie qui serait rejetée de ce parti ? Et quelle est cette idéologie en voie d'élaboration dont parle le projet de Tripoli ? Dans un tel parti où l'idéologie n'est pas encore définie, pourrait-il n'y avoir qu'une seule idéologie, étant donné la composition sociale de ce parti ?

Un tel parti, unique ou non, ne réaliserait-il pas plutôt une unité formelle, artificielle des couches et des classes sociales ? Ne serait-il pas exposé à l'instabilité, aux contradictions, peut-être même aux crises graves ? Prévu par ses promoteurs pour éviter « les jeux stériles des partis », ne transposerait-il pas en son sein « ces jeux », sous forme de luttes intestines de fractions ?

Où serait alors le parti d'avant-garde ?

Rassemblant des forces sociales différentes sans base doctrinale, n'aurait-il pas en définitive comme idéologie dominante celle du nationalisme bourgeois ?

Un parti d'avant-garde peut avoir la composition sociale définie par le projet de Tripoli, mais il lui faut une base idéologique révolutionnaire. Le projet de Tripoli reconnaît que : « La raison d'être d'un parti est son idéologie et qu'il cesse d'exister dès lors qu'elle vient à lui manquer. »

Précisons que s'il s'agit d'un parti révolutionnaire l'expérience a montré que « sans idéologie révolutionnaire, il n'y a pas de parti révolutionnaire ».

Le journal du F.L.N., *Ach-chaab*, a invité les communistes algériens à suivre l'exemple des communistes cubains. Nous pourrions répondre sincèrement : nous sommes d'accord pour suivre l'exemple de nos camarades cubains ; faites comme le Mouvement du 26 juillet de Fidel Castro. Mais dans ce cadre étroit le dialogue serait infructueux. Le F.L.N. n'est pas prêt dans son ensemble à se ranger sur les positions marxistes-léninistes, et le Parti communiste algérien n'abandonnera pas sa doctrine. D'ailleurs au sein du parti F.L.N., dont le programme de Tripoli spécifie, rappelons-le, qu'il ne tolérera pas en son sein d'idéologies différentes, le marxisme n'aurait pas droit de cité puisque les principaux dirigeants de ce parti déclarent qu'ils ne sont pas marxistes.

L'exemple cubain montre que la formation du parti unique fait partie du processus même de la révolution et des progrès de la révolution. Il ne peut pas s'instaurer par un décret ; il est le résultat de la conjonction d'une réalité objective (transformation économique et sociale du pays) et d'une réalité subjective (progrès de la conscience politique et sociale des masses).

C'est au nom de l'unité qu'officiellement le Parti communiste algérien a été interdit, mais cette mesure ralentit la marche vers cette unité. C'est pour construire le socialisme que le parti unique est officiellement proclamé, mais il n'y a pas d'exemple d'édification du socialisme commençant par l'interdiction d'un parti communiste.

Le président Ben Bella a déclaré à l'agence cubaine *Prensa Latina* : « Nous ne sommes pas communistes. Mais nous ne sommes pas non plus anticommunistes ; et nous ne le serons jamais. Nous connaissons parfaitement la dangereuse signification de ce mot. Ici, il n'y aura pas d'anticommunisme. »

Nous enregistrons positivement cette déclaration comparativement aux positions violemment anticommunistes de certains dirigeants arabes ou algériens faites à la radio, lors de la réception de la délégation gouvernementale irakienne.

Il y a au sein du mouvement de libération nationale, d'une part, des

forces de progrès qui ne sont pas communistes mais qui ne sont pas anticommunistes, d'autre part, des courants antidémocratiques caractérisés par un anticommunisme violent et des conceptions qui, si elles venaient à triompher, feraient reculer l'Algérie et sa révolution au profit du néo-colonialisme.

L'anticommunisme a reculé fortement en Algérie. Mais on assiste actuellement en Algérie et dans les autres pays arabes à une offensive idéologique dont le centre se situe ailleurs que dans le monde arabe ou en Afrique ; il est à Washington. Certains aimeraient qu'en Algérie se développe l'offensive réactionnaire anticommuniste, mais notre peuple connaît « le contenu dangereux de cet anticommunisme », comme l'a rappelé le président Ben Bella. Il n'y a rien de plus important, il n'y a rien de plus urgent aujourd'hui que de faire échec à ce danger, que d'isoler les forces violemment anticommunistes et antidémocratiques, c'est-à-dire les forces de division.

Certains gouvernants arabes cherchent à embrigader l'Algérie, précipitamment, dans une fédération dont nous ne connaissons que trop les tenants et les aboutissants, mais dont nous savons déjà que le contenu sera antipopulaire et antidémocratique. Ils spéculent sur le désir d'unité des masses populaires et présentent les communistes comme des ennemis de l'unité arabe.

Les communistes arabes, où qu'ils soient, sont les champions de l'unité du monde arabe, non sur la base de coups d'Etat, mais sur celle de l'adhésion consciente des peuples, de la démocratie et du bien-être pour les larges masses, du respect de la personnalité de chaque peuple et de la lutte anti-impérialiste.

Certains dirigeants du F.L.N. pensent que le Parti communiste algérien sera le bénéficiaire de la crise du F.L.N. en raison de son organisation, de son programme et de son influence. Ces craintes ne sont pas fondées. Au cours de la crise qui a secoué le Front, nous avons déployé beaucoup d'efforts pour éviter l'aggravation de cette crise. Au moment où l'Algérie était au bord de l'anarchie, nous avons pris position pour la venue à Alger du Bureau politique du F.L.N. qui était alors à Tlemcen, afin que le pays soit doté d'une autorité centrale. Aux élections à l'Assemblée nationale constituante, le Parti communiste algérien a appelé à voter en masse pour les listes du F.L.N. en vue de doter rapidement le pays d'institutions démocratiques stables. Nous avons déployé beaucoup d'efforts pour faire connaître le projet de programme de Tripoli.

Rejetant le dogmatisme et le sectarisme, nous sommes attentifs à tout ce qui peut ou pourrait surgir de neuf dans l'édification du pays ; nous avons toujours à l'esprit cette indication de Lénine : « L'histoire en général et plus particulièrement l'histoire des révolutions, est toujours plus riche de contenu, plus variée, plus multiforme, plus vivante, plus « ingénieuse » que ne le pensent les meilleurs partis, les avant-gardes les plus conscients des classes les plus avancées. »

Depuis la constitution du gouvernement Ben Bella, nous avons soutenu chaque mesure positive qu'il a prise, y compris après l'interdiction du Parti. Nous continuons à le soutenir malgré des réserves sur tel ou tel aspect de sa politique. Dernièrement, nous avons rappelé ce soutien à

une mesure de caractère révolutionnaire qui pourrait constituer la première étape sur la voie du développement non-capitaliste, et une école où les travailleurs apprendraient à diriger et à gérer les affaires publiques : il s'agit des comités de gestion des biens vacants abandonnés par les patrons et les propriétaires colonialistes.

Pour reprendre une phrase célèbre, nous disons : chaque fois que le gouvernement fera un pas en avant, nous l'aiderons à en faire deux.

Nous avons demandé que des mesures énergiques frappent les grosses fortunes de cette fraction de la bourgeoisie commerçante et bureaucratique qui étale un luxe insultant devant la misère atroce des masses. Nous avons surtout appelé à la vigilance contre l'emprise des néo-colonialistes français qui, profitant des difficultés considérables au milieu desquelles se débat l'Algérie, cherchent à accroître leur emprise économique ou militaire comme le prouvent les expériences nucléaires au Sahara.

Nous appelons les masses à la vigilance contre les sourires hypocrites des néo-colonialistes américains et ouest-allemands qui manœuvrent — rejoints en cela par certains gouvernants arabes — pour que soit brisé l'élan révolutionnaire de notre peuple.

Nous avons invité certains Algériens qui observent une attitude négative à l'égard du travail, à en finir avec cet héritage du régime colonial dans leur conscience. Et nous avons demandé aux masses de mieux comprendre que l'attitude positive envers l'effort est aujourd'hui une attitude révolutionnaire, et en même temps nous rappelons aux pouvoirs publics qu'au facteur moral pour stimuler la production, il faut ajouter l'intéressement matériel, en particulier au profit des masses les plus déshéritées.

Nous estimons que la démocratie, les explications et la confiance dans les masses doivent être des méthodes de gouvernement. Le peuple doit accomplir ses devoirs et exercer ses droits ; il ne peut y avoir d'émulation au milieu du silence.

A nos frères nationalistes qui pensent que nous avons l'arrière-pensée de profiter des difficultés intérieures du front pour nous renforcer, nous disons : c'est la conception du parti unique pour aujourd'hui qui risque d'aggraver vos difficultés et qui retarde, dans une certaine mesure, le travail d'édification. Au contraire, notre proposition de transformer le F.L.N. en front unique, et non en parti unique, contribuera à surmonter les difficultés et à le renforcer afin qu'il joue dans la paix le rôle historique qu'il a joué dans la guerre. Le Parti communiste algérien a intérêt à ce que le F.L.N., rassemblement des larges masses et de toutes les forces nationales et démocratiques, se renforce, de la même façon que le F.L.N. doit prendre conscience que le renforcement du Parti communiste algérien, son retour à la légalité seront bénéfiques au F.L.N. et à tout le peuple algérien.

Nos militants, nos responsables ne poursuivent aucune ambition personnelle au sujet de la direction du pays. Nous estimons qu'à l'étape de démocratie nationale, la direction du pays doit être assurée par l'alliance de toutes les classes et de toutes les couches patriotiques et progressistes unies, sans exclusive. Nous ne subordonnerons pas notre soutien à un gouvernement qui dirigera les affaires du pays à notre participation à ce

gouvernement. Nous estimons même qu'à l'étape de l'édification du socialisme, les hommes qui ont dirigé la lutte de libération nationale peuvent continuer à diriger le pays, l'essentiel étant que les forces socialistes unies se seront mises d'accord sur les bases du socialisme scientifique du marxisme-léninisme et que les masses se prononcent démocratiquement sur le choix des dirigeants.

Nous avons lutté et nous lutterons contre toute forme de sectarisme dans les rangs du mouvement de libération. Nous espérons que, de leur côté, les dirigeants du Front, fidèles au programme de Tripoli, lutteront eux aussi contre le sectarisme et contre le plus nocif de ce sectarisme, l'anticommunisme.

La négation par certains patriotes du rôle révolutionnaire joué par la classe ouvrière alimente précisément le sectarisme et les préjugés à l'égard de cette dernière. Un homme qui est un frère de combat et que nous honorons parce qu'il a participé avec nous à la lutte de libération et qu'il a su trouver des accents pathétiques pour crier la détresse des opprimés et leur haine des oppresseurs, a codifié par ses écrits, ces préjugés à l'égard de la classe ouvrière. Il s'agit de Franz Fanon.

Dans son livre, *Les damnés de la Terre*, on peut lire :

> « Dans les territoires coloniaux, le prolétariat est le noyau du peuple colonisé le plus choyé par le régime colonial. Le prolétariat embryonnaire des villes est relativement privilégié... Dans les pays colonisés, le prolétariat a tout à perdre... » (p. 84).

L'histoire de la classe ouvrière algérienne infirme ce jugement.

Les ouvriers algériens ont subi le double joug du régime colonial et de l'exploitation patronale ; dans sa grande majorité, la classe ouvrière est constituée non par des ouvriers qualifiés de la grande industrie, mais par des mineurs, manœuvres, dockers, etc.

L'identification par l'ouvrier algérien de l'exploiteur capitaliste à son oppresseur étranger n'a fait qu'accroître son patriotisme et sa volonté de libération nationale.

C'est par les travailleurs que les idées libératrices du marxisme ont pénétré en Algérie. Ce sont les travailleurs qui ont jeté les bases des premières organisations politiques, aussi bien en France qu'en Algérie.

Si le prolétariat algérien avait été choyé par le régime colonial, il n'aurait pas perdu à Alger seulement, lors de la bataille de notre capitale, 7.000 jeunes, chiffre cité par la presse française. Il n'aurait pas transformé nos villes en bases de ravitaillement des maquis, il n'aurait pas envoyé dans l'A.L.N. des cadres aguerris politiquement et techniquement. Quant aux traminots que Fanon cite parmi les travailleurs non révolutionnaires, signalons pour ne prendre que ceux d'Alger, le bilan de leur activité patriotique pendant la guerre : 35 morts, 176 emprisonnés et internés, 500 agents lésés ou brimés, sur un effectif d'un peu plus de 2.000 traminots.

A propos des grèves qui ont eu lieu dernièrement en Algérie contre le patronat colonialiste, on a parlé des privilèges des ouvriers. C'est le journal de langue française du F.L.N., *El Moujahīd*, qui fait table rase de ces légendes. Il écrit :

> « Les ouvriers demandent d'ordinaire que leurs droits soient respectés. Dès qu'il franchit les portes de l'usine, l'ouvrier retrouve un monde pour la transformation duquel il a lutté pendant sept ans ; il est normal qu'il continue pour que « l'indépendance, comme dit l'un d'eux, ne s'arrête pas à la grille de l'usine. »

Comment parler de privilèges pour les travailleurs de l'usine de cigarettes Bastos, dont le principal actionnaire est Borgeaud ? Ils gagnent moins de 30.000 anciens francs pour 160 heures de travail par mois ?

Les travailleurs ont fait des sacrifices financiers pendant la guerre en versant de fortes contributions au F.L.N. (se souvenir de l'importance des sommes saisies par la police française dans les derniers mois de la guerre). Ils consentent aujourd'hui de nouveaux sacrifices financiers avec la diminution de leur salaire et malgré des conditions de vie très difficiles. Ils vont même, à l'exemple des ouvriers d'une briquetterie de Rouiba, jusqu'à verser des sommes d'argent pour que soit entretenu le four, car son extinction aurait des conséquences néfastes pour la marche de l'usine, ce qui ferait le jeu du patron colonialiste.

La classe ouvrière a donné hier et donne aujourd'hui le plus beau témoignage de son sens national lié à ses intérêts de classe. De toutes les forces révolutionnaires algériennes, elle est celle qui est liée aux moyens de production moderne, qui œuvre avec le plus de lucidité à la collectivisation des moyens de production. Elle est celle qui n'exploite, qui n'aspire à exploiter aucune classe. Tout préjugé entretenu à son égard, toute mesure brimant ses syndicats ou son parti, est contraire aux intérêts de la nation.

Avant de porter ce jugement sur le prolétariat des villes, Fanon écrit :

> « ...Dans les pays coloniaux, seule la paysannerie est révolutionnaire... Le paysan, le déclassé, l'affamé est l'exploité qui découvre le plus vite que la violence, seule, paie. Pour lui, il n'y a pas de compromis, pas de possibilité d'arrangement » (page 46).

La pratique du mouvement de libération dans les pays coloniaux infirme cette définition du révolutionnaire.

Notre pays a une population à plus de 80 % agricole. L'immense majorité de notre paysannerie, paysannerie pauvre, constitue l'armée fondamentale de la révolution, l'une de ses forces motrices. Elle a supporté l'essentiel du poids de la guerre ; pour elle, l'indépendance c'est à la fois la terre et la liberté.

Néanmoins, le mode de production auquel est liée la paysannerie est individuel ; la paysannerie manque d'homogénéité ; elle est dispersée géographiquement ; c'est l'idéologie bourgeoise qui l'influence en même temps que certaines survivances féodales. Tout cela ne lui permet pas d'être la classe la plus révolutionnaire ou de jouer le rôle dirigeant dans un pays comme le nôtre où existent deux autres classes révolutionnaires, politiquement importantes, la petite bourgeoisie et la classe ouvrière.

Le fait d'être affamé ou déclassé n'amène pas forcément les hommes à la conscience révolutionnaire. Au contraire, on constate chez les éléments déclassés des campagnes et des villes, en même temps qu'un grand potentiel explosif, une insuffisance d'esprit d'organisation, l'incertitude dans les perspectives, le passage de l'enthousiasme au désespoir et inversement, caractéristiques de certaines couches sociales soumises à l'instabilité ou à l'absence de l'emploi. La conscience révolutionnaire est acquise par ces hommes quand ils sont influencés et guidés dans l'action, soit par le prolétariat organisé, soit par la petite bourgeoisie révolutionnaire urbaine.

Etre révolutionnaire ne signifie pas exclure toute forme de lutte en dehors de la violence. L'emploi de la violence n'est qu'une phase de la lutte, la violence est elle-même précédée par la lutte politique et suivie par la lutte politique. La révolution algérienne de 1954 à 1962 illustre parfaitement cette constatation. Le peuple algérien contraint de prendre les armes combattait non pas pour mourir, mais pour vaincre et pour vivre libre.

Entre la classe ouvrière et la paysannerie existent de nombreux liens. La classe ouvrière algérienne est pour l'essentiel issue de la paysannerie et de l'exode rural vers les villes.

En Algérie, ce sont les travailleurs des villes qui ont entraîné la paysannerie à la lutte politique. Les premiers rassemblements de paysans à Tlemcen, à Blida, en 1932-1934, ont été le fait de militants ouvriers. C'est le parti des travailleurs, le Parti communiste algérien, qui, le premier, élabora à sa fondation, en octobre 1936, un programme agraire cohérent.

La guerre a intensifié les brassages entre habitants des villes et des campagnes. Les ouvriers ont rejoint le maquis. En sens inverse, l'exode rural, sous l'effet de la répression et des destructions colonialistes, a atteint des rythmes extrêmement élevés ; entre 1954 et 1960, les 55 communes les plus importantes d'Algérie ont enregistré une augmentation moyenne de population de 37 %.

Il est contraire aux intérêts des travailleurs des villes et des campagnes, il est très dangereux pour la cause nationale d'opposer deux forces révolutionnaires sans l'alliance desquelles il n'y aura de victoire ni pour l'une ni pour l'autre, ni pour l'ensemble du peuple. Il y a exactement 90 ans, l'insurrection paysanne de Moqrani était écrasée parce qu'entre autres elle était isolée des villes.

Une des faiblesses majeures du livre de Fanon réside dans le fait que, dénonçant la politique de trahison de certains gouvernants bourgeois d'Afrique, il ne décèle pas que ces gouvernants se maintiennent au pouvoir parce qu'il n'y a pas d'alliance solide entre les travailleurs des villes et des campagnes, ce qui facilite l'emprise idéologique de cette bourgeoisie sur la paysannerie.

Face au danger néo-colonialiste, Fanon ne dit mot de l'union des forces nationales et patriotiques. A quoi servirait une telle union si la classe ouvrière n'a aucun caractère révolutionnaire, si la bourgeoisie a perdu toute capacité anti-impérialiste comme il le dit ? Nous avons vu qu'il n'en était *pas du tout* ainsi pour la classe ouvrière. Nous verrons qu'il n'en est *pas tout à fait* ainsi pour la bourgeoisie nationale.

A l'inverse des pays capitalistes européens où la bourgeoisie nationale

avait conquis des positions économiques avant de conquérir le pouvoir politique, dans les pays ex-colonisés, aujourd'hui libérés, la bourgeoisie nationale devient force dirigeante sur le plan politique avant de l'être sur le plan économique. Les positions dominantes sur le plan économique sont détenues par la bourgeoisie du pays oppresseur, y compris souvent après la libération politique. Pour conquérir les positions économiques, la bourgeoisie nationale cherche à s'entendre avec l'impérialisme jusqu'à un certain point contre les masses populaires et mène une lutte politique anti-impérialiste jusqu'à un certain point avec les masses populaires. Le rapport entre ces deux mouvements contradictoires est déterminé par de nombreux facteurs objectifs et subjectifs en perpétuelle transformation (forces sociales en présence, niveau de conscience des masses, degré de pénétration économique de l'impérialisme, stade du développement économique du pays, etc.).

Ne pas voir ce double caractère de la bourgeoisie nationale et les différenciations qui existent en son sein serait une erreur. Perdre de vue que l'existence du camp socialiste et le renversement des rapports de force en faveur de ce camp permettent à cette bourgeoisie de mieux résister à l'impérialisme, c'est refuser à cette bourgeoisie nationale sa place au sein du front unique anti-impérialiste et la pousser dans les bras de l'ennemi extérieur.

Les conceptions de Fanon découlent du subjectivisme de la petite bourgeoisie. Liée à un mode de production artisanale et à la petite production, tiraillée politiquement entre l'influence de la bourgeoisie nationale de laquelle elle cherche à se dégager parce qu'elle en prévoit la faillite, mais refusant encore de gagner les positions idéologiques de la classe ouvrière par préjugés ou par intérêt de classe, cette petite bourgeoisie cherche vainement une troisième voie socialiste et des moyens nouveaux. Prenant ses désirs pour la réalité, elle cherche à façonner une société qui échapperait aux lois de développement économique, une société qui n'est que le reflet dans sa conscience de ses propres faiblesses et de ses limites en tant que classe non liée à la production moderne.

Nous retrouvons ces mêmes vues dans la conception du « Tiers-Monde » de Fanon. Dans son livre, *Les damnés de la Terre*, il écrit :

> « On a pu penser généralement que l'heure était venue pour le monde, et singulièrement pour le tiers-monde, de choisir entre le système capitaliste et le système socialiste. Les pays sous-développés qui ont utilisé la compétition féroce qui existe entre les deux systèmes pour assurer le triomphe de leur lutte de libération nationale, doivent cependant refuser de s'installer dans cette compétition. Le problème concret devant lequel nous nous trouvons n'est pas celui du choix coûte que coûte entre le socialisme et le capitalisme tels qu'ils ont été définis par des hommes de continents et d'époques différents » (page 73).

Pour Fanon, le monde est donc divisé en deux parties. La ligne de démarcation ne passe pas par les deux systèmes mondiaux : capitaliste

et socialiste, mais entre le « Tiers-Monde » pauvre et le reste du monde riche, c'est-à-dire les pays socialistes et les pays capitalistes industrialisés pris ensemble.

La thèse de Fanon sur l'originalité du « Tiers-Monde » rejoint exactement la thèse de cette nouvelle bourgeoisie africaine (que Fanon fustige à juste titre) et qui cherche une troisième voie entre le socialisme scientifique et le capitalisme libéral.

Fanon n'a-t-il pas perçu que notre monde est en train de subir des changements fondamentaux profonds, passage du capitalisme au socialisme, écroulement définitif du système colonial de l'impérialisme ? N'a-t-il pas perçu que ces deux changements sont dialectiquement et organiquement liés ?

Avant la Révolution d'Octobre, le mouvement de libération nationale était un chaînon de la révolution bourgeoise mondiale. Depuis la Révolution d'Octobre, le mouvement national des peuples est une partie intégrante du mouvement mondial socialiste. C'est l'alliance entre les forces socialistes mondiales et les forces de libération nationale mondiales qui a précipité le processus de l'effondrement du colonialisme, processus qui, à son tour, renforce la révolution mondiale prolétarienne.

Ce qui rend la citadelle colonialiste vulnérable « aux poings et aux couteaux », c'est non point le contexte de guerre froide, mais l'aide puissante et réelle de l'U.R.S.S. et du camp socialiste. Que serait-il advenu à Suez, en Algérie et à Cuba, au début de ce siècle, si les événements que nous connaissons s'y étaient passés à ce moment-là ?

La détente internationale et la lutte pour la coexistence pacifique servent les intérêts des peuples et, comme la guerre d'Algérie l'a démontré, créent des conditions pour leur libération et leur épanouissement. La lutte pour la paix, contre les expériences nucléaires — et c'est d'actualité chez nous — est un impératif patriotique pour notre peuple, et cette lutte a des liens multiples avec la lutte pour le socialisme et la lutte de libération nationale avec lesquelles elle forme un tout.

Il n'y a rien d'original dans les vues de Fanon dans sa recherche d'une troisième voie à l'intérieur et à l'extérieur, sauf peut-être dans la façon dont il conçoit le développement économique du « Tiers-Monde ».

Il estime que les pays du « Tiers-Monde » ont besoin de capitaux qui doivent être fournis par les pays capitalistes. Il écrit dans le même livre :

> « Pendant des siècles, les capitalistes se sont comportés dans le monde sous-développé comme de véritables criminels de guerre... La richesse des pays impérialistes est notre richesse... Cette aide des pays impérialistes doit être la consécration d'une double prise de conscience, prise de conscience par les colonisés que cela leur est dû et par les puissances capitalistes qu'effectivement elles doivent payer » (page 75).

Très bien. Mais si le monde capitaliste refuse de se convertir à cette morale, comment l'y contraindre ?

Fanon répond :

> « ...Les peuples sous-développés décideront d'évoluer en autarcie collective. Les industries occidentales seront rapidement privées de leurs débouchés outre-mer. Les machines s'amoncelleront dans les entrepôts et, sur le marché européen, se déroulera une lutte inexorable entre les groupes financiers et les trusts. Fermeture d'usines, débauchage et chômage amèneront le prolétariat européen à déclencher une lutte ouverte contre le régime capitaliste » (page 78).

Fanon ne pousse pas « ...la naïveté jusqu'à croire que cela se fera avec la coopération et la bonne volonté des gouvernements européens » (page 79). Mais, estime-t-il, « les masses européennes doivent se réveiller, secouer leur cerveau et cesser de jouer au jeu irresponsable de la belle-au-bois-dormant ». Nous ne pensons pas que les masses ouvrières de l'Europe capitaliste (et singulièrement celles de France ces jours-ci) jouent au jeu irresponsable de la belle-au-bois-dormant.

Comme l'ont prouvé l'action du prolétariat français avec à sa tête le glorieux Parti communiste français et votre action, chers amis, contre la guerre d'Algérie et comme le dit la déclaration des 81 Partis communistes et ouvriers de 1960, Charte de l'unité du Mouvement communiste international :

> « Les ouvriers conscients des métropoles ont lutté avec esprit de suite pour l'autodétermination des nations asservies par l'impérialisme, comprenant qu'un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre. »

Mais suivons le raisonnement de Fanon.

Si les masses européennes continuent à jouer à la belle-au-bois-dormant, que doivent faire les peuples sous-développés pendant ce sommeil ? Fanon ne répond pas. Il ne pouvait pas répondre. Cet homme ardent, véhément, courageux, avoue involontairement que son raisonnement conduit à l'impuissance. Etrange contradiction d'un homme qui a écrit un livre à la gloire du potentiel révolutionnaire des peuples du « Tiers-Monde » et qui fait dépendre leur libération définitive et réelle des masses européennes !

Langage utopique d'un moraliste, expression d'une théorie conduisant à l'impasse ? Nous avons bien peur qu'avec ce livre le stade de la révolte ne soit pas entièrement dépassé. Et cependant il y a des lueurs dans ce livre ; il est indirectement reconnu que la lutte des prolétaires européens aide celle des peuples sous-développés et inversement. C'est cela l'alliance (toujours nécessaire, qu'il faut rendre de plus en plus consciente) entre les masses prolétariennes d'Europe et les masses sous-développées des pays qui viennent de se libérer. C'est de cette façon que les forces anti-impérialistes mondiales allieront l'expérience du passé à l'élan révolutionnaire vers l'avenir.

La Charte de Tripoli échappe heureusement pour l'essentiel à ces errements.

L'intelligence des événements, le rayonnement du socialisme par l'exemple donné ont amené de nombreux patriotes révolutionnaires issus de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes à faire effort pour secouer l'emprise de l'idéologie bourgeoise, pour aller à la découverte de la doctrine la plus révolutionnaire.

Ils ne sont pas entièrement dégagés de la première, ils n'ont pas encore découvert toutes les vérités de la doctrine scientifique du socialisme. Mais en étudiant le programme de Tripoli, on sent le sérieux de leurs efforts, leur patient cheminement vers la lumière conquérante du marxisme-léninisme. Comme nous les sentons proches de nous et comme nous les respectons, ces frères de lutte que nous espérons désigner un jour comme frères de pensée et de lutte ! Nous avons connu les mêmes efforts, les mêmes cheminements, les mêmes tâtonnements avant de devenir communistes. Ce sont ces efforts que Fanon n'a sans doute pas eu le temps de faire, il est mort trop tôt malheureusement. Cet effort, une fraction des forces pensantes du nationalisme algérien l'a fait au cours des années de la guerre dans le feu de la lutte gigantesque des masses ; elle continue à le faire. Le programme de Tripoli est nettement influencé par les idées du socialisme tant il est vrai qu'en ce siècle toute position révolutionnaire conséquente y conduit.

Quand le député Aït Ahmed dit, à la suite de l'interdiction de notre Parti, que l'existence d'un Parti communiste dans la vie politique d'une nation est un stimulant à cette vie politique, il rejoint cette profonde pensée du regretté Cheikh Badis : « Le communisme est le levain du peuple. » L'attitude de Aït Ahmed comme celle de Cheikh Ben Badis (ne partageant pas les conceptions philosophiques des communistes) est une attitude objectivement révolutionnaire.

De cette constatation, nous tirerons la conclusion de cette intervention : les révolutionnaires en 1963, en Algérie, ce sont le communiste et le nationaliste qui décident sans tarder d'unir leurs efforts politiques et pratiques, de confronter leurs vues politiques, chacun respectant et appréciant l'apport de l'autre, se souvenant de ce mot du grand philosophe El Ghazali : « N'établir aucune différence entre la vérité découverte par soi et la vérité découverte par autrui » ; l'un et l'autre rêvant que d'ici la prochaine étape ils auront le temps de mieux se connaître, de faire reculer leurs préjugés mutuels, de surmonter leurs divergences dans l'effort commun pour bâtir un pays moderne afin de s'engager toujours ensemble sur des bases solides, en compagnons, en camarades, en frères, sur le chemin du socialisme et afin que sur notre terre, terre des rangs serrés de la cavalerie numide et du plain-chant, terre de saint Augustin et d'Ibn Khaldoun, terre de marins prestigieux et d'artisans habiles, notre peuple heureux et fier, puisse dire aux prolétaires de tous les continents, et en premier lieu aux prolétaires russes qui ont ouvert, en 1917, les premiers, la voie au destin le plus merveilleux de l'humanité, aux prolétaires français qui ont semé la graine socialiste sur notre terre : frères prolétaires, sur ce continent africain arrosé par le sang et la sueur de générations d'esclaves, voici le premier pays du pain et des roses.

PIERRE VILLON

LA POLITIQUE DE L'AXE BONN-PARIS A LA LUMIERE DE L'HISTOIRE

A propos du livre de Gilbert Badia · Histoire de l'Allemagne contemporaine.

DEPUIS que j'ai lu *Histoire de l'Allemagne contemporaine* (1917-1962), de Gilbert Badia [1], une idée m'obsède : l'idée que la vérité historique sert le combat de la classe montante, qu'elle lui permet de gagner des alliés parmi les autres classes et couches laborieuses, parmi les autres démocrates et patriotes, parmi tous ceux qui ont le souci de la liberté, du progrès, de l'indépendance nationale et de la paix.

Le capital monopoliste et les forces politiques à son service ne peuvent supporter cette vérité. Pour faire admettre par le peuple leur politique déterminée par leurs intérêts de classe, ils ont besoin de remplacer la vérité historique par des mythes.

Ainsi la politique gaulliste par rapport à la République fédérale allemande et sa manifestation la plus récente, le traité de coopération signé par de Gaulle et Adenauer, soulèveraient une tempête d'indignation si la masse des Français, et surtout des Français de moins de trente ans, connaissait l'histoire des forces et des hommes qui dirigent le pays promu au rang d'allié privilégié.

L'ouvrage de Badia est un dossier à charge contre cette politique, bien qu'il n'ait pas été écrit dans ce but et qu'il s'en tienne à exposer des faits vérifiés, bien qu'il ne soit donc pas un ouvrage de propagande ou une œuvre polémique, mais un livre d'histoire scientifique.

UNE HISTOIRE SCIENTIFIQUE

Scientifique, il l'est d'abord parce qu'il ne contient aucune affirmation qui ne soit étayée par des preuves. Il l'est aussi et surtout parce que c'est le livre d'un historien marxiste. Son auteur, à la différence des historiens bourgeois, ne se contente pas d'exposer une succession d'événements ou d'examiner les intentions et la psychologie des

(1) Parue aux *Editions sociales*, service de vente, 24, rue Racine, Paris-6e.

personnalités dirigeantes. Il fait apparaître l'action des forces de classe en présence et les conditions économiques et politiques qui déterminent leur comportement.

C'est justement parce qu'elle est celle d'un marxiste que l'*Histoire de l'Allemagne contemporaine*, de Badia, est scientifique et qu'elle établit la vérité historique utile à notre combat.

Ainsi, par exemple, des historiens qui négligent ou taisent le rôle du capital monopoliste allemand dans l'avènement de Hitler et dans sa politique et qui ne veulent voir que son caractère démoniaque, confinant à la folie, tournent le dos à cette vérité scientifique. Ils contribuent même — et pas toujours inconsciemment — à une des mystifications qui servent si bien la politique de l'impérialisme allemand et celle des milieux qui, en France et ailleurs, s'allient avec lui. En effet, leur thèse aboutit à décharger la classe dirigeante allemande de toute responsabilité dans la politique agressive et expansionniste de Hitler, sans parler de leur responsabilité dans les crimes monstrueux du nazisme.

Badia, au contraire, prouve non seulement que les maîtres des cartels et des banques ont porté Hitler au pouvoir, mais encore, tout au long de sa description du règne hitlérien, il nous apprend les avantages exorbitants qu'ils en ont tirés et le rôle qu'ils ont joué dans l'orientation de sa politique.

Mais revenons à notre remarque que ce livre est un dossier à charge contre la politique de l'axe Bonn-Paris et essayons de nous en expliquer.

LE CARACTERE PARTICULIEREMENT AGRESSIF DE L'IMPERIALISME ALLEMAND

D'abord, il nous fait comprendre la nature particulièrement agressive de l'impérialisme allemand, due à ses origines et aux conditions particulières de sa naissance (2). Car, heureusement, Badia fait précéder le premier chapitre de son ouvrage — chapitre sur le tournant de 1917 — par une introduction d'une cinquantaine de pages qui relate l'unification de l'Allemagne autour de la Prusse féodale, militariste et policière, l'essor économique de ce Reich bismarckien, son entrée en tant que puissance impérialiste dans la compétition avec les autres Etats impérialistes qui se sont déjà partagés le monde.

Malgré sa croissance rapide qui le pousse à conquérir des sources de matières premières et des marchés, l'impérialisme allemand était relativement faible, par rapport à ses concurrents nantis. Il cherchera à compenser sa faiblesse par la violation des traités et par la brutalité de ses méthodes de guerre. C'est ainsi qu'il violera la neutralité de la Belgique en 1914 et qu'il emploiera la guerre sous-marine à outrance contre les paquebots et les cargos, y compris des pays neutres.

L'impérialisme allemand est handicapé par sa situation géographique. Pour faire de la « politique mondiale », il lui faudrait un accès direct à l'Atlantique ou au Moyen-Orient, qui ne soit pas contrôlé par ses concurrents comme l'est la Baltique et la mer du Nord. Cette situation le pousse à la recherche de conquêtes territoriales en Europe même ou au moins à la vassalisation d'une partie importante de l'Europe.

Badia cite des faits qui permettent de constater que la politique expansionniste de l'Allemagne de Guillaume II était celle, non pas du seul

(2) Voir à ce sujet ce que nous avons nous-mêmes écrit dans *Allemagne d'aujourd'hui*, page 7.

monarque, mais de toutes les forces sociales dirigeantes : la grande industrie et la haute banque, donc le capital financier, la propriété agraire semi-féodale et son prolongement, la caste militariste. La composition de la Ligue pangermaniste, fondée en 1891, en est l'illustration.

Dès ce moment, on trouve dans l'arsenal idéologique de l'impérialisme allemand le thème de la supériorité germanique (donc le nationalisme et le racisme, avec son sous-produit : l'antisémitisme), et le thème de « l'espace-vital-insuffisant ». Dès ce moment aussi, l'impérialisme allemand affirme ouvertement comme un principe moral le droit d'appliquer les méthodes du génocide contre les peuples dits inférieurs, y compris les peuples slaves. Les autres impérialistes pratiquaient certes également ces méthodes à l'occasion dans leurs colonies, mais ils ne s'en vantaient pas et ils n'ont pas tenté de les fonder moralement. (Voir page 29, tome I, le discours adressé au corps expéditionnaire partant réprimer le soulèvement des Boxers, en Chine.)

SES BUTS DE GUERRE EN 1914-1918

Il est significatif pour le rôle du capital financier allemand dans la politique d'agression du Reich que ce sont les industriels qui adressèrent au Chancelier, le 20 mai 1915, un mémoire sur les buts de guerre à réaliser, parmi lesquels on trouve l'annexion de la Belgique, de la côte française jusqu'à la Somme, du Bassin de Briey, des villes de Belfort et Verdun. (Voir note 2, page 77, du tome I.) Il est aussi significatif que même Erzberger, l'homme politique du Zentrum qui, le 6 juillet 1917, devant l'échec de la guerre sous-marine et en présence d'autres difficultés, demanda au Reichstag de se prononcer pour une « paix sans annexion ni indemnité », ne voyait dans sa propre proposition qu'un moyen d'obtenir « Briey et Longwy par voie de négociation » (voir p. 78, note 1).

Aux faits cités par Badia, j'en ajouterai un autre, révélé par un article paru sur *Neues Deutschland* du 9 janvier dernier, sur les origines et les mobiles de la politique européenne de Bonn. L'auteur, Harri Czepuck, cite le texte — trouvé dans les archives de la chancellerie — du projet de programme des buts de guerre que le Chancelier von Bethmann-Hollweg avait adressé, le 9 septembre 1914, à un de ses ministres. Parmi ceux qui y avaient collaboré, il y avait Karl Helfferich, banquier, qui devint plus tard secrétaire d'Etat aux Finances et directeur de la Deutsche Bank. Outre des revendications territoriales, ce programme contenait l'idée d'une union douanière devant englober la France, la Belgique, la Hollande, le Danemark, l'Autriche-Hongrie, la Pologne, éventuellement aussi l'Italie, la Suède et la Norvège « sous une apparente égalité des droits de ses membres, mais en fait sous direction allemande ».

DE STRESEMANN A HITLER, UN MEME BUT EXPANSIONNISTE

Dans la période de la République de Weimar, nous retrouvons, grâce à l'ouvrage de Badia, la même volonté d'hégémonie et de conquête. Là encore, c'est un homme qui, presque autant qu'Erzberger, était pourtant la bête noire des ultras du nationalisme, Stresemann, qui s'attela à la réalisation des conditions qui permettraient à l'Allemagne, en

manœuvrant et en jouant un double jeu [3], en faisant des déclarations pacifiques pour tranquilliser les peuples, de devenir puissante afin de récupérer les territoires perdus, assurer son hégémonie en Europe et ses plans expansionnistes.

Les succès qu'obtint l'impérialisme allemand dans cette période étaient — déjà — dus essentiellement au fait qu'il faisait valoir devant les vainqueurs français, américains et anglais, la nécessité de s'opposer à l'intérieur au « *danger communiste* » et à l'extérieur à la « *menace soviétique* ».

En outre, certaines forces monopolistes en France et en particulier la sidérurgie, à défaut d'avoir pu — à cause de l'opposition anglaise et américaine — se soumettre leurs concurrents allemands, considérait comme profitable une association avec eux. A ce moment, comme après la seconde guerre mondiale, ils comptent avoir leur part de bénéfices dans le réarmement allemand.

La politique de Locarno, présentée — déjà — comme une « *réconciliation franco-allemande* », comme le début « *d'une ère nouvelle, d'une ère de bonheur pour l'humanité* », qui, dans l'esprit de ses promoteurs français et anglais, devait être la base d'une alliance antisoviétique, fut un moyen efficace pour l'impérialisme allemand de se débarrasser des obligations imposées par le traité de Versailles quant aux réparations et au désarmement et d'obtenir des crédits américains pour assurer le relèvement de son potentiel industriel.

En lisant la deuxième partie du tome premier de l'ouvrage de Badia, qui porte sur la période 1924-1929, on ne peut se défendre contre l'envie — malgré toutes les différences — de faire des analogies, par exemple entre le plan Dawes et le plan Marshall, entre le traité de Locarno et la constitution du Conseil de l'Europe, etc., etc.

Il est significatif qu'à l'arrière-plan de la politique de cette époque il y eut la constitution d'une entente internationale des producteurs d'acier et de fonte allemands, français, anglais, belges et italiens — comme il y a eu le « plan Schumann » et la « Communauté européenne charbon-acier » comme préface au réarmement de la République fédérale !

Après ce que nous avons déjà dit sur le fait qu'Hitler apparaît, grâce aux preuves apportées par Badia, essentiellement comme l'exécuteur de la politique du capital monopoliste allemand, il est inutile d'insister longuement sur le caractère expansionniste et agressif de la politique de la grande bourgeoisie allemande pendant cette époque. Des ruines qui ne sont pas encore toutes relevées, des blessures et des deuils qui ne sont pas tous oubliés, en témoignent.

LES MEMES FORCES DOMINENT LA R.F.A.

Or, cet impérialisme allemand qui a joué un rôle si néfaste en Europe, qui a démontré de façon si indiscutable son caractère particulièrement agressif, ses méthodes particulièrement barbares, c'est le même qui règne aujourd'hui sur la République fédérale.

Dans les pages où Badia analyse la situation de ce pays, et particulièrement sa concentration industrielle, on retrouve les noms des mêmes industriels qui ont profité du règne hitlérien, voire même de celui de Guillaume II et de Bismarck, de ceux qui ont exploité jusqu'à la mort les

(3) Dans une lettre au Kronprinz où il précisait ses objectifs (Dantzig, le corridor polonais, l'annexion de l'Autriche), il employa son mot fameux « finassieren ».

déportés dans leurs usines (voir page 177 du tome II) et fourni les gaz toxiques pour les exterminer.

On y trouve aussi les mêmes banques. On y trouve la même caste militariste, héritière des traditions prussiennes, qui a réussi à se maintenir à travers les vicissitudes de l'histoire de l'Allemagne au sein du grand Etat-major et qui, Badia le prouve, a servi avec fidélité les buts de guerre de l'impérialisme allemand sous Hitler — contrairement à ce que voudrait nous faire croire une propagande orientée qui présente les criminels de guerre Speidel ou Heusinger comme des opposants au régime nazi [4]. Si les généraux de la Bundeswehr actuelle ne sont déjà plus tous d'anciens généraux de Hitler, ceux-ci arrivant à la limite d'âge, les nouveaux ne vaudront pas mieux. Ils sortent des cadres moyens et inférieurs de l'armée hitlérienne dont un grand nombre étaient des nationaux-socialistes convaincus (voir page 197 du tome II) et même des officiers SS autorisés, depuis avril 1956, jusqu'au grade de lieutenant-colonel, à reprendre du service.

C'est à l'Etat allemand dirigé par de telles forces que le traité de l'Elysée lie notre pays plus étroitement que jamais. C'est à ses troupes, à sa marine et à son aviation qu'il ouvre encore plus largement l'accès de nos camps, de nos dépôts, de nos ports et aérodromes militaires. Après l'offre exprimée par de Gaulle à Hambourg devant l'école de guerre [5], le traité permet à cette Allemagne, par une coopération en matière d'armement ne comportant aucune réserve, la possibilité de connaître le résultat des recherches françaises sur les fusées et les armes nucléaires, de participer à leur construction et de disposer de cette « force de frappe ». Car ce n'est évidemment pas sans cette contrepartie qu'elle accepte de participer au financement de sa construction.

MEME POLITIQUE DE REVANCHE, MEMES METHODES POUR EN CREER LES CONDITIONS

Tout cela est d'autant plus grave que ce ne sont pas seulement les mêmes forces sociales impérialistes et militaristes qui dirigent la R.F.A., mais qu'elles ne cachent même pas leur volonté de « libérer » la République démocratique allemande et de reprendre les Sudètes et les territoires au-delà de l'Oder-Neisse.

Il faut être aveugle ou se boucher les yeux volontairement pour affirmer, comme le font les porte-parole du pouvoir gaulliste, que la politique des milieux dirigeants de l'Allemagne fédérale serait pacifique.

---

(4) Cette propagande tente de tirer argument de leur arrestation après le 20 juillet 1944. Mais les deux n'ont certainement pas joué un rôle important dans la conspiration, sinon leur vie n'aurait pas été épargnée. Mais eussent-ils même joué un tel rôle, cela ne contredit pas ce que nous écrivons. Badia montre que les principaux conjurés n'agissaient à ce moment, où la guerre était perdue, que pour sauver, au profit de l'impérialisme, ce qui pouvait encore être sauvé.

(5) Il n'est pas inutile de rappeler le passage de ce discours du 7 septembre 1962 auquel nous faisons allusion : « L'armement, dans sa conception et dans sa réalisation, exige maintenant, pour être valable — qui ne le sait mieux que vous ? — la mise en œuvre de ressources et de capacités scientifiques, techniques, industrielles, financières dont les limites s'élargissent tous les jours. La France et l'Allemagne pourront d'autant mieux s'assurer des moyens de la puissance qu'elles conjugueront leurs possibilités. »

Un armement *valable* assurant les *moyens de la puissance*, ne peut, dans la bouche du général de Gaulle, désigner autre chose que l'arme atomique. Même sans la confirmation que de Gaulle a apportée à sa conférence de presse du 14-1-63, en réponse à la question de J.M. Herrmann, cette proposition signifiait déjà l'abandon de l'interdiction pour la R.F.A. de posséder des armes atomiques inscrite dans les accords de Londres et de Paris de 1954.

Badia reproduit une partie des innombrables preuves qui existent à ce sujet. Son livre étant paru à la veille du voyage du général de Gaulle en Allemagne occidentale nous en ajouterons deux plus récentes.

Le lendemain de ce voyage, le 23 septembre 1962, le ministre de Bonn qui est aussi l'animateur de la « Landsmannschaft » [6] des Sudètes, Seebohm, déclara à Lorrach : « L'amitié franco-allemande permettra de régler un jour le problème des Sudètes. Chaque pas fait en direction d'une Europe unie facilitera le règlement du problème des réfugiés. » Dans la bouche de Seebohm, qui cent fois a proclamé que les Sudètes doivent revenir à l'Allemagne, cela veut dire que l'aide de la France au reste de « l'Europe » permettra cette reconquête !

Le deuxième aveu des objectifs poursuivis par les milieux dirigeants de Bonn dans leur politique d'alliance avec la France, nous l'avons trouvé dans le *Bulletin de l'Office de presse et d'information* du 30 janvier. D'une part un éditorial, qui se prononce pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, affirme que le renforcement des liens avec la France n'imposait nullement un choix entre celle-ci et les Etats-Unis et souligne l'acceptation ouest-allemande des accords des Bahamas, pour prouver la fidélité de Bonn à l'alliance avec les U.S.A. D'autre part ce bulletin cite dans sa revue de presse un article du journal *die Welt* du 29 janvier qui dit :

« C'est pourquoi les dirigeants allemands doivent faire preuve d'un grand talent diplomatique... pour que les liens qui nous unissent à l'Amérique et qui sont la pierre angulaire de la politique extérieure allemande ne souffrent pas de ces événements. »

Le même bulletin cite, enfin, un article du journal *Deutsche Zeitung* disant : « Pour cette raison (parce que le traité de l'Elysée n'est pas encore en vigueur - P.V.) de Gaulle n'a pas encore de compte à rendre à la République fédérale. Il n'a pas non plus besoin que l'Allemagne donne son accord pour empêcher l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. »

Si de Gaulle espère que la République fédérale allemande jouera le rôle de brillant second dans une petite Europe dirigée par la France, ou pour le moins le rôle d'associé loyal et fidèle, de telles déclarations montrent que la réalité est tout autre. L'impérialisme allemand compte en fait être la force dirigeante de la coalition franco-allemande. Il profitera de cette coalition pour renforcer ses positions dans tous les domaines. Grâce à elle il renforce son armée; il obtient l'annulation des clauses discriminatoires inscrites dans les accords de Londres et de Paris, jusques et y compris de celle concernant les armes atomiques; il obtient le droit d'installer ses dépôts d'armes, ses avions, ses navires de guerre et ses troupes chez ses alliés, ce qui les rend d'autant plus dépendants de sa politique; il obtient la possibilité de s'implanter dans les anciennes colonies françaises restées économiquement dépendantes du capital français [7]. Il peut occuper des positions économiques en France même en se partageant, avec le capital monopoliste français, les dépouilles de l'industrie non-monopoliste; il peut déjà traiter l'Alsace et la Lorraine comme économiquement reliées à l'Allemagne de

(6) Le mot signifie : communauté des originaires d'une même province. La Landsmannschaft des Sudètes groupe les transplantés qui, en vertu des accords de Potsdam, ont été expulsés des Sudètes et habitent l'Allemagne de l'Ouest. Il existe une telle association d'originaires pour chacune des régions où étaient implantées des minorités allemandes. Elles entretiennent toute la nostalgie de la « terre natale », l'idée que les expulsés sont des victimes d'une injustice et que cette injustice doit être réparée... par le retour de ces terres à l'Allemagne.

(7) Une correspondance de Francfort publiée par le *Neues Deutschland* du 13 février 1963 nous apprend que la Deutsche Bank vient d'acquérir des participations dans les filiales africaines du Crédit Lyonnais et que la Berliner Handelsgesellschaft en a acquis dans les filiales africaines de la B.N.C.I.

l'Ouest et y établir de nombreuses entreprises allemandes qui sont autant de points d'appui pour sa pénétration politique [8]. Enfin, il obtient l'appui du gouvernement français pour ses revendications politiques — tel que la reconnaissance de l'intégration illégale de Berlin-Ouest dans la République fédérale [9] — et pour sa ligne politique opposée à toute détente entre le bloc atlantique et le camp socialiste.

Mais, tout en emportant les cadeaux que lui apporte le « fiancé » français, la Gretchen impérialiste du Rhin et de la Ruhr continue de jurer fidélité à d'autres « fiancés » et particulièrement au puissant protecteur américain. Elle signe les accords de Nassau le jour même où de Gaulle proclame qu'il les rejette. Elle se prononce pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun le jour où de Gaulle la refuse brutalement.

Elle appâte l'industrie de l'armement français en faisant miroiter qu'elle achèterait des « Mirage III » ou un char fabriqué en France, mais une fois qu'elle a obtenu ce qu'elle désire, par exemple l'accord de 1960 sur la mise à la disposition de la Bundeswehr des bases en France, ou l'accord de l'Elysée, qui lui donne l'arme nucléaire, elle se ravise, achète des chasseurs américains et décide de construire son propre char qui sera armé d'un canon anglais puisqu'il faut aussi contenter ce troisième fiancé au moment où il a quelques raisons d'être jaloux !

Ainsi l'impérialisme allemand continue la méthode du « finassieren », manœuvrant de façon à tirer avantage des uns et des autres pour être toujours mieux à même de jouer son propre jeu et de poursuivre ses propres buts, de façon aussi d'empêcher un accord entre les puissances occidentales sur le problème allemand et sur Berlin [10]. En effet, un tel accord, confirmant comme définitives les frontières de l'Allemagne fixées à Potsdam, reconnaissant au moins « de facto » l'existence de la R.D.A. et empêchant l'utilisation de Berlin-Ouest comme base de provocation et comme moyen d'excitation à la guerre, couperait l'herbe sous les pieds des forces agressives qui dirigent l'Allemagne de l'Ouest. Dans une Europe ainsi apaisée (et à plus forte raison si l'accord comportait la « désatomisation » ou même la démilitarisation des deux Etats allemands) l'impérialisme allemand ne pourrait plus espérer redevenir une grande puissance militaire et reprendre la marche vers les conquêtes territoriales. Sa peur panique devant un règlement raisonnable du problème allemand vient encore de s'exprimer devant les déclarations réalistes que vient de faire le nouveau dirigeant du Parti travailliste, Harold Wilson. Non seulement les journaux de la C.D.U. ont menacé de ne plus soutenir l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, mais encore un des dirigeants social-démocrates les plus solidaires de l'impérialisme allemand, Fritz Erler, a été dépêché à Londres pour tenter d'obtenir une modification de la politique allemande du Parti travailliste !

---

(8) Récemment, des représentants de l'industrie badoise et alsacienne se sont réunis, avec les représentants de l'U.N.R., du M.R.P. et de la C.D.U. (le parti chrétien-démocrate d'Adenauer), à la mairie de Colmar, pour former une « Communauté économique Alsace-Brisgau ». Elle se propose la coordination du développement industriel de la région. Il est facile de savoir qui tirera les avantages politiques de ce rapprochement, vu que la quasi totalité de la population alsacienne parle un dialecte allemand.

(9) Alors que les gouvernements des trois puissances occupantes s'étaient opposés, en 1949, à ce que la « loi fondamentale » considère Berlin-Ouest comme un « Land » de la R.F.A., alors que les Accords de Londres et de Paris de 1959 excluaient Berlin-Ouest explicitement de leur champ d'application et que M. Couve de Murville déclarait publiquement, devant la conférence des ministres des Affaires étrangères de Genève, en 1959, que Berlin-Ouest ne fait pas partie de la R.F.A., le traité de l'Elysée contient une clause disposant qu'il est applicable dans le « Land Berlin » !

(10) Badia cite des documents et des faits qui prouvent de façon frappante le double jeu d'Adenauer (page 296 du tome II) proclamant son opposition au réarmement encore à un moment où il avait depuis longtemps pris des dispositions pour l'obtenir !

LE RAPPORT DES FORCES ENTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS ET ALLEMAND

Le livre de Badia nous apprend aussi combien déjà le potentiel économique de la République fédérale allemande est supérieur à celui de la France : elle produit, par exemple, deux fois plus d'acier que notre pays. Sa part à la production mondiale était de 10,4 % en 1960, alors que celle de la France n'était que de 7,7 %, et les exportations allemandes dépassent depuis 1959 les exportations anglaises.

Elle investit de plus en plus de capitaux à l'étranger : 3.395 millions de marks entre 1952 et décembre 1960, mais 500 millions dans les seuls six premiers mois de 1961 !

Cependant, les positions économiques de la France dans ses anciennes colonies se sont avérées bien moins solides que la bourgeoisie dirigeante l'espérait en 1958, à l'époque de l'éphémère « Communauté ». Le pétrole du Sahara a perdu également, pour différentes raisons et particulièrement par l'accession de l'Algérie à l'indépendance, la valeur d'atout de puissance que lui attribuaient ces mêmes milieux à cette époque.

Pour ne pas être supplanté par l'impérialisme américain ou anglais en Afrique, le capital financier français a besoin de s'associer avec le capital financier allemand (c'est le sens de l'association des 18 Etats africains au Marché commun), comme il cherche à s'associer avec lui pour améliorer sa position au sein de l'alliance atlantique. Mais dès maintenant le rapport des forces fait que ce n'est pas l'impérialisme français, mais l'impérialisme allemand qui dirigera l'association Bonn-Paris et qui y fera prévaloir ses volontés.

Ce rapport des forces permet de comprendre pourquoi le traité de l'Elysée n'apporte aucun avantage réel à l'impérialisme français, mais beaucoup à la R.F.A. La France doit compenser par des cadeaux politiques, économiques et militaires son infériorité de puissance réelle !

Le plus significatif est que de Gaulle voulait une force de frappe nucléaire française essentiellement pour jouer dans la petite Europe le rôle de protecteur. Mais le prix exorbitant de cette force de frappe l'oblige à implorer l'aide financière et technique de la R.F.A. et de lui donner en échange la possibilité d'en disposer également, ce qui fait que non seulement le rêve de la prédominance gaulliste sur l'Europe s'évanouit, mais encore que l'Allemagne de l'Ouest obtient l'arme qui peut lui permettre de déclencher la guerre pour ses revendications territoriales et d'entraîner la France et ses autres alliés dans la catastrophe !

Ainsi de Gaulle et la bourgeoisie monopoliste, dont il exprime les intérêts, n'ont même plus l'excuse de chercher à affirmer leur rôle dirigeant en Europe. Ce but est déjà irréalisable. Qu'ils continuent néanmoins à poursuivre la politique de l'axe Bonn-Paris, cela ne peut s'expliquer que par leur antisoviétisme foncier et leur volonté d'empêcher, avec leurs congénères allemands, toute détente en Europe, parce qu'ils savent que cette détente écarterait, avec l'anticommunisme, l'obstacle qui s'oppose encore à l'union des démocrates contre le pouvoir personnel, c'est-à-dire — exprimé en terme de classe — à l'union de la classe ouvrière et des classes moyennes contre le capital monopoliste. Encore qu'ils se trompent là aussi, car leur politique allemande, dans la mesure où apparaîtra son caractère aventurier et antinational, peut être un des mobiles les plus puissants conduisant vers une telle union.

Ainsi depuis 1918, la grande bourgeoisie française passe toujours de la tentative de se subordonner le potentiel économique de l'Allemagne à l'acceptation d'une association où les monopoles allemands tiennent les rênes : de l'occupation de la Ruhr en 1923 on en vient à Montoire, de l'annexion de la Sarre et des prétentions sur la Rhénanie en 1945 on en vient au traité de l'Elysée !

LES MAUVAIS PRETEXTES

Mais le livre de Badia ne nous apporte pas seulement les éléments permettant de condamner la politique allemande du pouvoir gaulliste. Il nous permet aussi de combattre les prétextes par lesquels celui-ci tente de la justifier.

Ainsi de Gaulle et son appareil de propagande cherchent à faire croire que la décision de l'Allemagne et l'existence de la République démocratique allemande et l'instauration du socialisme dans cet Etat auraient été imposés par l'Union soviétique. Or les faits cités par Badia montrent la volonté délibérée de certains milieux américains de s'appuyer sur les forces les plus réactionnaires dans leur zone et de faire des trois zones d'occupation occidentales un Etat qui serait un allié pour une croisade antisoviétique. Badia cite d'ailleurs des faits prouvant que de Gaulle lui-même était alors partisan d'un morcellement de l'Allemagne, contraire aux buts fixés par les accords de Potsdam.

Badia montre également que l'aspiration à se débarrasser des monopoles capitalistes et de la féodalité agraire, pour éliminer les bases sociales du fascisme, du militarisme et de l'impérialisme existait autant à l'Ouest qu'à l'Est de l'Allemagne dans les masses ouvrières en 1945 [11]. Aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, se sont constituées à cette époque des alliances entre communistes et socialistes, voire même avec d'autres démocrates qui répondaient au désir de procéder à des réformes garantissant le caractère démocratique de l'Allemagne future. Mais tandis que les occupants soviétiques se sont appuyés sur ces forces antifascistes et leur ont permis de procéder à des nationalisations et à une réforme agraire, les occupants occidentaux ont tout fait pour briser l'union des antifascistes et se sont opposés à l'application d'une réforme agraire véritable ou de nationalisation [12].

Badia consacre aussi un chapitre particulier de son livre à Berlin-Ouest. Tandis que de Gaulle se montre particulièrement intraitable sur ce problème et prétend perpétuer le régime actuel d'occupation sous prétexte qu'il résulterait d'accords intangibles, le livre de Badia apporte la preuve que Berlin-Ouest n'est pas un onzième Land de la R.F.A. et que les droits d'occupation invoqués par de Gaulle ont perdu toute valeur juridique, parce que ces droits faisaient partie des accords de Potsdam dont toutes les autres clauses ont été violées par les signataires occidentaux. En reconnaissant, par le traité de l'Elysée, le « land Berlin », il ajoute lui-même une violation nouvelle à toutes les autres et il enlève ainsi toute justification à sa prétention de maintenir le statu-quo.

Dans ce chapitre on trouve également un bref exposé des raisons ayant conduit, le 13 août 1961, à l'érection du « mur » entre Berlin-Est et Berlin-Ouest, exposé qu'il sera utile de faire lire à ceux qui sont trompés

(11) Voir aussi à ce propos dans le n° 30-31 de *Recherches internationales : Allemagne d'aujourd'hui*, l'étude : « *La lutte pour l'unité dans la Ruhr* (1946) ».

(12) Dans un article des *Cahiers du Communisme*, n° 12, décembre 1959, j'avais déjà souligné qu'ils ont mis leur veto contre l'application de telles réformes dans des « Land » où elles avaient été votées par des majorités au cours d'un référendum.

par la propagande haineuse et mensongère qui a pour thème ce soi-disant « mur de la honte ».

Mais le prétexte le plus important que la propagande officielle avance pour justifier le resserrement de l'alliance avec l'Allemagne d'Adenauer (qui est surtout celle de six trusts de l'acier, de trois trusts de l'industrie chimique et de trois grandes banques) et en particulier le traité de l'Elysée, c'est le prétexte de la réconciliation avec le peuple allemand.

Certes, le livre de Badia ne s'attaque pas à ce prétexte. Mais en décrivant l'origine, l'évolution, le caractère, la situation, le rôle et la politique de la République démocratique allemande, il permet d'ébranler ceux qui se sont laissés tromper par cette mystification.

De Gaulle et les siens font comme s'il n'existait pas et ils appellent la R.F.A. « L'Allemagne ». Mais lorsqu'on sait que la R.D.A. existe et ce qu'elle est, des questions très simples s'imposent : pourquoi la réconciliation avec le peuple allemand à la manière gaulliste exclut-elle les 17 millions d'Allemands de l'Est, pourquoi cette réconciliation se fait-elle avec l'Allemagne qui revendique les territoires d'autrui et non avec celle qui reconnaît la frontière Oder-Neisse comme une frontière définitive, une « frontière de la paix » ? Et pourquoi se fait-elle avec un gouvernement allemand qui comprend d'anciens hitlériens, et qui se solidarise avec les pires criminels de guerre, de sorte que pour le satisfaire et sceller cette réconciliation de Gaulle a libéré le « boucher de Paris », Oberg et son adjoint Knochen, tandis que n'est pas reconnu le gouvernement de l'autre Etat allemand qui, lui, ne comprend que des antihitlériens éprouvés ?

Ces questions ne peuvent que conduire à la conclusion que la réconciliation qui nous est tant vantée n'est pas celle que désire notre peuple et particulièrement la jeunesse. Il désire en finir avec l'hostilité entre nos deux peuples pour éliminer ce qui lui semble avoir été la cause de la plupart des guerres que la France a subies dans le passé. C'est donc pour assurer la paix qu'il désire la réconciliation avec le peuple allemand, mais non pas pour faciliter aux vieilles forces agressives de l'Allemagne au pouvoir à Bonn leurs provocations contre l'autre Etat allemand, ni pour les aider à reconquérir une partie de la Pologne ou de la Tchécoslovaquie, ni pour que la France se place sous la dépendance des pangermanistes et des racistes hitlériens.

IL EXISTE DES FORCES PACIFIQUES EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE

En fait le traité de l'Elysée, avec sa coopération essentiellement militaire est tout autre chose qu'une réconciliation entre les deux peuples en faveur de la paix. Il constitue au contraire une consolidation de l'influence dirigeante qui, depuis 1945, s'efforcent de reconquérir la puissance et qui se sont toujours opposés à toute détente entre le monde socialiste et le monde capitaliste.

A plusieurs reprises et particulièrement dans la conclusion de son livre, Badia note l'apolitisme de la masse de la population de la R.F.A. Il est le résultat de l'histoire du peuple allemand et d'une dépolitisation méthodiquement fabriquée et qui a d'autant mieux réussi que la prospérité du pays a fait passer au deuxième plan les problèmes qui auraient pu être à l'origine d'une formation de conscience politique. Badia note que les citoyens de la R.F.A. « ont enfin la conscience pure ».

C'est donc qu'à un moment ils avaient un sentiment de culpabilité ? En effet, ce sentiment était largement répandu après la défaite de 1945.

C'est en partant de ce sentiment, en montrant au peuple les causes et les responsables des crimes commis par l'Allemagne et des malheurs subis par le peuple allemand, que les démocrates de la zone d'occupation soviétique y ont formé une conscience civique et qu'ils ont obtenu l'appui du peuple pour l'élimination des racines du fascisme et du militarisme [13].

Dans la classe ouvrière, dans la jeunesse qui avait vécu lucidement les horreurs de la guerre, l'aspiration à une Allemagne débarrassée de ses mauvais bergers a été en Allemagne de l'Ouest, bien qu'elle y ait été contrecarrée — et non aidée, comme au-delà de l'Elbe — assez puissante pour susciter des mouvements aussi importants que celui contre la remilitarisation avec les « Ohne uns » ou, il y a peu d'années, celui de la classe 42, s'opposant à la convocation d'une période de réservistes, ou encore le mouvement contre l'armement atomique.

Les dirigeants de droite du Parti socialiste, préoccupés de s'installer dans le régime, soucieux de plaire aussi aux électeurs ex-hitlériens, mais peu enclins à être les martyrs d'une lutte contre les forces économiques et politiques dirigeantes, se sont toujours efforcés de liquider de tels mouvements, en commençant par en prendre la tête pour ensuite se rallier à la position du gouvernement, en se contentant de quelques « réserves » ou critiques de détail [14].

Pourtant l'horreur du régime hitlérien était assez profonde pour que la volonté d'éviter son retour existe encore fortement aujourd'hui. En voici deux preuves toutes récentes. L'affaire du « Spiegel » est la première. Cette affaire a subitement montré aux Allemands de l'Ouest le caractère antidémocratique de leur régime. Ils ont vu dans la façon dont cette affaire avait été montée, le retour aux méthodes de la Gestapo et l'absence de garanties juridiques pour les opposants qui osent critiquer le gouvernement ou dénoncer les malhonnêtetés d'un ministre.

La deuxième preuve est la réaction de la classe ouvrière contre le projet de « loi d'urgence » (Notstandsgeretz), loi qui permet au gouvernement de suspendre toutes les garanties et libertés constitutionnelles. Cette opposition est si puissante qu'au dernier congrès de la grande centrale syndicale D.G.B. une majorité de délégués a battu les dirigeants socialistes de droite et a voté une résolution exigeant des actions de masse contre l'adoption de cette loi.

Or, la politique des puissances occidentales, s'alliant avec l'Allemagne de l'Ouest malgré sa politique antidémocratique et agressive et maintenant le traité de l'Elysée, contribue à consolider l'influence des forces de revanche, à entretenir l'apolitisme et la « bonne conscience » de la plus grande partie des citoyens de l'Allemagne occidentale. Elle favorise l'illusion qu'avec l'appui de ses alliés la R.F.A. obtiendra, sans guerre, par le seul chantage à la force l'annexion d'abord de la R.D.A. et ensuite des territoires perdus, au-delà de l'Oder et de la Neisse. Elle encourage même les anciens Waffen-SS à se présenter comme des « précurseurs-de-l'esprit-européen-face-à-la-barbarie-bolchevique ».

Cette politique affaiblit donc et isole les forces démocratiques lucides qui, en Allemagne de l'Ouest, combattent le gouvernement Adenauer, sa politique de revanche et de fascisation, de même que les concessions faites à l'Allemagne de Hitler par les puissances occidentales ont été des

(13) Ils auraient encore mieux réussi si la politique menée à l'Ouest n'avait pas faussé la possibilité d'un choix : en passant à l'Ouest, on pouvait retrouver bonne conscience et même une situation de choix, sans abjurer ni regretter son ancien engouement pour le régime hitlérien.

(14) L'interdiction du Parti communiste allemand, en gênant l'activité de ce parti et en constituant un élément d'intimidation pour les autres démocrates conscients, a naturellement facilité ces manœuvres d'étouffement.

coups de poignard dans le dos de l'opposition courageuse qui osait lutter contre un régime pouvant se prévaloir de tant de succès obtenus grâce à ces « concessions ».

En combattant le traité de l'Elysée et la politique de l'axe Bonn-Paris, nous nous montrons les meilleurs soutiens des forces qui en Allemagne de l'Ouest luttent pour la paix et qui, de ce fait, préfigurent avec la R.D.A. une Allemagne pacifique.

Puisque cette politique risque de conduire à la guerre en livrant l'arme nucléaire aux militaristes allemands impatients de prendre leur revanche, et puisque une guerre, aujourd'hui, mettrait fin à l'existence du peuple allemand, ceux qui luttent en France contre cette politique sont les meilleurs amis du peuple allemand, ceux qui le défendent malgré ses mauvais bergers et malgré l'inconscience de la majorité des citoyens de l'Allemagne de l'Ouest.

UNE POLITIQUE QUI FACILITERAIT LA RECONCILIATION AVEC TOUT LE PEUPLE ALLEMAND

Ceux qui, en Allemagne fédérale ont vécu l'horreur de la guerre et de la tyrannie hitlérienne et qui, au lendemain de la capitulation de 1945 désiraient construire une Allemagne démocratique et pacifique, débarrassée des oligarchies financières, des nazis et de la caste militariste, sont encore assez nombreux pour combattre efficacement la politique des maîtres actuels, pourvu qu'il leur apparaisse clairement qu'elle est un danger mortel pour l'Allemagne, qu'elle serait vouée à la faillite et qu'elle déconsidère l'Allemagne de l'Ouest aux yeux des peuples.

Une politique française qui contribuerait à cette prise de conscience susciterait également dans la jeunesse ouest-allemande, aspirant à la vie et au bonheur, des forces capables de réagir dans l'intérêt de la paix.

Quelle est cette politique ? C'est celle qui refuserait fermement et sans équivoque tout soutien aux revendications tendant à l'annexion de la République démocratique allemande, à la révision des frontières et à la récupération des territoires perdus en 1945, et qui exigerait au contraire que la République fédérale reconnaisse, comme l'a fait la République démocratique, le caractère définitif des frontières actuelles des deux Etats allemands.

Il faudrait donc que la France se prononce en faveur d'un traité de paix qui confirme ces frontières. Il faudrait qu'elle refuse à l'Allemagne de l'Ouest tout ce qui peut favoriser ses plans de revanche, par exemple l'accession à l'armement nucléaire, que ce soit par le moyen d'une force de frappe « multinationale » ou « nationale », ou encore le soutien de sa revendication sur Berlin-Ouest et de son opposition à la transformation de ce territoire en ville libre, neutralisée.

Il faudrait aussi que la France cesse de se soumettre à l'exigence de la doctrine Hallstein, qui prétend s'opposer à toute reconnaissance de la R.D.A. en sanctionnant les Etats qui outrepassent cette interdiction. La non-reconnaissance de la R.D.A., l'approbation de la thèse ouest-allemande que la R.F.A. serait le seul Etat allemand légitime, est un encouragement à ceux qui prétendent annexer par n'importe quel moyen le premier Etat allemand pacifique.

En général, toute initiative française allant dans le sens de la coexis-

tence pacifique, du règlement des problèmes litigieux par la négociation du désarmement, couperait l'herbe sous les pieds des forces orientées, en Allemagne, vers la revanche.

Si la France et, grâce à elle, les autres puissances occidentales rectifiaient leur politique dans cet esprit, la population de la R.F.A., dans sa masse, prendrait conscience du fait qui a déjà été reconnu par un des dirigeants du parti libéral, Dehler, à savoir que la politique d'Adenauer a fait faillite, qu'elle a approfondi la division de l'Allemagne et éloigné l'unification. Cette population verrait alors clairement que la prétention d'obtenir l'unification et la révision des frontières par l'appui des forces atlantiques est dépourvue de toute base réelle, et ceux qui continueraient alors à prêcher la croisade lui apparaîtraient comme des gens dangereux.

La lutte de notre peuple pour une telle politique, particulièrement avec le mouvement de la paix, dans le cadre des Etats-Généraux, doit s'accompagner d'un effort en vue de multiplier les contacts et les échanges avec le peuple allemand des deux Etats allemands et de démontrer que notre lutte contre le militarisme et l'impérialisme allemand n'a pas pour mobile un quelconque sentiment chauvin et nationaliste, mais au contraire la volonté de défendre la sécurité et l'existence de nos deux peuples et le désir d'établir entre eux une réconciliation véritable, c'est-à-dire une réconciliation qui ne serait dirigée contre aucun autre peuple.

L'ouvrage de Badia, en aidant tous les camarades à mieux connaître les données du problème allemand, leur permettra de mieux convaincre les autres citoyens de la nécessité de lutter pour une politique étrangère française capable de faire échec au militarisme allemand.

■

Ce qui précède tente de montrer toute l'importance de l'*Histoire de l'Allemagne contemporaine* pour notre bataille en faveur de la paix, c'est-à-dire pour un des secteurs essentiels de notre lutte contre le pouvoir personnel, celui-là même où il est possible de faire la démonstration du caractère antinational de sa politique.

Mais il serait erroné de croire que la lecture de cet ouvrage nous apporte seulement cela. Voici, au hasard, quelques exemples d'autres enseignements que j'y ai notés.

En lisant le chapitre II de l'introduction, chapitre qui décrit le mouvement ouvrier allemand après 1890, et particulièrement le passage sur le révisionnisme ainsi que les théories développées par la social-démocratie allemande autour de 1927, on est frappé par l'analogie entre les théories de Bernstein et de Hilferding et celles qui ont été développées chez nous au cours de ces dernières années par toutes sortes de personnages qui prétendaient rénover le marxisme en jetant ses principes par-dessus bord et qui accusaient notre Parti de ne pas voir ce qui, selon eux, serait « nouveau ». Par exemple, c'est déjà Bernstein qui prétendait que le capitalisme serait devenu capable de prévenir les crises ou encore que son caractère se modifiait grâce à la multiplication du nombre des actionnaires !

C'est Hilferding qui préconisait en 1927 un « capitalisme organisé » qui substituerait le principe socialiste de la planification au principe de la libre concurrence. N'est-ce pas là le thème de ceux qui voudraient nous entraîner dans une planification — impossible — du capitalisme ?

Lorsqu'on apprend à quel point Bernstein et d'autres révisionnistes excu-

saient et justifiaient, dès avant 1914, le colonialisme et l'expansionnisme de l'impérialisme allemand pour finir, en 1914, par faire cause commune avec lui en faveur de la guerre impérialiste (de même d'ailleurs que l'immense majorité des socialistes français firent alors cause commune avec l'impérialisme français), on comprend mieux cette remarque faite il y a quelques années par Maurice Thorez qu'il ne faut pas voir la cause de la division dans « l'anticommunisme », mais dans le choix de la collaboration de classe, fait pas les dirigeants réformistes.

En effet, ce n'est pas « l'anticommunisme » et encore moins des prétendues erreurs de tactique qui peuvent expliquer les trahisons de l'internationalisme prolétarien et de l'intérêt de la classe ouvrière allemande commis par les révisionnistes entre 1900 et 1918, pour la simple raison qu'il n'existait alors ni de pays socialiste, ni (sauf en Russie) des partis communistes issus d'une scission entre marxistes et réformistes. Ce qui explique ces trahisons, c'est que les dirigeants révisionnistes avaient délibérément choisi la collaboration de classe et répudié la lutte de classe.

Une autre période est également pleine d'enseignements pour nous et notre combat pour établir une véritable démocratie. C'est celle de la République de Weimar.

Combien de fois n'a-t-on pas prétendu chez nous que la République de Weimar se serait effondrée devant l'hitlérisme parce qu'elle aurait été trop démocratique, donnant trop de pouvoirs au Parlement et conduisant à des crises ministérielles trop fréquentes. De là à affirmer que, pour éviter le fascisme, la démocratie doit être restreinte et que le gouvernement doit pouvoir se maintenir contre la volonté de la majorité du peuple, il n'y a qu'un pas, qui a été franchi par tous ceux qui, en 1958, ont cru devoir se prononcer en faveur de la constitution gaulliste.

Or, l'histoire de Weimar prouve au contraire que dès le 13 octobre 1923 un gouvernement allemand s'était fait donner les pleins pouvoirs, portant atteinte aux droits du Parlement et lui permettant de gouverner de façon autoritaire de régler les difficultés économiques sur le dos de la classe ouvrière, et de faire destituer, par l'envoi de la Reichswehr, les gouvernements ouvriers, composés de socialistes de gauche et de communistes, qui s'étaient constitués démocratiquement et légalement en Thuringe et en Saxe.

En outre, la constitution de Weimar accordait au Président du Reich, élu directement par le peuple, des pouvoirs beaucoup plus proches de ceux que possède le Président de la V^e^ République que de ceux que détenait le Président de la III^e^ ou de la IV^e^.

Par exemple, il pouvait dissoudre le Parlement (Reichstag) lorsque celui-ci refusait sa confiance au chancelier désigné par le Président.

Celui-ci disposait de l'article 48 de la Constitution qui lui permettait de suspendre les droits fondamentaux et d'autoriser le Chancelier à gouverner par décrets-lois.

Grâce à ces dispositions Brüning gouverna en 1931 en éliminant tout contrôle parlementaire, Hindenbourg put désigner Hitler comme chancelier et, quatre jours plus tard, par une ordonnance « pour la protection des peuples », lui octroyer des pouvoirs dictatoriaux et installer le règne de la terreur.

Ce n'est donc pas de trop de démocratie que la République de Weimar est morte, c'est au contraire parce que les classes dirigeantes, le capital monopoliste et la grande propriété agraire, pouvaient s'en servir comme d'un instrument d'oppression contre le peuple et parce que le pouvoir présidentiel

leur permettait, grâce à la division de la classe ouvrière, d'instaurer « légalement » le fascisme.

Inutile de dire que la description des efforts du Parti communiste allemand en vue d'arriver à l'unité d'action antifasciste avec le Parti social-démocrate et les raisons et arguments des dirigeants de ce dernier pour refuser cette action commune sont d'un intérêt passionnant et comportent des leçons qui, après trente ans, n'ont rien perdu de leur valeur.

De même, certaines erreurs commises alors par le Parti communiste allemand, par exemple le fait qu'un programme, adopté en 1939, fixait l'instauration d'une République soviétique allemande comme objectif immédiat, au lieu de fixer celui de la défense de la démocratie et des droits politiques des masses populaires, sont pleins d'enseignement et justifient la politique de notre Parti qui, depuis 1933, a toujours su fixer à chaque moment les objectifs immédiats réalisables et capables de rallier l'ensemble de la classe ouvrière et de leur assurer l'alliance des classes moyennes.

Enfin, ce qui ne manque pas d'intérêt, c'est de retrouver dans les termes employés par les nazis et par ceux qui ont favorisé son avènement au pouvoir, les termes, voire même les mots, employés par de Gaulle et sa propagande.

Hitler déjà parlait avec mépris du « *système des partis* ». Il réclame un Etat « *au-dessus des partis* », préoccupé uniquement de l'intérêt national.

Mais arrêtons-nous là et souhaitons que ce que nous avons dit du livre de Badia donne envie à des milliers et des milliers de camarades de le lire. Ils n'en seront pas déçus.

Et, ce qui est l'essentiel, ils seront mieux armés pour nos combats d'aujourd'hui.

WALDECK
L'HUILLIER

L'OFFENSIVE GAULLISTE CONTRE LES LIBERTÉS COMMUNALES ET DÉPARTE-MENTALES

Le pouvoir gaulliste s'attaque maintenant aux libertés communales et départementales. Quel est le sens de cette offensive et comment y faire échec ?

LES RAISONS DE CETTE OFFENSIVE

LE pouvoir personnel, poursuivant la mise au pas du pays, s'en prend maintenant à la structure des 38.000 communes et aux 90 départements français.

L'autonomie communale — pour relative qu'elle soit — représente un des obstacles le plus sérieux qu'il rencontre encore sur sa route. *Toute opposition lui étant dangereuse, le pouvoir gaulliste s'attaque aux libertés communales qui constituent un foyer de résistance important à sa politique antidémocratique* (1).

Malgré le système électoral, la tutelle étouffante de l'appareil d'Etat, et notamment des préfets, les franchises municipales, encore existantes, inquiètent donc sérieusement le gouvernement.

(1) A ce sujet, on lira avec intérêt le livre que vient de publier Jacques Duclos intitulé : « Gaullisme, technocratie, corporatisme ».

Un mécontentement profond, résultant des difficultés grandissantes de gestion dues à la politique gouvernementale, existe parmi les élus aussi bien dans les villes que dans les bourgs. Il constitue une source d'opposition grandissante. C'est sans doute également une des raisons du referendum du 28 septembre 1962. Jusque-là, la Constitution prévoyait l'élection du Président de la République par un corps électoral de 78.000 grands électeurs, composés essentiellement d'élus municipaux. Or, il semble qu'au renouvellement de son septennat, de Gaulle risquait de perdre la majorité dans ce corps électoral, qu'on peut situer au centre des formations politiques.

On connaît aussi l'importance du rôle des municipalités, l'influence des réalisations des municipalités communistes, les répercussions, parfois considérables, des prises de positions des conseils municipaux ou des conseils généraux.

■

Comme le soulignait, Laurent Salini, dans *l'Humanité* du 1er avril 1963 : La commune est devenue un obstacle pour la monarchie dévorante qu'est l'Etat gaulliste : obstacle à ses offensives contre le niveau de vie des travailleurs ; obstacle au pillage de la richesse nationale par les trusts ».

On assiste donc, depuis 1958,, à une vaste opération qui se précise mieux maintenant et *qui vise deux objectifs essentiels :*

1) Réduire l'opposition républicaine en portant un coup redoutable aux libertés locales ;

2) Utiliser les travaux et investissements des collectivités locales (environ 700 milliards d'anciens francs par an) afin de donner aux monopoles des super-profits.

IMPORTANCE DE LA DÉMOCRATIE MUNICIPALE

Les luttes d'autrefois

Dès le XIe siècle, époque du brigandage, la création d'une commune correspond au triple besoin : d'ordre, de liberté et de paix.

La commune a été un levain qui marqua l'avènement de la bourgeoisie entre la société féodale et la royauté.

Au Moyen Age l'émancipation des villes (7 révolutions communales), a été souvent obtenue par la force. Elle se concrétise

par l'obtention des chartes qui délimitent le territoire, établissent des règles de droit privé, organisent l'autonomie municipale, tant politique qu'administrative.

Le premier théoricien de la souveraineté populaire à l'époque médiévale, Marsile, dit de Padoue, recteur de l'Université de Paris en 1312, écrivait : « La cité est formée par la communauté des citoyens, à laquelle appartient le pouvoir suprême. » Ses écrits furent condamnés par le Pape, et le Synode des Evêques, en 1213, condamna la commune qui, disait-il, « établissait des usages diaboliques ».

Louis XIV porta des coups redoutables aux communes, elles connurent alors la décadence; en effet, elles constituaient un moyen puissant d'auto-défense de la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir.

Dès la Révolution de 1789, le mot « commune » change de sens. La Révolution institue les municipalités et bourgades. Après l'an VIII, le Premier Consul, le général Bonaparte organise un contrôle sévère des élus locaux par la création des préfets.

Les maires sont nommés par le gouvernement. Napoléon I^er^ craignait le maire élu. Général, il pensait que la meilleure administration était l'organisation militaire. Il résumait ses conceptions de l'administration ainsi : l'autorité était son principe; l'obéissance, sa loi; la discipline, sa force.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, différents décrets-lois marquent profondément la vie des communes françaises.

L'Etat — dit de Vichy — malmène, lui aussi, les libertés municipales. De nombreux maires sont révoqués. Avec l'appui des troupes d'occupation, les libertés municipales sont réduites à néant.

Ainsi l'histoire, depuis dix siècles, montre que cette longue lutte pour les libertés communales est un des éléments de la démocratie en France et que les libertés communales en sont une composante essentielle. Les forces de progrès ont toujours exigé de larges pouvoirs locaux, la réaction au contraire tentant constamment de les limiter.

Néanmoins, nous n'oublions pas ce que sont les municipalités, en régime capitaliste.

Comme le Parlement et les Conseils généraux, *les municipalités sont des organes de l'Etat*, soumises à ce qu'on nomme couramment : « *les autorités supérieures* ». Il ne s'agit pas d'un simple contrôle, mais d'une tutelle véritable, sévère.

Le maire est, aussi, le représentant du pouvoir central. Il possède des pouvoirs propres sur lesquels l'assemblée locale n'a aucun droit de regard; il est chargé, sous « l'autorité de l'administration supérieure », de la publication et de l'exécution des lois et des règlements, ainsi que des mesures de sécurité publique.

L'histoire des Conseils municipaux représente une conquête des forces progressives sur la réaction, mais dont l'exercice est constamment faussé par la bourgeoisie dirigeante. Celle-ci rabaisse

l'administration des communes à n'être qu'un rouage de la machine d'Etat qui tend à maintenir, contre les revendications de la classe ouvrière et des forces démocratiques, la domination de la classe possédante.

Mais, *il ne s'ensuit nullement que l'action des municipalités soit stérile*. Au contraire, conçue et réalisée en rapport étroit avec l'ensemble de la lutte politique de la classe ouvrière et de son Parti, le rôle des municipalités est extrêmement positif et important.

La gestion des communes par une Assemblée élue contribue à l'éveil politique des masses; elle aide la classe ouvrière dans sa prise de conscience sur le caractère limité des possibilités municipales, sur la nature du pouvoir d'Etat, sur la nécessité de défendre et d'élargir les libertés communales. En outre, elle permet à nos populations de voir à l'œuvre les municipalités ouvrières, les élus communistes qui pratiquent une politique municipale entièrement au service des masses laborieuses. C'est également une école de démocratie active et efficace. C'est à l'échelle des collectivités locales que se fait l'apprentissage de la démocratie.

L'administration communale est une excellente école, complétant la formation des cadres communistes et leur préparation technique.

Jules Guesde indiquait, il y a cinquante ans, « la classe ouvrière au pouvoir aura besoin de cadres administratifs, nombreux et capables ».

La gestion des maires *donne d'immenses possibilités de liaison avec les masses* sans contact habituel avec le Parti.

Elle permet d'éclairer l'opinion sur le caractère réactionnaire et rétrograde de l'Etat capitaliste, comme c'est notamment le cas actuellement avec le pouvoir gaulliste qui préfère sacrifier l'équipement social et culturel du pays à la course aux armements atomiques. Enfin, les assemblées communales constituent des points d'appui du mouvement ouvrier dans sa lutte permanente contre l'exploitation et le pouvoir capitaliste.

■

Mais naturellement, tout n'est pas possible à partir de la gestion communale en régime capitaliste. On verra d'ailleurs plus loin les méthodes employées par le pouvoir pour entraver constamment cette gestion. Il faut en effet bien comprendre et montrer la limite des possibilités de la gestion municipale, sinon on endosse des responsabilités qui, en réalité, sont celles de l'Etat. La classe au pouvoir agit constamment pour empêcher une libre gestion démocratique qui lése ses intérêts. Elle utilise donc pour cela de multiples procédés, n'hésitant pas à violer sa propre légalité, quand celle-ci la gêne.

Parmi ceux-ci, retenons par exemple le système électoral (Cens, scrutin majoritaire, scrutin proportionnel, etc...), différent suivant les époques, la gratuité des fonctions qui interdit souvent aux travailleurs de siéger en permanence, système des subventions qui rendent les municipalités dépendantes du pouvoir central, etc...

Rappelons en passant que, si Paris est la seule commune française qui n'a pas de maire, par contre le département de la Seine est nanti de deux préfets.

Le domaine de la gestion communale est considérable, et souvent insuffisamment connu.

Les municipalités communistes sont entièrement au service de la population laborieuse. Elles sont au service des vieillards qui, après une rude vie de travail ont tant besoin d'être aidés. Elles sont au service de la jeunesse qui a tant besoin de terrains de sports, de stades, de piscines, de foyers de jeunes, d'une formation professionnelle, etc.

Leur solidarité aux conscrits et jeunes soldats n'est pas un vain mot. L'action des municipalités *en faveur de l'enfance et de l'école laïque* se manifeste, en premier lieu, dans le domaine scolaire. Alors que les constructions scolaires devraient être entièrement à la charge de l'Etat, elles dépensent chaque année des centaines de millions pour la construction et l'entretien des écoles auxquelles elles consacrent 20 à 30 % de leur budget pour les écoles et les œuvres para-scolaires.

Mais *la culture populaire* n'est pas pour autant délaissée, ni le soutien des luttes ouvrières.

Enfin, leur action est parfois spectaculaire dans le *domaine de la construction*. On connaît le drame terriblement angoissant de la crise du logement en France. Pour cela, elles ont utilisé tous les moyens, malgré l'absence de crédits, le sabotage des administrations, les loyers lourds pour les ouvriers :

— Offices municipaux ou intercommunaux d'H.L.M., coopérative d'H.L.M., d'accession à la propriété ou de location ; édification d'immeubles par le Conseil municipal, la prise en charge de la voierie et des réseaux divers. Sous certaines garanties, elles utilisent présentement les Sociétés d'économie mixte là où elles peuvent être effectivement majoritaires.

A cette énumération qui intéresse aussi les villages, *il y a dans l'action de nos maires ruraux* des points particuliers, tels :

— la réfection des chemins, les adductions d'eau (souvent sous forme d'associations intercommunales), l'électrification des écarts, les foyers ruraux et bains-douches, le téléphone public, l'installation de points d'eau pour la lutte contre l'incendie, etc.

On comprend d'après cette énumération non limitative, à laquelle il convient d'ajouter le vote du budget qui conditionne toute la gestion communale, l'importance et l'influence des réalisations municipales.

En effet, les impôts directs (centimes additionnels) peuvent être établis d'une façon plus démocratique et aboutir à faire payer

proportionnellement plus aux gros contribuables, notamment aux usines (Patente), qu'aux travailleurs qui paient la contribution mobilière.

Ainsi on peut faire payer aux riches une grande partie des réalisations municipales, rendant aux familles sous une autre forme (sociale ou culturelle) bien plus qu'elles n'ont payé d'impôts locaux.

LA MISERE DES COMMUNES

Treize millions de ruraux attendent l'eau courante et, au rythme actuel, il faudra un demi-siècle pour donner l'eau à toutes les fermes ; les chemins communaux constituent un grave souci pour toutes les communes, le logement est le drame quotidien de nombreuses familles qui harcèlent les municipalités pour trouver un toit : l'exode rural ne cesse de se développer, bien des petites communes se vident de la partie la plus active de la population : la jeunesse. Dans certaines villes de France, 4 % seulement des immeubles sont rattachés à un réseau d'égout ; à Paris même, 10 % des habitants n'ont pas l'eau courante ; les écoles surchargées sont souvent pourvues de jeunes maîtres, sans qualification encore suffisante.

En ce qui concerne les finances municipales, dont le système — il est vrai — est archaïque, certaines petites communes ont déjà imposé plus de 160.000 centimes additionnels, soit en moyenne 160 fois plus qu'en 1939; les subventions sont extrêmement rares et les autorisations d'emprunt sont rendues presque impossibles.

L'OFFENSIVE GAULLISTE CONTRE LES LIBERTÉS LOCALES

Sans doute convient-il de remarquer que les atteintes aux libertés locales, résultant de la loi municipale de 1884, n'ont pas commencé avec le pouvoir gaulliste. Déjà, avant-guerre, les décrets-lois Laval et Paul Raynaud avaient amenuisé ces libertés. Les mesures prises par Vichy n'ont pas été toutes abrogées.

Mais depuis 1958, une vingtaine d'ordonnances, lois et décrets ont considérablement augmenté la tutelle et un redoutable dispositif est maintenant en place.

En fait, c'est en réalité l'existence même des 38.000 communes et des 90 départements qui est en jeu.

Les objectifs : juguler les collectivités locales et utiliser leurs

investissements au profit des monopoles s'imbriquent étroitement l'un dans l'autre.

Les projets tendant à définir les structures de la haute administration, portant organisation administrative et économique départementale et régionale (15 circonscriptions et 60 départements), créant cinq chambres professionnelles dans les départements ; création d'un ministère chargé de la Réforme administrative (Joxe) ; la régionalisation du IVe Plan avec ses tranches opératoires et ses comités régionaux ; la déconcentration administrative entreprise dans quatre départements (Vienne, Seine-Maritime, Corrèze et Eure) ; les districts et les multiples sociétés d'économie mixte ; la création d'une délégation à l'aménagement du territoire (Guichard) ; le remplacement du maire et des deux premiers adjoints par des fonctionnaires préfectoraux dans les villes de plus de 30.000 habitants; les regroupements de petites communes annoncés par Frey, lors de la discussion du budget de l'Intérieur, constituent un ensemble cohérent et représentent un danger extrêmement sérieux pour les libertés locales.

Mais en même temps le gouvernement agit pour « *mettre en condition* » *populations et élus locaux.*

Le procédé se résume ainsi :

En premier lieu, par le refus systématique des crédits (subventions et autorisations d'emprunts) aux collectivités locales, par une série d'obstacles administratifs d'emprunt qui font faire aux dossiers déposés une très longue promenade dans les divers bureaux. Un dossier H.L.M. doit notamment passer par 60 bureaux et il en est sensiblement de même pour les constructions scolaires.

De plus, le refus ou simplement le retard d'une subvention entraîne l'impossibilité de contracter un emprunt. Ainsi un maire qui voudrait à tout prix réaliser et renoncerait à la subvention ne pourrait malgré tout construire, faute de pouvoir emprunter.

Dans le même temps, dans les discours officiels, on dénonce la carence, l'incapacité, le mauvais vouloir des élus municipaux qui n'utilisent pas tous les crédits mis à leur disposition par le généreux gouvernement gaulliste. On économise de la sorte des sommes très importantes : 40 % des crédits scolaires et 25 % des crédits H.L.M. sont ainsi détournés chaque année et affectés par exemple à la « force de frappe ».

Il résulte de cette tactique :

— Une économie substantielle de crédits ;

— Un discrédit des élus, dont on dit à la population (la radio et la télévision étant d'entière obédience gaulliste) qu'ils sont responsables de l'absence d'écoles et de logements.

On accroît aussi le découragement qui atteint certains maires, déjà rebutés par la complexité et l'ampleur de leur tâche. Les préfets jouent tantôt de la menace, tantôt de promesses ou de flatteries pour obtenir les adhésions aux districts, l'abdication devant les organismes financiers, notamment des sociétés d'économie mixte.

Avec le syndicat intercommunal à buts multiples de Beaumont, dans la Dordogne, nous avons un exemple remarquable des moyens utilisés et des résultats qui laissent aux maires... le dixième de leur budget d'autrefois.

Alors, la « carence » des élus locaux démontrée, on pourra plus facilement imposer des délégations spéciales ou des fonctionnaires préfectoraux. Telle était déjà la méthode de Napoléon qui considérait les préfets comme des empereurs au petit pied ne pouvant s'attacher au territoire qu'ils gouvernaient en son nom. Et Vichy, en nommant les maires, poursuivait le même objectif.

En mettant ses fonctionnaires à la tête des 139 villes françaises de plus de 30.000 habitants, le gouvernement disposera de serviteurs zélés appliquant strictement les directives du pouvoir, donc des monopoles. Ainsi, avec sa majorité d' « inconditionnels » à l'Assemblée nationale, son Sénat corporatif qu'il vise d'instituer, le pouvoir personnel disposera en plus d'un formidable appareil communal à sa complète dévotion.

Actuellement, le gouvernement poursuit son offensive dans trois directions principales :

1. Autonomie communale

On peut résumer ainsi le dispositif essentiel déjà amorcé :

— Création autoritaire des districts urbains ;

— Regroupement ou fusion de 25.000 communes rurales et leur intégration dans 5.000 ou 6.000 secteurs ruraux (municipalités de canton) ;

— Organisation de « régions » visant à détruire les institutions départementales et à les remplacer par des organismes étroitement soumis au pouvoir central ;

— Remplacement des maires et des deux premiers adjoints par des agents du gouvernement dans les villes de 30.000 habitants et plus ;

— Projet de transformation du Sénat en Assemblée corporative.

Trois éléments sont alors à considérer :

a) Le regroupement ou la fusion de dix petites communes pauvres ne peut suffire à rendre la nouvelle commune, ainsi créée, plus riche. C'est une question d'octroi de crédits suffisants à ces communes, pour leur gestion et leur équipement.

b) Une manœuvre très fréquente ne peut rester sans réponse : la différence entre la décentralisation et la déconcentration.

La déconcentration est un thème cher aux services du ministère de l'Intérieur qui assurent que ces mesures seraient un remède aux maux des collectivités locales. Cette déconcentration se traduit

par le transfert des pouvoirs des ministres aux préfets qui peuvent prendre, sans en référer à Paris, toutes décisions. Cela peut paraître séduisant et en même temps éviter bien des démarches. Mais quelles décisions pourront prendre les préfets et les sous-préfets, obligés d'obéir strictement aux directives gouvernementales, s'ils n'ont pas plus de crédits et si les organismes prêteurs sont toujours aussi étroitement contrôlés par le ministère des Finances ?

Le meilleur argument que l'on puisse apporter sur la déconcentration, c'est celui qui fut donné par un ministre de Napoléon III (lequel s'y entendait en matière de démocratie), Odilon Barrot, lorsqu'il spécifiait : « La déconcentration, c'est le même marteau qui frappe mais on en a raccourci le manche. »

La différence entre la déconcentration et la décentralisation, c'est que la décentralisation est le gouvernement des autorités locales par elles-mêmes.

Dans ce domaine, on peut rappeler une déclaration faite par M. Biondi, alors secrétaire d'Etat à l'Intérieur :

> « Pour que la décentralisation soit réalisée, il faut que les Conseils généraux et les Conseils municipaux règlent par leurs propres délibérations toutes les questions administratives, départementales et communales ; il faut ensuite que leurs décisions soient exécutées sous leur contrôle, par leurs élus, président du Conseil général et maire. »

c) Il s'agit d'une *double attaque*, à la fois contre *les communes et le Sénat*, qui s'intitule le « Grand Conseil des Communes de France », et qui constitue la représentation des collectivités locales.

La tactique utilisée et les étapes prévues peuvent se décomposer ainsi :

a) Obtenir la démission de Monnerville ;

b) Transformer le Sénat en chambre corporative ;

c) Réduire encore, puis supprimer les libertés locales.

La volonté de transformer ou de supprimer le Sénat s'inscrit bien dans le cadre des attaques contre les collectivités locales.

2. Finances et Budget

Pour 1962, on peut évaluer l'ensemble des budgets ordinaires, des départements et des communes, c'est-à-dire assurant la gestion à 1.200 milliards d'A.F. et leurs investissements à 600 milliards. On mesure l'importance de ces chiffres.

En quatre ans (1956 à 1960), les dépenses communales ont augmenté de 50 %, les taxes locales de 25 % et les centimes additionnels de 50 %.

A) *Réforme des finances locales.*

L'ordonnance du 7 janvier 1959 supprime les centimes additionnels (forme relativement démocratique des impôts locaux). Ils sont maintenus provisoirement, mais la révision cadastrale (foncier) et celle des valeurs locatives (patentes) s'opère dans l'ombre.

Il faut souligner la duperie que représente cette soi-disant réforme, la matière imposable restant la même. Cette réforme n'est même pas un alignement sur le système alsacien-lorrain, qui est différent de celui des autres départements et existait sous la législation allemande de 1895.

B) *Taxe locale.*

Cette taxe indirecte, donc antidémocratique, a un rendement de 400 milliards d'anciens francs en 1962. Sa particularité est d'alimenter un Fonds national de péréquation qui, disposant de 40 milliards, alimente la moitié des budgets des petites communes, notamment par une recette minimum garantie de 3.300 anciens francs par habitant (1963).

Ce système de répartition, comme le principe de la taxe locale, constituent une « pomme de discorde » entre les villes et villages.

La manœuvre gouvernementale annoncée consiste en ceci : suppression de la taxe locale et, par compensation, majoration de 2 % de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.), donnant environ 400 milliards qui seraient, au moins dans le début, ristournés aux collectivités locales.

En même temps, opérée dans le secret du ministère des Finances, la refonte antidémocratique des centimes additionnels permettrait, sous le prétexte d'autonomie fiscale, de supprimer le versement de 400 milliards de la taxe locale. D'où bénéfice pour l'Etat qui garderait pour lui les 2 % compensateurs de la T.V.A., tandis que départements et communes doubleraient le montant des impôts locaux et en supporteraient la responsabilité.

Le fonds routier et la vignette auto constituent des précédents explicites, mais ici l'opération est d'importance car elle donnerait 400 milliards et un Trésor.

C) *Mise à la charge des communes des dépenses d'Etat.*

(Contingent d'aide sociale, police, charges scolaires, etc.).

D) *Subventions réduites ou supprimées.*

Comme pour réaliser un emprunt, il faut justifier d'une subvention de l'Etat. En refusant celle-ci, le gouvernement gagne sur les deux tableaux : économie sur les subventions et refus automatiques des emprunts. Mais il retire aussi de ces méthodes un bénéfice politique : il fait augmenter les impôts locaux, condamne ou fait condamner cette augmentation en accusant les municipalités d'incurie, d'incapacité, de contrecarrer sa politique de baisse de prix.

3. Organismes paramunicipaux

Les organismes de construction H.L.M. sont l'objet d'attaques qui pourraient se traduire par l'arrêt des travaux H.L.M., l'attribution par le préfet des logements construits (manœuvre démagogique de Fanton à Paris), le développement d'organismes de construction privés tels Cogifon (de la banque Rothschild) qui peut construire 100.000 logements locatifs par an à la place des offices municipaux d'H.L.M. De même en ce qui concerne les Caisses des écoles et bureaux d'aide sociale, où les municipalités sont en minorité, le pouvoir tente de les placer complètement sous son contrôle et sa direction.

■

Par ces attaques de grande envergure, le gouvernement tente d'atteindre trois objectifs :

1°) *Museler l'opposition municipale en transformant les structures des collectivités locales.*

En 1789, il existait 44.000 paroisses. Actuellement il y a 38.000 communes. On donne comme modèle l'Italie qui, avec 50 millions d'habitants n'a que *8.000 communes.*

Une des pièces maîtresses est le projet Debré qui prévoit que les maires et les deux premiers adjoints (Finances et Constructions) des villes de plus de 30.000 habitants seraient nommés.

Un hebdomadaire affirmait récemment que les études poursuivies au ministère de l'Intérieur tendent à supprimer *la préfecture de la Seine, au profit d'une « préfecture régionale » dont le premier titulaire pourrait être M. Hans Picard et qui grouperait tous les départements de la Région parisienne.* On envisagerait la suppression du Conseil général de la Seine et une modification de la loi qui régit *les élections municipales à Paris.*

Selon un autre périodique, le ministère de l'Intérieur envisagerait de provoquer *des élections municipales anticipées à Paris au printemps prochain.*

2°) Soulager les finances de l'Etat, en mettant, en plus grand nombre et de façon massive, à la charge des communes des dépenses qui incombent au gouvernement. Ainsi, grâce aux économies faites, celui-ci peut dire que les impôts d'Etat n'augmentent pas et que les centimes additionnels des collectivités locales, mal gérées, ont doublé en cinq ans.

Il convient d'ajouter que le District de Paris a, sans consentement des Conseils municipaux, augmenté les impôts locaux dans la Région parisienne de 5 à 44 %, afin de financer des travaux qui sont du ressort de l'Etat.

3°) Permettre aux intérêts privés de procéder à des investissements rentables dans les travaux des collectivités locales, par leur intermédiaire et avec leur garantie.

L'urbanisme exige des réalisations d'intérêt public de plus en plus nombreuses : de multiples projets doivent être réalisés et leur caractère social ou public l'emporte sur le caractère économique : aménagement de quartiers, rénovation d'îlots, construction de logements, de ponts, d'aérodromes, de ports, de gares routières, de marchés-gares, d'autoroutes, d'ensembles urbains, d'aménagement de régions, comme le Rhône et Bas-Languedoc, etc... eau, électricité, écoles, dispensaires.

Ces réalisations exigent des investissements considérables dont la durée est longue. Or ces capitaux privés demandent des durées courtes, de gros intérêts et des garanties.

C'est pour permettre cela que sont nés, sous l'angle économique : districts, zones critiques, sociétés d'économie mixte, sociétés de développement régional, conférences interdépartementales, régionalisme, commissions départementales d'équipement et enfin, dernière née, la région supra-frontière.

La prolifération de ces organismes est impressionnante ! La Société d'économie mixte et autres se présentent donc aujourd'hui comme l'un des moyens utilisés pour financer et, par voie de conséquence, pour gérer des réalisations, dont l'exploitation économique n'assure pas dans les conditions actuelles des profits suffisants pour être entièrement pris en charge par les capitaux privés. On comprend alors l'intérêt, tout particulier, que manifestent de puissants groupes financiers, ceux-ci n'hésitant pas à s'y associer et même à promouvoir la création de nouveaux organismes.

Les Sociétés d'économie mixte s'appliquent en effet à des projets qui intéressent hautement des capitaux. D'une part, par l'adjudication des travaux et, d'autre part, parce que s'agissant de travaux susceptibles de modifier l'économie locale, les Sociétés d'économie mixte, deviennent alors des centres d'observation et de direction à partir desquels le capital privé peut, le plus efficacement, exploiter les possibilités offertes par les réalisations de ces projets. L'un des dangers c'est que le véritable dirigeant local pourrait ne plus être le maire ou le président du Conseil général, mais le président de la Société d'économie mixte ou de la Société d'expansion régionale, *forts de leur puissance économique*.

Lors d'un récent congrès de l'U.N.R. qui s'est tenu à Strasbourg, un ministre déclarait ceci : « Nous avons trop peu de représentation dans les Conseils municipaux et Conseils généraux, mais nous avons le moyen de tourner cette difficulté, c'est de s'installer en masse dans les Comités d'expansion économique qui seront dotés de pouvoirs puissants. »

■

Devant l'impopularité de ces projets, notamment dans les milieux des élus communaux et départementaux toute cette offensive ne va pas sans manœuvre. Coup de sonde et retraite, intoxication, démentis ne sont pas épargnés.

Par exemple le premier ministre a cru devoir démentir les informations selon lesquelles la réforme administrative aurait pour objet de réaliser des fusions « massives » de communes, des suppressions de départements et le remplacement de maires élus par des fonctionnaires.

Ce démenti est un recul important du pouvoir devant l'émotion et la protestation des élus qui se sont manifestées, notamment lors du Congrès de la Fédération nationale des Elus républicains municipaux et cantonaux, qui s'est tenu à Nice, les 12, 13 et 14 janvier dernier, de la journée d'étude sur l'autonomie locale qui a eu lieu le 16 février à la Mutualité, et des prises de position de très nombreuses associations départementales de maires appelant à *l'organisation d'une journée nationale de protestation et d'action contre ce projet*.

Il constituait, en même temps, une manœuvre à la veille du Congrès des maires de France qui s'est déroulé les 4, 5, 6, 7 mars 1963 et qui a reflété la protestation unanime des maires devant les restrictions, sans cesse plus grandes, apportées à l'autonomie locale.

L'accueil fait par le Congrès au président du Sénat, M. Gaston Monnerville, l'absence prudente de Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, les murmures et interpellations qui interrompirent à maintes reprises, le ministre Frey, venu « pour rassurer » les maires sur les intentions du gouvernement, furent les réponses éloquentes des magistrats municipaux.

Mais les attermoiements du pouvoir ne doivent tromper personne. On se souvient, en effet, en quels termes le gouvernement démentait devant le Parlement, en juillet 1962, l'existence d'un projet de révision constitutionnelle, comment le chef de l'Etat avait assuré que les procédures constitutionnelles de révision seraient respectées et ce qu'il en est advenu, deux mois après, de ces promesses; comment, à propos du district de la Région de Paris en 1961, le premier ministre d'alors affirmait devant l'Assemblée nationale : « Cet établissement public » (le district) *n'étant pas une collectivité, ne pourra naturellement voter ni centimes ni impôts*. » Nous savons aussi ce qu'il en est résulté.

Par ailleurs, il est indiscutable que les projets de réforme administrative, publiés dans la presse, correspondent, mot pour mot, au texte de deux propositions de loi déposées en novembre 1961 sur le bureau de l'Assemblée par le député U.N.R., M. Mirguet : l'une (n° 1574) « *tendant à définir les structures du gouvernement et de la haute administration* » et l'autre (n° 1575) « *portant organisation administrative et économique départementale et régionale* ».

Enfin, ces projets sont l'aboutissement logique des réformes autoritaires qui se poursuivent depuis 1958 et qui tendent à l'institution dans notre pays d'un Etat autoritaire et corporatif.

PEUT-ON TRANSFORMER LES STRUCTURES LOCALES ?

Il ne peut y avoir de libertés communales dans un régime autoritaire. Il est vain de bavarder comme certains sur les « réformes acceptables » ce qui aide objectivement de Gaulle à faire passer ses projets et détourne de la véritable lutte à mener.

Tel est le cas par exemple de l'argumentation de Jacques Fauvet dans *Le Monde* qui écrit :

> « *Que l'actuel pouvoir ait des arrières-pensées politiques ne suffit pas à écarter toute réorganisation administrative. Qu'il vise à travers l'indispensable regroupement des petites communes à changer la base électorale du Sénat et qu'au-delà de l'opportune représentation professionnelle, il cherche à en modifier la compétence, ne change rien à l'obligation de moderniser la démocratie et ses institutions... Tout se tient, la représentation communale, cantonale, départementale et sénatoriale doit être adaptée aux unités de vie économique et sociale, humaine. Ce remodelage, ce remembrement — de la cité à la région — est à la base de toute réforme;* il demandera beaucoup de temps et de doigté car ce sera souvent tailler dans la chair des habitudes. Mais ni les délais indispensables ni les difficultés prévisibles de l'entreprise ne sont des raisons suffisantes pour l'ajourner indéfiniment. »

Ou bien encore de M. Hourticq, Conseiller d'Etat, qui dans la propre revue des maires de France, *Départements et Communes*, explique que la nomination des maires, comme en Hollande, ne serait pas une si mauvaise chose qu'on le pense.

S'il est vrai que, dans le domaine communal et départemental, comme dans d'autres domaines, d'ailleurs, il reste beaucoup de problèmes en suspend et des changements heureux à réaliser, il faut avant tout bien voir *la nature et le sens de l'offensive* actuelle du pouvoir contre les libertés communales. En se saisissant de certaines anomalies, il veut en réalité accaparer de façon autoritaire les gestions communales et départementales au seul profit de la haute finance. C'est pourquoi, dans le cadre du renouveau démocratique, pour ne pas être négatif, pour répondre à l'argument : Vous ne proposez rien alors qu'il y a 15.000 communes « ingéra-

bles », nous devons rappeler les propositions de loi que les groupes parlementaires communistes ont déposées et qui prévoient :

1°) L'extension des libertés municipales, comme le prévoyait la Constitution de 1946;

2°) La suppression des préfets et le transfert de leurs attributions aux présidents et aux bureaux des Conseils généraux ;

3°) Le scrutin proportionnel dans les élections cantonales et municipales et la participation de toutes les couches de la population aux affaires municipales par les élections au suffrage universel;

4°) La réforme démocratique des finances locales;

5°) L'association librement consentie des collectivités locales pour un but précis; association prévue dans le cadre des syndicats de communes, par la loi de 1884, et qu'il convient d'assouplir et de démocratiser. Elle peut permettre le développement des communes et des départements, leur adaptation aux besoins du siècle.

Sur le plan départemental : en finir avec tous les comités économiques, rétablir les droits de gestion du Conseil général qui doit être le plus représentatif de toutes les couches de la population — transfert des pouvoirs du préfet au Conseil général.

LES ELUS MUNICIPAUX ORGANISENT LA LUTTE

Déjà, depuis 1960, la résistance aux attaques du pouvoir se fait de plus en plus vigoureuse. Mais cette action sera inefficace si elle est seulement limitée *aux seuls élus*.

André Maroselli, sénateur-maire de Luxeuil, pouvait dire à un récent colloque tenu le 16 février dernier à la Mutualité :

> « Le succès de notre action dépend donc de l'union que nous allons savoir réaliser. J'adhère pleinement, en ce qui me concerne, à la résolution votée par le récent Congrès de Nice des Elus républicains et notamment à ce passage de la motion qui précise : « L'heure est venue de faire abstraction de tout ce qui nous divise. En développant notre union, nous opposerons un barrage solide aux néfastes entreprises du pouvoir. Sous forme de pétitions, de résolutions, de délégations, de manifestations diverses, exprimons notre volonté de défendre nos collectivités locales. »

Il ajoutait :

« La défense de nos libertés communales, ce n'est pas seulement la défense des mandats que nous détenons du peuple, c'est aussi la défense de nos colonies de vacances, la défense de nos foyers de vieillards, la défense de nos H.L.M., la défense de nos constructions scolaires à une heure où les attaques se multiplient contre l'école laïque, la défense de nos clubs sportifs, tous ces organismes qu'on rêve aujourd'hui de caporaliser. »

L'action à entreprendre

Tout d'abord l'action à entreprendre se situe auprès des populations. Les élus municipaux des villes et des villages doivent mener une campagne systématique contre les projets et mesures gouvernementales. Les municipalités ont des moyens multiples d'alerter la population, d'associer le peuple à cet aspect très important de la lutte pour la démocratie.

L'élément qui compte le plus, *c'est la mobilisation des masses alertées sur les conséquences d'une suppression possible des libertés, des municipalités et de leurs réalisations*. Entraînées par les élus, elles sont seules capables de faire reculer l'offensive gaulliste.

Il ne faut pas oublier les multiples organisations populaires que touche une municipalité : vieux, sportifs, œuvres sociales et culturelles, syndicats, parents d'élèves, sociétés locales, etc...

Les habitants ignorent trop souvent ce qu'ils doivent aux municipalités démocratiques. Les comparaisons entre Paris (où les maires sont nommés) et la banlieue (où les maires sont élus) sont particulièrement édifiantes.

Il faut montrer l'enjeu de cette importante bataille, ce que représenterait la disparition des municipalités en premier lieu des municipalités ouvrières et républicaines. Il faut aussi expliquer que les élus ne défendent pas une situation électorale, leur écharpe, mais mènent le combat pour les libertés républicaines inséparable de la lutte pour une démocratie véritable, donc des intérêts du peuple présents et à venir.

Mais la bataille doit aussi se développer auprès des élus municipaux et de leurs organisations. Beaucoup d'entre eux sentent mieux le danger qui les menace : ou bien ils seront chassés de leurs sièges municipaux, ou bien ils deviendront des fonctionnaires de l'Etat, contraints d'appliquer les directives du préfet.

C'est donc bien une question de vie ou de mort pour les collectivités locales gérées par 478.000 conseillers municipaux, en grande majorité ruraux.

Aussi, le 47e Congrès des maires de France, dont j'ai parlé plus haut, a-t-il été d'une importance considérable.

Une motion solennelle lue devant le Congrès debout, chantant « La Marseillaise », rappelle avec des considérants fortement et justement motivés, leur volonté de faire respecter l'autonomie communale. Elle prévoyait que le 31 mars une réunion simultanée des 38.000 Conseils municipaux (qui, au préalable, auront appelé la population à assister à leur séance) afin que cette motion soit transformée en délibération. Si on ajoute que le Congrès a « assuré la vaillante et courageuse corporation des mineurs de sa sympathie et de sa solidité effective », on mesure à quel point la volonté de s'opposer à toutes mesures du pouvoir personnel contre les libertés a grandi rapidement.

A la fin du mois de mars, des milliers de Conseils municipaux se sont donc réunis et ont approuvé avec enthousiasme les termes de la motion. Ces décisions des élus municipaux ont été remis aux préfets, par les maires du département, avec la même solennité et la même gravité.

Enfin, le Congrès a prévu et mandaté son Comité directeur pour que soit organisée, si les mesures gouvernementales la rendent nécessaire, une manifestation nationale des élus locaux à Paris.

C'est la première fois, dans notre histoire, que de pareilles dispositions sont prises par la quasi unanimité des maires et des Conseils municipaux. Elles montrent la volonté de résistance de ceux qui ont la charge de gérer les communes. Elles constituent un élément d'une importance exceptionnelle dans la bataille pour la démocratie.

Dans la grande bataille engagée pour la défense des libertés et des structures républicaines, le rôle des élus départementaux et communaux est d'une importance considérable.

Chaque jour gagné, chaque recul du gouvernement constituent une victoire.

La liquidation des franchises municipales et départementales sonnerait le glas de nos traditions républicaines.

La gestion démocratique des collectivités locales est un impératif pour que la France reprenne sa marche vers la liberté et le progrès.

JACQUES COUBARD

APRÈS LES SANGLANTS ÉVÉNEMENTS D'IRAK

L'opinion publique mondiale s'est fortement émue des derniers événements d'Irak. La répression sanglante que subissent les patriotes et les démocrates de ce pays témoigne du caractère fasciste du nouveau régime irakien.

EN un mois, le Moyen-Orient a été le théâtre de deux complots réactionnaires. Le 8 février, le général Kassem tombait sous les coups d'une coalition réunissant le parti fasciste Baas, les éléments pronassériens, les féodaux, les grands propriétaires terriens, les monarchistes... Le 8 mars, une coalition analogue prenait le pouvoir à Damas.

La première caractéristique de ces nouveaux régimes est l'anticommunisme. En Irak, le massacre des patriotes aurait fait de 5.000 à 7.000 victimes parmi lesquelles de nombreux militants du Parti communiste irakien, dont le premier secrétaire du Parti : Hussein Radhi.

Cette orientation a reçu immédiatement l'approbation de Washington, de Londres et de Paris. Le soir même du 8 février, le Département d'Etat se félicitait de la réussite du complot en Irak. Le ministère des Affaires étrangères américain était bien renseigné pour la bonne raison que ses services avaient participé dans l'ombre à la conjuration.

Depuis le 14 juillet 1958, les impérialistes cherchaient la brèche à partir de laquelle ils pourraient reconquérir les positions perdues au lendemain de la révolution. Ils la trouvèrent dans l'anticommunisme des cercles de la bourgeoisie nationale se trouvant au pouvoir. Kassem s'était condamné à mort dès 1959 en inaugurant une politique antidémocratique qui allait priver son gouvernement du soutien du peuple. Les intrigues des impérialistes allaient trouver là un terrain fertile pour exploiter les conflits entre différents courants de la bourgeoisie nationale et le désir de revanche des féodaux.

Au lendemain du 14 juillet 1958, l'Irak se libère de la tutelle britannique. En politique extérieure, le nouveau régime pratique une politique neutraliste, anti-impérialiste. Il se retire du pacte militaire antisoviétique CENTO. Il noue des relations avec les pays socialistes. En politique intérieure, des libertés démocratiques sont conquises pour la première fois. L'Irak devient en quelques mois le pays où l'on compte le plus de journaux de tout le Moyen-Orient. Syndicats et organisations de masses sont autorisés. Durant les premiers mois, les partis — membres du Front national qui avait été à l'origine du soulèvement — furent tolérés. Un projet de réforme agraire fut adopté. Les salaires sont augmentés. Des accords visant au développement d'une industrie nationale sont signés avec les pays socialistes.

Au cours de cette première période, le gouvernement du général Kassem bénéficie d'un large appui des masses populaires. Cela devait lui permettre de déjouer les complots qui commencent à se tramer. Quelques mois à peine après la révolution, en effet, le colonel Aref et ses amis « baasistes » exigent du général qu'il entame la répression contre les communistes et qu'il adhère à la République arabe unie. C'est la première manifestation de la peur qui commence à gagner certaines couches de la bourgeoisie irakienne devant le courant impétueux des forces populaires. Le colonel Aref sera mis à l'écart, mais à Mossoul, en mars 1959, ses complices lancent une première tentative armée de coup d'Etat.

Les auteurs en sont considérés aujourd'hui à Bagdad comme des « héros ». A la tête du complot, se trouvait le colonel Chaouaf, fils du Grand Muphti de Bagdad. A ses côtés, étaient représentées toutes les grandes familles féodales de la région mossoulienne et, parmi eux, le chef de la tribu des Chammars, l'un des plus riches propriétaires fonciers du nord de l'Irak, le cheikh Al Yaouer. La réforme agraire et l'abolition de la loi tribale qui avait maintenu jusqu'en 1958 les fellahs dans l'état de serfs du Moyen Age, leur étaient devenues intolérables.

Le complot fut balayé par la colère des paysans et des ouvriers de Mossoul. Les Forces de la résistance populaire — milice armée fondée peu après le 14 juillet — mirent la réaction en déroute avant que Kassem eut le temps de réagir.

Mais loin de tirer les leçons de cette première tentative, le général Kassem traita « avec clémence » les ennemis de la démocratie. Inquiet, lui aussi, du mouvement populaire, il s'attaqua aux défenseurs de la démocratie. Un mois après Mossoul, les seigneurs féodaux étaient amnistiés. Le cheikh Al Yaouer, qui avait trouvé refuge en Syrie — alors sous l'emprise de Nasser — fut autorisé à rentrer en Irak. Les patriotes qui l'avaient combattu furent emprisonnés. Vingt-huit d'entre eux furent condamnés à mort. Ils eurent la vie sauve grâce à la vague de protestations que ce jugement souleva dans le pays et dans le monde. En juin, les Forces de la résistance populaire étaient dissoutes.

Le Parti communiste irakien, qui compte dans ses rangs les plus glorieux combattants de la cause populaire, est interdit. On ne tarde pas à traquer ses militants. Les milices fascistes du Baas les assassinent dans les rues. Le gouvernement ferme les yeux. Les communistes sont jetés en prison : on estime que 2.000 communistes irakiens étaient détenus au moment du putsch du 8 février.

En 1960, deux partis seulement recevront l'autorisation de Kassem : le Parti national démocratique et le Parti démocratique du Kurdistan irakien. Le premier disparaîtra pratiquement de la scène politique deux ans plus tard, écarté par la dictature militaire ; quant au second, la guerre menée contre le peuple kurde le réduira, lui aussi, à la clandestinité.

Et ainsi, tandis que les personnages de l'ancien régime étaient remis en liberté et qu'ils se voyaient restituer leurs biens, la répression s'abattait sur les démocrates. Les organisations de femmes, de jeunes, le Mouvement de la paix furent tour à tour interdits. Les ministres progressistes étaient écartés du gouvernement de plus en plus isolé.

Dans les usines, les militants syndicaux furent persécutés. Sept mille furent licenciés en quelques mois en 1960. Les comités mixtes du général britannique Smith, créés en 1946 pour imposer aux travailleurs la loi des patrons, furent même ressuscités. Mais un grand mouvement de grève fit reculer Kassem sur ce point.

Les élections des organismes dirigeants des syndicats furent placées sous le contrôle des gouverneurs militaires — car l'état d'urgence ne fut jamais levé — et de la police. En 1961, des détachements militaires encerclèrent l'immeuble où devaient avoir lieu les élections à la direction de la Fédération générale des syndicats. Cent cinquante délégués représentant dix-sept syndicats ne purent entrer, alors que des nervis désignaient les hommes du gouvernement. Le vice-président de la Fédération, qui devait faire un rapport à cette assemblée, fut envoyé dans un camp de concentration.

En 1961 toujours, malgré l'interdiction de la célébration du I[er] Mai, une grande manifestation populaire eut lieu. Elle fut attaquée par la police et de nombreux dirigeants de la Fédération générale des syndicats furent arrêtés. Ils sont encore en prison aujourd'hui.

Les blindés furent envoyés pour réprimer les mouvements de grève. Car jamais les travailleurs ne renoncèrent à la lutte. Au contraire, jamais il n'y avait eu autant de grèves que dans les derniers mois du régime de Kassem.

L'orientation politique du général se traduisait pour eux par une aggravation des conditions d'existence. Les augmentations de salaires arrachées au lendemain du 14 juillet furent bientôt réduites à néant par les augmentations de prix. Le loyer, qui représente 30 à 40 % du revenu des travailleurs, connut une hausse catastrophique. Selon les statistiques officielles, par rapport à 1939, le coût de la vie avait augmenté de 5,5 fois alors que les salaires n'avaient été multipliés que de 2.6. Toujours d'après des sources officielles, on comptait 250.000 chômeurs complets en 1961. Une commission internationale

de sécurité, de santé et d'alimentation a établi que la nourriture des ouvriers représentait le tiers de la quantité nécessaire.

Les revenus annuels des patrons, par contre, ne cessait de s'accroître. La compagnie industrielle du Nord vit ses bénéfices s'élever de 26 %, la compagnie de raffinage des huiles oléagineuses de 57 %, la compagnie orientale de la bière, de 33 %...

La campagne connaissait une évolution semblable. Un instant arrêté, le flot des départs vers les grandes villes a repris, grossissant encore la population des bidonvilles misérables des faubourgs irakiens. La réforme agraire n'est guère appliquée.

Dès l'origine, elle comportait déjà un certain nombre de « garanties » à l'égard des grands propriétaires qui la rendent inappliquable dans la nouvelle situation politique. Une multitude de commissions où les seigneurs de la terre avaient le dernier mot empêchait qu'une véritable distribution ait lieu. Mais lorsque Kassem s'engage dans la voie antidémocratique, les propriétaires estiment qu'ils n'ont plus à tenir compte du projet et organisent la chasse aux paysans qui s'en réclament. Ils les font assassiner.

Pour se maintenir au pouvoir, Kassem emploie la vieille méthode utilisée maintes fois par Nouri Saïd. Ils lancent les unes contre les autres les minorités nationales, si nombreuses en Irak. Cette politique le conduira à déclencher contre les Kurdes qui représentent un quart de la population, une guerre sans issue.

Les Kurdes demandent la reconnaissance des droits nationaux que leur accorde l'article 3 de la Constitution provisoire. Le gouvernement déclenche contre eux une série d'opérations de ratissage et de « pacification » sur les montagnes du Nord où les dirigeants du Parti démocrate du Kurdistan irakien ont déclenché une insurrection.

Kassem va se porter ici un nouveau coup mortel. La rupture du Front national qu'il a provoqué délibérément va faciliter considérablement les intrigues impérialistes.

Dans un article paru en mars 1962 dans *La Nouvelle Revue Internationale*, un camarade irakien, signant Saadi Ali, écrivait :

> *« Les agents du Cento et des compagnies pétrolières ont profité de la situation et, s'appuyant sur les forces armées britanniques au Koweit, ont déclenché des insurrections armées contre l'Etat irakien pour « défendre les partisans de Barzani » et créer un prétendu « Etat kurde ». Ils font preuve d'une grande activité, s'efforçant de réaliser l'ancien projet de détacher les territoires du nord de l'Irak et de les unir à l'Iran. »*

Le Parti communiste irakien appelait ses militants à combattre les manœuvres des impérialistes, la politique antidémocratique et chauvine de Kassem et, tandis qu'il dénonçait les tendances des ultranationalistes kurdes, il appuyait le peuple kurde dans sa lutte pour ses revendications nationales justes.

> « *Il est nécessaire,* écrivait Saadi Ali, *de lutter contre les tentatives des impérialistes de tirer profit du mouvement démocratique des Kurdes pour leurs propres objectifs. Il faut, une fois de plus, attirer l'attention du peuple kurde sur la nécessité d'une lutte commune avec le peuple arabe, étant donné que leurs intérêts nationaux « font partie intégrante des intérêts du peuple irakien tout entier » et ne peuvent par conséquent être satisfaits sans la lutte commune contre l'impérialisme, le féodalisme et la dictature.* »

La direction du Parti communiste irakien avait vu juste. Au cours de cette même année 1962, les cercles de la bourgeoisie kurde, dirigeant le Parti démocrate du Kurdistan irakien, pactisaient avec l'ennemi. Selon un journal iranien, des armes furent envoyées à travers l'Iran depuis des unités de la marine américaine venues mouiller dans le golfe Persique. En septembre 1962, Moustapha Barzani, chef du P.D.K.I., donna au *New York Times* une interview assurant l'Occident de ses sympathies et appelant son aide. Depuis, plusieurs journaux ont révélé le marché qui aurait été passé entre les agents des impérialistes et les dirigeants du P.D.K.I. En échange d'un soutien des revendications nationalistes, ceux-ci s'engageaient à ne pas toucher aux gisements pétroliers de Kirkouk et de Mossoul, les principaux gisements de l'Irak Petroleum Company, qui sont situés dans la partie kurde de l'Irak.

D'autre part, les agents américains qui ourdissaient un complot contre Kassem obtinrent la promesse que les insurgés kurdes cesseraient les combats lorsque Kassem aurait été abattu. L'accord avait été conclu sur ce point un an avant le 8 février 1963 par l'actuel chef d'état-major des forces armées du colonel Aref, le colonel Taher Yahia. Les comploteurs voulaient avoir les mains libres pour réprimer tout soulèvement populaire contre le rétablissement d'un régime soutenu par les impérialistes.

Il ne leur restait plus qu'à mettre définitivement au point le putsch. Le général Nagib Roubai, membre du Conseil de souveraineté constitué par Kassem, après la révolution, en fut chargé. Ayant quitté ses fonctions pour un voyage en Occident, ce dirigeant du parti réactionnaire « Istiklal » prit contact à Munich en décembre 1963 avec la Centrale Intelligence Agency.

Les conditions posées aux forces réactionnaires irakiennes pour un appui de Washington auraient été : l'abandon de la revendication sur Koweit ; le retour des terrains de recherches enlevées par Kassem à l'I.P.C. ; la liquidation du Parti communiste irakien...

Ainsi apparaissent dans les coulisses du complot de Bagdad ceux qui ont tiré les ficelles. Deux objectifs les ont guidés : le pétrole et la position stratégique de l'Irak.

Le pétrole en Irak, c'est la seule grande industrie. Il est exploité par l'Irak Petroleum Company, formée elle-même de quatre sociétés : la « British Petroleum Company » (l'ancienne « Anglo-Iranian »), la « Royal Dutch Shell » (capitaux anglo-hollandais), la « Near East Development » (dont les capitaux sont partagés entre les deux sociétés américaines « Standard Oil of New Jersey » et « Socony Mobil Oil ») et la « Compagnie Française des Pétroles ». Chacune de ces sociétés détient 23,75 % du capital total de l'I.P.C. Les 5 % restant appartiennent au groupe Partex, fondé par l'ancien expert de la « Royal Dutch Shell », Gulbekian (Monsieur 5 %).

Les trusts du pétrole n'avaient jamais accepté le contrôle du nouveau régime et voyait avec inquiétude le général Kassem se faire l'écho des revendications populaires en faveur d'un partage des bénéfices plus favorables à l'Irak. (Bagdad en reçoit un peu moins de 50 %.)

En 1961, Kassem avait réduit les concessions accordées à l'I.P.C. Les périmètres de recherche accordés sous le régime monarchique et qui n'étaient pas encore exploités, lui sont repris. Il fonde une société irakienne, l' « Irak National Company ». Il pense ainsi pouvoir tirer partie de l'implantation de nouvelles sociétés pétrolières. L'I.P.C. ne lui en laissera pas le temps. En voulant accaparer les riches gisements de Koweit, il aggravera le mécontentement des compagnies et trouvera en face de lui les impérialistes.

Le pétrole a fait l'objet des premières déclarations du régime du maréchal Aref. La promesse faite a été tenue : le nouveau gouvernement a annoncé que la politique menée par Kassem serait révisée et que les concessions nationalisées seraient rendues à l'I.P.C. Les actions des quatre partenaires de l'I.P.C. restèrent particulièrement « fermes » après le 8 février et ne subirent d'ailleurs aucune baisse, comme cela s'était produit après juillet 1958.

Pour bien marquer sa volonté de souscrire à ces engagements, le mystérieux Conseil national de la révolution qui dirigea le coup d'Etat nomma un homme de la British Petroleum au ministère du Pétrole : Aziz Al Ouakri.

Le « Conseil national de la révolution » reste, en effet, un organisme formé de membres anonymes. Trois mois après le putsch, la liste de ces membres n'a pas été publiée. Ces derniers ont sans doute de bonnes raisons de ne pas vouloir que le peuple irakien prenne connaissance de l'identité de ses nouveaux bourreaux. Quelques-uns d'entre eux ont peut-être à cacher un passé lourdement chargé. La présence d'éléments monarchistes a été ouvertement affichée dès le 8 février par l'envoi d'une escouade de soldats avec drapeaux en berne sur la tombe du roi Fayçal.

Si l'on en croit les dirigeants du Parti de la résurrection arabe, le Baas, ce sont eux les véritables auteurs du complot. Ce parti fasciste qui possède des ramifications en Syrie, en Irak, en Egypte (où Nasser l'a interdit), en Jordanie, en Libye, à Aden, au Liban est dirigé par un comité supranational de dix membres. Les deux

figures marquantes en sont les Syriens Michel Aflak et l'actuel Premier ministre Salah Bitar. On y trouve également un Jordanien, qui fit partie des services secrets britanniques, Abdallah Armaoui, et un Libanais, qui travailla, lui, pour les services français, Maurice Sokar.

Un écrivain libanais relata, il y a quelques semaines, dans le quotidien *Al Nidaa*, un entretient qu'il avait eu en 1952 avec Salah Bitar. Il a raconté que celui-ci lui avait demandé de lire et de répandre les idées du « philosophe » nazi Rosenberg. Devant sa stupeur, il s'entendit répondre que c'était un excellent moyen de combattre le communisme.

Mais il n'y a pas seulement des liens idéologiques entre les dirigeants du « Baas » et les nazis. Ils leur ont emprunté leurs formations paramilitaires et, à l'exemple des S.A. d'Hitler pourchassant les militants ouvriers, les milices au brassard vert du « Baas » ont organisé la « chasse aux communistes ».

Cet anticommunisme, les dirigeants du Baas ne cessent de le proclamer. Ils tentent de le justifier par « l'opposition des communistes à l'unité de la nation arabe » et leur « alliance avec les impérialistes ».

En réalité, leurs sentiments pro-impérialistes ne font aucun doute et le théoricien du « Baas », Michel Aflak, ne cachait pas ses sympathies à l'envoyé spécial du *Figaro :* « C'est l'Occident qui nous a colonisés, disait-il. Mais de tous, nous les baassistes, sommes les plus libérés de ces complexes, les plus prêts à collaborer sur une base d'égalité... »

Les impérialistes, en tout cas, ne s'y sont pas trompés. Le verbiage « socialiste » du Baas ne leur donne pas de « complexes », pas plus que celui de Nasser ou d'autres nationalistes arabes. Cette fois, ils n'ont pas eu besoin, comme au temps de la doctrine Eisenhower, de lancer les « marines » de la septième flotte dans une aventure ; ce genre d'entreprise est devenu d'ailleurs plutôt difficile en face du camp socialiste. Pour reprendre les positions perdues, ils ont utilisé l'anticommunisme de certains nationalistes arabes. C'est pourquoi ils encouragent l'idée d'une « union » des pays arabes placée sous ce signe. Ils poussent même leur marionnette, le roi Hussein, à adhérer à tel groupement. Le récent changement de gouvernement opéré à Amman était une démarche en ce sens.

Le régime instauré à Bagdad ne se maintient que par la terreur. Malgré les massacres qui ont décimé leurs rangs, les communistes irakiens continuent la lutte. Leurs journaux, leurs tracts sont diffusés dans les grandes villes et dans les campagnes où les mercenaires du colonel Aref ont dû parfois livrer de durs combats avant de pouvoir pénétrer.

Les putschistes — cette coalition hétéroclite de forces réactionnaires qui ne sont d'accord que sur l'anticommunisme sont incapables d'apporter une solution aux grands problèmes posés au pays. Les paysans qui veulent une véritable réforme agraire, les travailleurs qui veulent mettre fin à l'exploitation féroce dont ils sont victimes,

les Kurdes qui veulent jouir de leurs droits nationaux légitimes n'acceptent pas la nouvelle dictature. La « décentralisation » accordée par les putschistes aux dirigeants du P.D.K.I., à la suite du laborieux compromis intervenu après le complot, est loin de satisfaire aux revendications de caractère national du peuple kurde. D'ailleurs, les patriotes kurdes ont été au premier rang des combattants qui se sont levés dès le premier jour à l'appel du Parti communiste irakien contre le régime fasciste.

Tôt ou tard, le regroupement des forces démocratiques dans un front national, comme le préconise le Parti communiste irakien, se réalisera. Tôt ou tard, les putschistes subiront le sort de Nouri Saïd, qui avait la réputation d'être l'homme fort du Moyen-Orient, et qui, lui aussi, se distingua par une répression sanglante des forces démocratiques.

Dans cette grande bataille contre le régime fasciste du colonel Aref, le peuple d'Irak peut compter sur la solidarité de la classe ouvrière et des démocrates de notre pays. Comme le soulignait notre Parti dans sa déclaration du 11 mars dernier :

« Nous renouvelons au parti frère d'Irak l'expression de notre solidarité totale et l'assurons que les communistes français et tous les démocrates sont aux côtés des héroïques patriotes qui, sans distinction d'opinion, de classe et de nationalité, luttent héroïquement contre un régime de terreur qui tyrannise le peuple et aliène l'indépendance de l'Irak. »

Ainsi, il apparaît qu'à la faveur du complot du colonel Aref, les forces impérialistes vont tout faire pour placer l'Irak sous leur diktat et tout particulièrement celui des monopoles pétroliers. Pour atteindre ce but, la division des forces anti-impérialistes est une de leurs armes essentielles qui se traduit actuellement par le mot d'ordre provocateur : « Unité arabe sans les communistes ». Cette tentative d'exclure les communistes de la vie nationale est lourde de conséquences et fait avant tout le jeu des impérialistes, ennemis jurés des peuples d'Irak et des autres pays.

C'est pourquoi il est nécessaire de dénoncer l'épouvantail anti-communiste derrière lequel les colonialistes développent leur nouvelle offensive contre les pays libres, que ce soit en Asie ou en Afrique.

« CEUX DE LA TERRE »

de WALDECK ROCHET

C'EST un très intéressant ouvrage que vient d'écrire le secrétaire général adjoint de notre Parti, le camarade Waldeck Rochet. Avec Ceux de la Terre [1], *nos militants vont pouvoir disposer d'une documentation absolument indispensable où ils puiseront idées et argumentations qui répondent aux questions actuelles que se posent les paysans.*

Mais cet ouvrage n'est pas seulement destiné aux communistes. Il peut être largement diffusé parmi les paysans, notamment les jeunes ruraux qui ne nous connaissent pas ou très mal. A la lecture de Ceux de la Terre, *ils découvriront agréablement le programme des communistes. Ils y trouveront les remèdes à leurs préoccupations immédiates, les solutions aux problèmes qu'ils se posent, notamment sur leur avenir de paysans.*

Il n'est pas possible dans les dimensions d'un article d'entrer dans les détails d'un livre de 370 pages. Nous voudrions seulement donner un bref aperçu de son riche contenu.

Dans le préambule notre camarade pose la question :

> « Quelles sont les causes profondes qui ont engendré, puis aggravé le malaise et les difficultés qui assaillent la paysannerie laborieuse ? Et quelles solutions proposent les communistes pour que la technique soit mise enfin au profit de tous dans une agriculture moderne et prospère ? »

L'auteur évoque les récentes explosions de colère des paysans avec l'utilisation de nouvelles formes de luttes comme les barrages de routes et les impressionnants défilés de tracteurs. Mais pour que de telles manifestations, entraînant une aussi large participation paysanne, aient pu se dérouler à plusieurs reprises c'est en raison de causes profondes. Ce sont celles-ci qui sont examinées tout au long de la première partie du livre.

Waldeck Rochet montre comment la mécanisation de l'agriculture ne resout pas tous les problèmes. Or pour beaucoup d'observateurs la progression impressionnante du parc de tracteurs traduit tout simplement l'enrichissement des paysans. Mais quels paysans ? S'il est évident que les agriculteurs capitalistes ont pu facilement s'équiper, pour beaucoup de petits et moyens paysans l'achat du tracteur indispensable à l'exécution des travaux et en raison du développement technique a surtout abouti à un endettement considérable au Crédit agricole.

Mais bon nombre de paysans ne possèdent toujours pas de tracteurs. Pour ceux-là le handicap s'aggrave et les chances de se maintenir dans la compétition sont considérablement réduites.

C'est dans ces conditions que s'organise la course à la terre où les plus fortunés sont assurés (là encore) de jouer gagnants.

Nous avons assisté dans la dernière période à des cumuls de fermes

(1) En vente aux *Editions Sociales* au prix de 7 francs.

et des achats massifs de terre, non seulement par les agriculteurs riches, mais aussi par des non-professionnels de l'agriculture et des étrangers — plus particulièrement des Belges, des Hollandais et surtout des Allemands de l'Ouest — qui se sont installés en grand nombre dans le Nord, l'Est et jusque dans le centre de la France; cependant que de nombreux colons retour d'Algérie, disposant de moyens financiers qui semblent inépuisables ont enlevé à prix d'or d'immenses superficies de terre, surtout dans le midi de la France.

Avec ces bouleversements de la structure foncière, s'ajoutant à la révolution technique de l'agriculture, on imagine sans peine quel peut être le sort du petit paysan, qu'il soit propriétaire fermier ou métayer. Au surplus ces derniers sont victimes de la grande propriété foncière, obligés de verser des prix de location de plus en plus lourds, menacés dans leur stabilité et privés du minimum de sécurité indispensable à la bonne gestion d'une exploitation agricole.

Mais que dire de la dure condition de l'ouvrier agricole, sinon qu'il est encore le plus exploité, le plus mal protégé et le plus défavorisé à tous points de vue.

Le sort de la paysanne, l'avenir de la jeunesse rurale, les jours difficiles que connaissent les vieux paysans au soir d'une vie de labeur, autant d'aspects de la vie à la campagne qui n'ont pas échappé à l'auteur. Il les rappelle avec d'autant plus d'attention que d'un bout à l'autre de son livre les problèmes sociaux et humains constituent sa préoccupation dominante.

Bien entendu Waldeck Rochet ne se borne pas à évoquer la situation; il poursuit son analyse en recherchant les causes de ces effets et c'est l'objet de la deuxième partie du livre.

Il fait la démonstration du mécanisme de l'exploitation de la paysannerie laborieuse, comment le paysan est rançonné par le grand négoce et les trusts lorsqu'il vend sa production et achète les produits nécessaires à la consommation de sa famille et au fonctionnement de son entreprise agricole.

Et, comme si ce n'était pas suffisant, l'Etat vient à la rescousse. Ainsi sont prélevés des taxes et impôts chaque année plus élevés. Ce sont en tout premier lieu les taxes fiscales directes et indirectes, ensuite les contributions souvent fort importantes pour la résorption des « excédents » de vin, blé, céréales... et puis enfin l'augmentation considérable des cotisations sociales. S'agissant des grandes entreprises agricoles industrielles ces charges ne représentent pas grand-chose au niveau de l'homme ou du quintal de blé. Par contre, elles deviennent insupportables parce que relativement beaucoup plus élevées lorsqu'elles s'abattent sur le petit exploitant agricole. C'est ce qui amène l'auteur à conclure sur ce point :

> « Dans ces exploitations toute une famille doit vivre avec les ressources provenant d'un petit nombre d'hectares. Le chef d'exploitation travaille avec son épouse et l'appoint d'un ou plusieurs enfants ou de ses parents. Et la productivité du travail est d'autant plus faible que la main-d'œuvre familiale est nombreuse et que les rendements à l'hectare sont restés en général très en-dessous de ceux obtenus dans les grandes fermes mécanisées et utilisant beaucoup d'engrais. »

Bien sûr, et Waldeck Rochet y consacre un chapitre, ces petits et moyens paysans qui n'ont pu s'équiper peuvent se grouper en coopéra-

tives afin d'utiliser en commun certaines machines modernes et produire ainsi dans de meilleures conditions.

Mais même en coopératives les petits paysans restent des petits paysans cependant que les gros continuent à se développer et à les écraser.

C'est dire que si les Groupements agricoles d'exploitation en commun et les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (C.U.M.A.) peuvent alléger le travail du paysan, diminuer le coût de production et même permettre de résister un peu plus efficacement et plus longtemps à l'élimination, il reste que ces groupements ont des limites et qu'il faut les considérer seulement comme des remèdes et non comme des solutions définitives.

La troisième partie du livre est consacrée à la venue de de Gaulle au pouvoir et aux conséquences qui en ont découlé pour la paysannerie.

Waldeck Rochet démontre comment les hommes des monopoles capitalistes se sont emparés des leviers essentiels de l'appareil d'Etat.

A partir de là, ils ont d'abord promulgué les fameuses ordonnances économiques et financières de décembre 1958.

Ainsi les avantages que la paysannerie avait obtenus à la suite de nombreuses luttes en pesant notamment sur les décisions des parlementaires sont, en l'espace de quelques jours, supprimés ou considérablement réduits.

Bien sûr, de Gaulle et ses hommes ne pouvaient se mettre toute la paysannerie à dos et c'est alors le compromis avec les gros agriculteurs, notamment les céréaliers et les viticulteurs. Leur contribution aux charges de résorption sont réduites pendant que celles des petits et moyens paysans sont majorées.

Mais le pouvoir gaulliste a encore estimé ces mesures insuffisantes. Parce qu'il est l'émanation de la banque et de la grande industrie, il décide de prendre de nouvelles dispositions en vue d'accélérer la ruine et l'élimination des petits paysans par centaines de milliers.

Ce faisant le gouvernement poursuit un double objectif : d'une part favoriser la concentration agraire, d'autre part procurer, avec les paysans qu'il chasse de la terre, de la main-d'œuvre au patronat industriel pour permettre à celui-ci de résister plus efficacement aux revendications de la classe ouvrière et ainsi accumuler toujours plus de profits.

C'est alors le vote de la « loi d'orientation agricole » qui est d'abord présentée comme une loi destinée à améliorer le sort de la paysannerie.

Le pouvoir et ses soutiens développent à ce propos une grande campagne démagogique qui trompe de nombreux paysans. Waldeck Rochet fait à ce sujet cette constatation :

> « C'est qu'en réalité, les paysans, dans leur grande majorité, ne connaissant pas le contenu et les dangers de ces textes législatifs, sont mystifiés une fois de plus par les gros agrariens et leurs complices. »

Certes les yeux commencent maintenant à s'ouvrir face aux réalités et les paysans sont chaque jour plus nombreux à se rendre compte des véritables objectifs de cette « loi d'orientation ».

C'est qu'en effet, et pour la première fois, une loi divise la paysannerie en deux catégories, d'une part ceux qui disposent d'une exploitation viable et qui pourront se maintenir et, d'autre part, ceux dont l'exploitation est jugée insuffisante et qui sont par conséquent légalement condamnés à disparaître le plus rapidement possible.

Car la même loi d'orientation prévoit, malgré le manque de clarté

dans la rédaction, que le gouvernement pourra réserver aux seules exploitations viables les avantages économiques fiscaux et sociaux qu'il supprimera aux exploitations classées non viables.

Après avoir expliqué le mécanisme compliqué de tout cet ensemble législatif notre camarade montre comment le gouvernement entend favoriser et contrôler la concentration agraire.

Dans ce but il a mis sur pied des Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.) qui ont pour but d'acheter les terres et exploitations mises en vente en vue de les rétrocéder, après regroupement et aménagement éventuels, à des agriculteurs qui le plus souvent seront des agriculteurs capitalistes et des colons retour d'Afrique du Nord.

Waldeck Rochet montre, dans cette troisième partie du livre, qu'il ne suffisait pas au pouvoir gaulliste de prendre des mesures tendant à accélérer l'élimination de nombreux paysans et d'intervenir au moyen des S.A.F.E.R. dans la concentration des terres, mais qu'il lui fallait aussi pour les desseins de sa politique s'ingérer d'une manière autoritaire dans la production et la commercialisation des produits agricoles.

C'est pour cela que la « loi complémentaire à la loi d'orientation agricole » a prévu la création de Comités économiques agricoles qui auront pour mission d'élaborer des règles pour « discipliner » la production et la commercialisation des produits agricoles.

L'innovation en la matière réside dans le fait que pour la première fois des groupements de producteurs pourront imposer leurs décisions à tous les agriculteurs d'une région donnée adhérents ou non à ces groupements.

C'est au nom de la productivité, de la rentabilité capitaliste et de la nécessité d'être compétitif dans le Marché commun que sont prises de telles mesures.

A ce propos, Waldeck Rochet montre justement quelles seront les néfastes conséquences du Marché commun, non seulement pour les petits et moyens paysans, mais aussi pour l'agriculture française.

> « Nous sommes, dit-il, pour le développement de la coopération économique et des échanges commerciaux entre tous les pays, sans discrimination sur la base d'avantages réciproques et dans le respect de la souveraineté nationale de chaque pays. »

Et l'auteur ajoute aussitôt que tout en œuvrant au développement de nos rapports commerciaux avec les autres pays, il n'en demeure pas moins évident que pour notre production agricole, tout comme d'ailleurs pour les articles manufacturés, le principal débouché réside dans notre propre marché intérieur et que c'est dans la mesure où on élèvera le niveau de vie des travailleurs, c'est-à-dire qu'on leur fera une plus grande part dans le revenu national, qu'ils pourront mieux se nourrir et consommer d'avantage de viande, de beurre, de vin ou de jus de fruits, de primeurs, de fruits, etc.

Après s'être livré à une sérieuse analyse de la situation à la campagne Waldeck Rochet fait, dans la quatrième partie du livre, une large place au programme de défense paysanne.

Ce programme comporte un ensemble de mesures d'ordre économique financier et social, permettant tout à la fois d'empêcher l'accaparement des terres par les gros, de stimuler la production agricole, d'assurer une plus juste rémunération du travail paysan, en aidant les exploitations

agricoles familiales à s'équiper, à produire et à vendre dans de meilleures conditions.

Il est à peine besoin de souligner que la réalisation d'un tel programme exige un changement complet d'orientation politique dans tous les domaines.

Il est en effet évident que ce n'est pas l'actuel pouvoir des monopoles qui peut réaliser le programme de défense paysanne exposé par Waldeck Rochet, car celui-ci va directement à l'encontre de la politique du pouvoir.

Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il faille renoncer à faire aboutir telle ou telle revendication aussi longtemps que durera le pouvoir gaulliste, mais simplement admettre que sous ce régime toutes les réformes que l'on pourra imposer auront forcément un caractère très limité et seront constamment remises en cause.

C'est pourquoi la réalisation de ce programme de défense paysanne exige nécessairement un changement complet d'orientation politique dans le sens d'une politique de progrès social et de paix.

> « Mais, dit Waldeck Rochet, dans l'ordre politique, la première condition pour aller vers la réalisation de ce programme économique et social, c'est d'œuvrer pour mettre fin au régime de pouvoir personnel et établir une démocratie véritable où le gouvernement sera responsable devant une assemblée nationale vraiment représentative. »

A ce propos il rappelle qu'en vue d'instaurer une démocratie véritable les XV^e^ et XVI^e^ Congrès de notre Parti ont élaboré un projet de programme constructif tendant à instaurer des institutions nouvelles et à mettre en œuvre une politique sociale, économique et internationale qui réponde aux aspirations du peuple en même temps qu'aux intérêts de la nation et de la paix.

Une telle issue dépend avant tout de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie dans la lutte contre les monopoles et sur le plan politique de l'union sans exclusive de tous les républicains épris de liberté, de paix et de progrès, en premier lieu de l'unité d'action entre communistes et socialistes.

Avec la cinquième partie de ce livre Waldeck Rochet examine l'activité des communistes à la campagne et insiste sur la nécessité d'améliorer notre travail pour la défense des salariés agricoles, des fermiers et métayers, de l'ensemble de la paysannerie travailleuse. Il consacre un chapitre à la réfutation des affirmations, contraires au marxisme, de ceux qui estiment qu'il ne faut pas défendre les petits paysans et que plus vite ils seront prolétarisés, plus vite ils seront gagnés à nos idées.

A ce propos de la défense des revendications paysannes, notre camarade passe tour à tour en vue les différentes organisations professionnelles agricoles. Il souligne l'importance pour les paysans communistes d'y militer activement.

Parallèlement à l'activité des paysans communistes, le Parti déploie sa propre activité y compris pour la défense des revendications.

Puis il insiste sur la nécessité de faire participer plus largement les masses paysannes à la lutte pour la paix et le désarmement et pour la défense des libertés démocratiques.

Mais pour entraîner les travailleurs des champs à l'action aux côtés de la classe ouvrière il est indispensable de développer notre activité de propagande.

C'est en éclairant les masses, en leur montrant la cause des difficultés, en démasquant les mensonges de l'adversaire, en proposant des solutions et des mots d'ordre d'action que nous pourrons les soustraire à l'influence et à la démagogie gaullistes, aux politiciens qui les trompent à la tête de nombreuses organisations syndicales agricoles, que nous les entraînerons à l'action aux côtés de la classe ouvrière.

Mais pour mener à bien ce travail politique et nous acquitter des tâches qui en découlent, Waldeck Rochet insiste sur la nécessité d'améliorer la vie et l'activité du Parti, de se préoccuper en permanence de son renforcement.

Bien entendu, un tel ouvrage ne pouvait pas ne pas parler de nos objectifs fondamentaux, c'est-à-dire l'instauration du socialisme. C'est l'objet de la dernière partie du livre.

Il n'y a, en effet, que le socialisme qui puisse tout à la fois donner la terre aux paysans, les libérer de la domination des monopoles capitalistes, les aider ensuite à se grouper librement en coopératives en leur fournissant à bon compte machines et crédits, garantir enfin l'écoulement constant des produits agricoles grâce à une véritable planification de l'économie et au relèvement continu du pouvoir d'achat de toute la population.

Dans ce chapitre, Waldeck Rochet évoque l'exemple de l'Union soviétique, avec les immenses progrès réalisés, d'autant plus impressionnants lorsqu'on les compare à l'agriculture moyennâgeuse d'avant la Révolution d'Octobre.

Et après cette énumération, notre camarade conclut :

> « Voilà ce que le socialisme s'est révélé capable d'entreprendre et de réaliser au service de l'homme sur une aussi vaste échelle que l'Union soviétique et cela en moins d'une génération. »

Telles sont, brièvement résumées, quelques-unes des idées développées dans cet ouvrage qui est assuré de connaître un très grand succès.

Ce livre est à la fois une documentation irremplaçable pour nos militants et un moyen pour faire connaître parmi les larges masses paysannes le programme et les solutions du Parti communiste touchant aux problèmes agricoles, au sort des travailleurs de la terre, à l'avenir de l'agriculture française. Sa diffusion sera d'autant plus facile que pas un paysan n'ignore le nom du directeur de la Terre et son activité au Parlement pour la défense des revendications de la paysannerie.

Nul n'était plus qualifié que Waldeck Rochet pour examiner et analyser toutes ces questions et montrer avec clarté et précision quelle orientation devrait être donnée à cette branche importante de l'activité de notre pays.

Bien au-delà des communistes, l'auteur est reconnu comme un des hommes politiques français connaissant le mieux les problèmes agricoles.

C'est ce qu'admettaient la quasi unanimité des parlementaires lorsque, au lendemain de la Libération, et alors que l'anticommunisme n'était pas encore un principe d'Etat, il était porté à la présidence de la Commission de l'agriculture de l'Assemblée nationale.

Diffuser massivement Ceux de la Terre, *c'est doter, bien sûr, nos militants d'une documentation précieuse sur les questions paysannes, mais c'est aussi, bien au-delà, faire œuvre utile en faisant largement connaître le vrai visage des communistes.*

Fernand CLAVAUD.

« GAULLISME, TECHNOCRATIE, CORPORATISME »

de JACQUES DUCLOS

JACQUES DUCLOS vient de nous donner un nouveau livre qui contribuera à faire la clarté sur de nombreux problèmes actuels que pose l'existence du pouvoir personnel et sur les desseins de celui-ci.

Derrière la paille des mots du régime gaulliste, Jacques Duclos nous montre le grain des choses. L'orientation prise par le gaullisme n'est pas nouvelle et, parvenu au pouvoir, de Gaulle ne fait qu'appliquer, dans la mesure où il le peut, les idées qu'il développait, agitateur du R.P.F., dans le fameux discours de Bayeux en 1946.

Ces idées, elles-mêmes, doivent peu de choses à de Gaulle, à l'exception du style qu'on lui connaît et qui est une de ses armes pour semer l'illusion. Au fond ce sont les thèmes traditionnels inspirant les pratiques des forces les plus réactionnaires à chaque époque, du Premier Empire à Pétain.

Mais pour n'être ni originales ni novatrices, ces idées fondamentales du gaullisme et la politique qui s'ensuit, avec toutes ses conséquences, doivent être mises à nu car, combien de Français en ont conscience ?

On apprendra beaucoup de choses à la lecture de ce nouveau livre qui participera efficacement à l'œuvre de démystification indispensable. La riche connaissance de l'histoire et le talent de polémiste de Jacques Duclos en font un outil précieux de nos combats actuels. C'est le but qui lui est assigné dès la première ligne :

> *« Il est beaucoup question de procéder à une nouvelle révision constitutionnelle. La Constitution gaulliste n'est pourtant pas vieille puisqu'elle date de 1958, mais elle a déjà subi des modifications et de Gaulle veut aller plus loin pour réduire encore davantage ce qui subsiste de libertés démocratiques. »*

Pour parvenir à ses fins de Gaulle s'attaque à tout ce qui constitue une partie de la démocratie : Après avoir réduit le rôle de l'Assemblée nationale et y avoir installé en fraude une majorité inconditionnelle, il poursuit par la destruction des libertés communales, il s'attaque au Sénat, coupable de « non-conformisme ». Oh, bien sûr, il ne combat pas à visage découvert, son éducation de jésuite lui offre d'autres ressources. Il prétend « moderniser » la démocratie, donner un rôle de premier plan à la « tech-

nique », mais c'est pour remplacer les élus du peuple par des technocrates. Il veut exorciser le démon de la lutte des classes et réaliser « l'association capital-travail » mais sans dire naturellement que son modèle est Mussolini et que, pour ranimer le cadavre du corporatisme, il faut commencer par « casser les syndicats ».

Le livre de Jacques Duclos nous permet d'y voir clair dans ces pratiques de Machiavel. C'est pourquoi il doit figurer, pour commencer, dans la bibliothèque du militant, bien à portée de la main comme l'outil d'un usage courant. Au-delà, ce livre doit connaître une diffusion importante, car chacun de ses lecteurs sera, grâce à lui, immunisé contre les illusions, garanti contre les traquenards du gaullisme et conscient de la nécessité d'un effort d'union pour en finir avec ce régime qui fait le malheur de la France.

■

Le premier chapitre de l'ouvrage traite des libertés municipales et départementales menacées. Pour les monopoles capitalistes, qui gouvernent la France sous l'égide de de Gaulle, la mise en coupe réglée des finances et des travaux des départements et des communes exige que les élus cèdent la place aux technocrates. Le pouvoir personnel va donc faire la guerre aux municipalités. Jacques Duclos note à ce propos que, sous couleur de « modernisme », de Gaulle ne fait que reprendre la tradition bonapartiste. Dans notre histoire, les atteintes aux libertés municipales ont toujours accompagné les entreprises réactionnaires. Tout simplement parce qu'elles représentent les premières conquêtes démocratiques. Des luttes pour les franchises communales au temps du féodalisme, jusqu'à notre époque, Jacques Duclos nous donne un abrégé d'un très grand intérêt.

Quant aux projets élaborés sur les instructions de de Gaulle par Michel Debré, nous en avons une analyse solidement étayée et nous comprenons mieux comment des mesures déjà en application comme les quinze districts créés autour des grandes villes, sont les premiers pas vers la réalisation du plan gaulliste.

> *« En définitive, la politique gaulliste tend à revenir à la mise en application des mesures auxquelles Pétain avait déjà pensé, alors qu'il était le gauleiter de Hitler en France.*
> *Pétain avait remplacé l'élection des maires des communes de plus de 2.000 habitants par leur nomination. Et, bien entendu, dans le même esprit, les pouvoirs des préfets étaient considérablement étendus.*
> .....
> *Le pouvoir gaulliste entend ainsi poursuivre l'œuvre de Pétain. »*

Si le régime gaulliste englobe le Sénat dans ses plans destructeurs, ce n'est certes pas à cause de ses origines remontant à la période consulaire, ni pour punition en raison du rôle conservateur, voire réactionnaire qu'il joua à certaines époques. C'est tout au contraire parce que le Sénat ne s'est pas montré inconditionnellement soumis et, aussi, parce que son mode d'élection, sa composition, ne répondent pas au rôle dévolu, dans le plan gaulliste à une seconde Assemblée.

Dans l'analyse qu'il donne des origines et de l'évolution du Sénat, Jacques Duclos se garde bien d'adopter une attitude figée. Il s'en explique de manière on ne peut plus claire :

> *« ...si le communiste que je suis, partisan résolu d'une Assemblée unique, souveraine, prend en l'occurrence la défense du Sénat, c'est parce que, d'une part, il est indispensable de ne pas laisser le pouvoir liquider tranquillement une base d'opposition à sa politique, alors que l'Assemblée élue au suffrage universel ne dispose nullement des pouvoirs que les républicains partisans du monocamérisme exigent pour une Assemblée unique, et qu'au surplus elle est élue sous le signe de la candidature officielle.*
> *C'est aussi parce que, d'autre part, le plan de liquidation du Sénat est assorti d'un projet tendant à le transformer en une Assemblée corporative de type fasciste qui aboutirait à l'intégration des syndicats dans l'appareil d'Etat. »*

L'histoire du Sénat montre d'ailleurs qu'il n'a pas joué invariablement un rôle réactionnaire, bien que ce soit sa vocation première puisque créé par Bonaparte sous le nom de « Sénat conservateur ». C'est ainsi qu'il contribua pour une part à faire avorter la tentative de Boulanger de détruire la III[e] République. Jacques Duclos rappelle aussi qu'en mai 1923, le Sénat, constitué en Haute Cour, mit fin par un non-lieu à une provocation de Poincaré qui avait fait inculper Marcel Cachin et Gaston Monmousseau d'un prétendu « complot communiste ». En 1934, l'attitude du Sénat opposé aux menées fascistes fut un encouragement non négligeable au développement de l'action des masses populaires.

Soulignant le caractère discutable, même pour les partisans d'une deuxième assemblée, du système qui régit l'élection du Sénat, Jacques Duclos ajoute :

> *« Cependant, le problème qui est posé est celui de savoir si les démocrates vont laisser de Gaulle liquider le Sénat parce qu'il s'oppose fréquemment au pouvoir et s'ils vont accepter sans se battre que soit constituée sur les décombres du Sénat une Assemblée corporative s'apparentant à ce qu'avait fait Mussolini. »*

L'exposé du système corporatiste mis en œuvre par Mussolini met en évidence tous les emprunts que le gaullisme lui fait actuellement.

La première pierre de cet édifice est constituée par « l'alignement » des syndicats. Pour être reconnu, dans l'Italie fasciste un syndicat devait fournir un exposé historique de ses origines et de son activité, la liste de ses adhérents et de ses dirigeants. Leurs dirigeants associés aux responsabilités de l'Etat fasciste, devaient être de « convictions sûres ». Les organisations syndicales d'une même branche pouvaient être constituées en « corporation » par décret du ministre des Corporations, ce dernier désignant encore le président de la corporation. Le conseil des corporations était dirigé par Mussolini. Les syndicats, une fois « alignés » et intégrés à l'appareil d'Etat, on leur confia la charge de désigner les candidats à la députation, dont le nombre ne devait pas dépasser le double de celui des

députés à désigner. Le grand conseil fasciste choisissait sur cette liste et les candidats étaient soumis au corps électoral par voie de plébiscite. Ultérieurement, la chambre des députés fut dissoute. On trouvera dans le discours de Mussolini explicitant cette mesure un style et des résonances auxquels un autre personnage nous a, depuis, habitués :

> *« Il est parfaitement concevable qu'un conseil national des corporations remplace in toto la chambre des députés actuelle; la chambre des députés ne m'a jamais plu. Au fond cette chambre des députés est un anachronisme... c'est une institution que nous avons trouvée et qui est étrangère à notre mentalité et à notre passion de fascistes.*
> *La chambre présuppose un monde que nous avons démoli, elle présuppose la pluralité des partis, et souvent et volontiers « l'assaut à la diligence ». Depuis le jour où nous avons annulé cette pluralité, la chambre des députés a perdu la raison d'être essentielle pour laquelle elle fut créée. »*

Jacques Duclos établit ensuite la parenté étroite entre le système capitaliste fasciste de Mussolini et ceux, actuels, de Salazar et de Franco. Puis il étudie le corporatisme pétainiste, basé au départ sur la création des comités d'organisation professionnelle. Ayant dissous la C.G.T., Pétain laissa subsister des syndicats de base comme « soupapes de sûreté », mais il plaça l'ensemble des syndicats — ouvriers et patronaux — sous le contrôle étroit de ces comités d'organisation. En octobre 1941, fut promulguée la Charte du Travail qui précisait :

> *« La famille professionnelle servira de base à la création des futures corporations qui restent le grand espoir de l'avenir français. Seul le souci de ménager les étapes et de construire avec fruit n'a permis jusqu'ici de réaliser les corporations que partiellement. »*

On ne manquera pas de réfléchir sur le lien, la véritable filiation entre la conception gaulliste du peuple composé d'animaux politiques et ce que disait Pétain de son Etat corporatiste :

> *« J'ai dit à maintes reprises que l'Etat issu de la Révolution nationale devait être autoritaire et hiérarchique. De quelle autorité doit-il s'agir ? Que faut-il entendre par hiérarchie ?*
> *Hier, l'autorité procédait du nombre, incompétent, périodiquement tourbillonnant. Elle s'obtenait par le moyen d'une simple addition. Aujourd'hui, majorité et minorité gisent sous les mêmes décombres. »*

Comme ses prédécesseurs en dictature, de Gaulle rêve de fonder son Etat sur une Assemblée corporative. Ses vues constitutionnelles ont été exposées dans ce discours de Bayeux qui développait la thèse, entre autres, de la représentation des organisations économiques au Sénat.

Comme autrefois Mussolini, il faut commencer par détruire les partis — à commencer par le Parti communiste — et transformer les syndicats

en appendice du pouvoir, en instrument de la « collaboration de classes », c'est-à-dire de la domination totale du grand patronat sur la classe ouvrière.

Jacques Duclos explique, textes et faits à l'appui, comment la création d'un nouveau Sénat au sein duquel des représentants des syndicats prendraient place, devait, dans l'esprit de de Gaulle, favoriser le processus d'intégration des syndicats :

> *« A ce sujet, nul ne sait comment seraient désignés les représentants des syndicats, ni ce qu'on exigerait d'eux en échange de leur nomination, mais le bruit court que le pouvoir gaulliste se réserverait le droit de nommer lui-même les représentants des organisations syndicales, ainsi que les personnalités choisies en raison de leurs « compétences particulières.*
> *On en reviendrait ainsi à une Assemblée nommée rappelant par certains de ses traits le Sénat Impérial de Napoléon III, peuplé de créatures du pouvoir. »*

Jacques Duclos montre tout ce qu'il y a de dangereux dans l'attitude de certains hommes politiques qui se réclament de la démocratie mais portent de l'eau au moulin du gaullisme. Ainsi en est-il du projet de programme du P.S.U. qui, à côté de fort bonnes choses, verse par ailleurs dans des vues corporatistes.

Mais heureusement les organisations les plus représentatives de la classe ouvrière, les porte-parole les plus autorisés de la démocratie ne sont pas dupes. Comme les communistes, des socialistes, des dirigeants syndicalistes de la C.G.T., de F.O. ont affirmé leur opposition résolue au corporatisme gaulliste. Sans prendre une position aussi nette, la C.F.T.C. a fait des réserves expresses.

A partir de cette opposition commune aux projets gaullistes Jacques Duclos affirme, dans le dernier chapitre du livre, la certitude que la démocratie doit l'emporter sur la dictature. C'est à cela que tend le programme proposé par le Parti communiste français pour l'instauration d'une démocratie véritable.

Des divergences subsistent, certes, mais elles ne sont pas insurmontables et, en tout état de cause, ce qui rapproche les démocrates est plus fort que ce qui les divise. Une bonne partie de ce chapitre est consacrée précisément à examiner, à réduire les divergences à leurs dimensions réelles, à dégager tout ce qui peut unir.

> *« Le tryptique « gaulliste, technocratie, corporatisme » exprime une vaste entreprise de destruction des bases d'expression de la démocratie dans notre pays. Aussi le devoir de tous les républicains est-il de défendre les libertés démocratiques, les droits des communes, des départements, de combattre la liquidation de la base d'opposition au régime de pouvoir personnel que constitue le Sénat et de s'opposer aux plans corporatistes du pouvoir dirigés contre la classe ouvrière.*
> *Dans une telle situation tout commande aux travailleurs et aux démocrates de s'unir et de lutter en commun. Ils sont tous menacés par un même*

danger et c'est seulement en unissant leurs efforts qu'ils pourront délivrer notre pays du régime de pouvoir personnel qui nous ramène aux plus sombres périodes de notre histoire. C'est seulement en réalisant leur union pour l'action qu'ils pourront assurer ainsi l'avènement d'une démocratie authentique, d'une démocratie résolument tournée vers l'avenir. »

Il faut remercier Jacques Duclos de cette nouvelle et importante contribution à la bataille des forces démocratiques. Il faut surtout répandre au maximum les enseignements qu'il nous dispense, les diffuser, les utiliser pour décupler l'efficacité de nos efforts.

Lucien MATHEY.

DECLARATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND

A l'issue d'une réunion de leurs représentants, le Parti communiste français et le Parti communiste allemand s'adressent au peuple de France et à la population de la République fédérale allemande et les appellent à combattre le pacte militaire de Gaulle-Adenauer. Conscients de leurs responsabilités pour le maintien de la paix et pour la vie même de leurs peuples, fidèles à l'internationalisme prolétarien et fraternellement solidaires, nos deux Partis déclarent :

Le traité conclu par Adenauer et de Gaulle ne sert pas la réconciliation et l'entente du peuple français et du peuple allemand, mais accélère la course aux armements et la préparation d'un nouveau conflit. Il aggrave la tension en Europe, il accroît le danger de guerre. Il est l'instrument des forces impérialistes les plus agressives qui projettent une croisade contre les pays socialistes.

Le traité Adenauer-de Gaulle menace les intérêts nationaux et pacifiques du peuple français tout comme ceux du peuple allemand. Il renforce le militarisme allemand qui est de nouveau l'ennemi le plus dangereux de la paix et de la coopération des peuples en Europe où il est le fer de lance de l'impérialisme américain.

Le traité Adenauer-de Gaulle, aussi bien que les projets de force nucléaire de l'O.T.A.N. tend à mettre les armes atomiques à la disposition des généraux hitlériens qui commandent la Bundeswehr. L'alliance Adenauer-de Gaulle associe la France aux forces qui sont les seules à formuler les revendications territoriales en Europe et qui veulent remettre en cause les résultats de la deuxième guerre mondiale. Elle signifie que la France devient une base stratégique de la Bundeswehr.

Pour la population d'Allemagne occidentale, le traité Adenauer-de Gaulle cimente la division de l'Allemagne et approfondit le fossé qui sépare les deux Etats allemands. Il contrecarre les efforts visant à l'établissement des relations de paix entre les deux Etats allemands et à un règlement pacifique du problème allemand.

Le traité Adenauer-de Gaulle est l'alliance des forces les plus rétrogrades des deux pays contre la démocratie et le progrès social. Adenauer et de Gaulle, ainsi que les monopoles et les trusts d'armement qu'ils représentent sont les promoteurs d'une alliance avec les dictatures fascistes de Franco et Salazar.

EN application du traité de Gaulle-Adenauer, de nouvelles et formidables dépenses d'armement menacent d'être imposées aux masses laborieuses des deux pays; les gouvernements de Paris et de Bonn multiplient les atteintes aux libertés démocratiques; les monopoles capitalistes intensifient leur offensive contre le niveau de vie de la classe ouvrière et des masses laborieuses. Ce traité, ainsi que la collaboration des monopoles ouest-allemands et français dans le Marché commun entraîne

une insécurité croissante pour des centaines de milliers de paysans, d'artisans et de commerçants et met leur existence en péril.

Sous tous les aspects, militaires, politiques, sociaux, le traité Adenauer-de Gaulle est dirigé contre les intérêts vitaux de nos deux peuples. Il est une alliance de guerre contre la paix, une alliance de la réaction contre le progrès, une alliance des monopoles contre les peuples.

De Gaulle et Adenauer prétendent que le traité servirait la réconciliation et l'amitié de nos deux peuples. C'est un mensonge éhonté. L'amitié des peuples d'Allemagne et de France ne saurait être fondée sur la course aux armements, sur l'alliance des monopoles et des militaristes, sur une alliance de guerre contre les pays socialistes européens. Cette amitié ne peut naître, et ne naîtra que des efforts communs du peuple de France et de la population d'Allemagne occidentale pour la paix et la détente, pour le désarmement et la coexistence pacifique en Europe et dans le monde.

Nous entendons servir l'intérêt de la paix, donc l'intérêt national de nos deux pays, en nous opposant au traité de l'Elysée. Nous avons conscience de demeurer ainsi fidèles aux traditions internationalistes de nos deux partis, de continuer le combat de Karl Liebnecht et d'agir dans le même sens qu'au lendemain de la première guerre mondiale, alors que nous nous dressions ensemble contre l'occupation de la Ruhr.

Il y a trente ans, face au nazisme menacant, Ernst Thaelmann à Paris et Maurice Thorez à Berlin, appelaient à développer la fraternité de combat des travailleurs de France et d'Allemagne. C'est dans le même esprit que nous voulons aujourd'hui renforcer la solidarité de la classe ouvrière et des forces pacifiques de nos deux pays face au nouveau péril.

Au lieu de collaborer à la fabrication de fusées, de bombes atomiques ou d'autres armements, développons entre la France et l'Allemagne occidentale et avec tous les pays, une coopération pacifique dans tous les domaines de la vie intellectuelle et économique.

Les travailleurs et les démocrates de nos deux pays suivent avec admiration les grandes luttes engagées par les mineurs et d'autres couches de la classe ouvrière française pour leurs revendications et contre le décret de réquisition du général de Gaulle. Nous saluons les manifestations de solidarité que ces luttes suscitent en Allemagne occidentale. Nous nous réjouissons des contacts qui s'établissent entre syndicats, comités d'entreprises, organisations de femmes et de jeunes de nos deux pays. Nous souhaitons que se multiplient de telles initiatives, grâce auxquelles l'amitié franco-allemande pour la paix s'établira sur des bases solides.

Les marches de Pâques organisées en Allemagne de l'Ouest contre l'armement atomique et les Etats Généraux du désarmement convoqués à Paris pour le 19 mai à l'appel du Mouvement français pour la Paix expriment une même volonté. Les communistes contribueront de toutes leurs forces à assurer le succès de ces grandes manifestations.

La convergence des efforts de nos deux peuples est un des plus importants facteurs de paix en Europe. Elle doit faire obstacle à la mise en œuvre du traité Bonn-Paris.

L'établissement de relations pacifiques en Europe exige la conclusion d'un traité de paix allemand, la transformation de Berlin-Ouest en ville libre et la reconnaissance des deux Etats allemands et de leurs frontières actuelles. La conclusion d'un traité de non-agression entre les Etats de l'O.T.A.N. et ceux du traité de Varsovie servirait la cause de la paix.

Nous sommes convaincus que la République démocratique allemande représente un important facteur de paix et de sécurité en Europe. Ses propositions de bonne volonté et de raison, préconisant à la fois la renonciation des deux Etats allemands aux armes atomiques, la limitation puis la réduc-

tion de leurs armements, permet un règlement négocié qui assurerait la sécurité européenne et correspondrait aux intérêts de tous les peuples.

CONTRE le dangereux traité Adenauer-de Gaulle, pour garantir un avenir de paix, de démocratie et de progrès social, l'action convergente de toutes les forces ouvrières et démocratiques est indispensable. Les partis communistes des six pays du Marché commun, réunis en conférence du 4 au 6 mars à Bruxelles, ont constaté les possibilités nouvelles existantes aujourd'hui; à cet égard, nos deux partis se félicitent notamment de l'opposition grandissante qui se manifeste de la part des militants socialistes et des syndiqués de toutes opinions contre la politique d'Adenauer et de de Gaulle, hostiles à la paix et à la détente.

Les communistes de France et d'Allemagne occidentale redoubleront d'efforts pour développer la plus large unité d'action qui est seule capable de déjouer le complot contre la paix.

Nous appelons toutes les forces ouvrières et démocratiques à lutter contre la ratification et la mise en application du traité d'alliance militaire Adenauer-de Gaulle.

La solidarité agissante des classes ouvrières de nos deux pays, la lutte commune et l'amitié de nos deux peuples doivent barrer la route à la guerre et contribuer à assurer la paix.

Berlin, le 21 *mars* 1963.

Le Parti communiste allemand.
Le Parti communiste français.

DECLARATION DES PARTIS COMMUNISTES DES SIX PAYS DU MARCHE COMMUN *

DES millions d'hommes et de femmes s'interrogent : que va-t-il advenir de l'Europe ? Sur la base du Marché commun s'est créée une situation lourde de périls. L'axe Bonn-Paris aggrave les risques de guerre. Il encourage tous les milieux impérialistes opposés à la détente internationale. Il donne à la politique expansionniste des milieux les plus agressifs d'Allemagne de l'Ouest un instrument supplémentaire. L'accumulation d'armes atomiques au sein de l'O.T.A.N. se poursuit. Leur dissémination multiplie les dangers d'une catastrophe nucléaire : dans un monde que la course aux armements a transformé en poudrière, l'alliance de Gaulle-Adenauer ajoute un nouveau détonateur.

L'axe Bonn-Paris renforce dramatiquement la menace que nos six Partis communistes avaient dénoncée dès 1959 dans une déclaration commune : le Marché commun, disions-nous voici quatre ans, *tend à aggraver la tension internationale, en rendant en particulier toute sa force agressive au militarisme allemand.* Les forces bellicistes et revanchardes du Pacte atlantique prennent appui en Europe sur le Marché commun ; le militarisme allemand exige de disposer d'armes atomiques et il se les voit offrir.

« *Ce qui s'instaure sous nos yeux, c'est l'Europe des trusts* », avions-nous dit en 1959. Aujourd'hui, de larges milieux populaires et démocratiques constatent que dans le Marché commun les monopoles capitalistes font peser plus lourdement leur emprise.

Des pas dangereux ont été franchis vers la création d'un pouvoir autoritaire au service de la haute finance internationale et des grands trusts. Les parlements nationaux, où doit s'exprimer la souveraineté populaire, sont de plus en plus dessaisis de leurs droits.

Les plans qui visent à intégrer l'Espagne fasciste de Franco dans l'alliance militaire atlantique et dans le Marché commun soulignent les tendances bellicistes et autoritaires qui menacent les peuples d'Europe.

Une attaque concertée est menée dans plusieurs pays du Marché commun contre les droits des organisations ouvrières, en particulier dans les entreprises. Une offensive se déploie contre le droit de grève. Des projets de loi antigrève sont élaborés en Belgique. En Allemagne de l'Ouest, des lois d'exception sont en discussion. En France, la réquisition militaire est décrétée contre les grévistes par le chef de l'Etat.

En s'efforçant de satisfaire aux exigences du progrès technique et du développement des forces productives qui réclament l'élargissement des marchés et tendent objectivement à l'internationalisation de la vie économique, le

* Déclaration publiée à l'issue de la conférence tenue à Bruxelles du 4 au 6 mars 1963.

capital monopolisé cherche à créer un front uni de lutte contre la classe ouvrière et un instrument de guerre froide. Comme l'ont souligné les thèses de l'Institut d'Economie mondiale de l'U.R.S.S., en créant le Marché commun les monopoles cherchent à surmonter les profondes contradictions du capitalisme contemporain aux dépens des travailleurs.

Les monopoles capitalistes on accaparé encore plus que dans le passé les résultats du développement de la production, développement d'ailleurs inégal et irrégulier. Même là où les travailleurs ont conquis, par leurs luttes, un relèvement de leur salaire ou enregistré d'autres succès, les augmentations sont toujours restées en deça de l'aggravation de l'intensité du travail et de l'élévation de la productivité. Souvent les majorations de salaire ont été plus qu'absorbées par la hausse du coût de la vie. Les trusts cherchent à accroître leur pression sur la situation des ouvriers dans tous les domaines. Des millions de paysans d'Europe occidentale sont menacés d'expropriation. Les paysans, alliés naturels de la classe ouvrière, font les frais de la crise agraire, que le Marché commun aggrave encore.

La ruine et l'éviction des artisans se poursuivent. La subordination des petites et moyennes entreprises aux monopoles s'est aggravée dans les six pays, même dans les secteurs où elles se sont développées.

Toutes les forces vives de nos nations sont placées devant la nécessité de lutter pour leurs conditions de vie, leurs libertés, leur culture, leur avenir.

Le Marché commun n'a pas tenu les promesses qui avaient été faites par ses promoteurs. Il n'a apporté aux peuples ni sécurité ni solution des conflits. Bien au contraire, les antagonismes se sont aggravés en son sein et il a conduit à de nouvelles contradictions : la tension avec les pays socialistes a été entretenue; des pressions sont exercées à l'égard des pays neutres et des nations nouvellement indépendantes dans le cadre d'une large entreprise néocolonialiste; de nouvelles discordes ont éclaté entre puissances atlantiques.

Les forces démocratiques de nos pays sont placées devant une responsabilité accrue. Les yeux sont tournés vers la classe ouvrière, dont le rôle national et international a grandi. Des actions convergentes sont devenues nécessaires et possibles pour la solution des problèmes actuels les plus urgents.

LA classe ouvrière, les forces populaires et démocratiques peuvent imposer une autre issue que la multiplication des armements de destruction massive, qu'elle s'exerce sous la forme d'une force de frappe séparée ou sous la forme du projet de force de frappe multilatérale, renforçant les armements nucléaires atlantiques qui sont déjà déployés en Europe et autour de l'Europe par l'impérialisme américain. Cette issue, c'est une politique de désarmement, de paix, de sécurité pour les peuples en Europe et dans le monde.

Les peuples de nos six pays peuvent contribuer à faire triompher la coexistence pacifique entre les Etats de régimes sociaux et politiques différents; ils peuvent pousser à la suppression des essais nucléaires et à la signature d'un accord de désarmement général et contrôlé. La conclusion d'un traité de non-agression entre les Etats membres de l'O.T.A.N. et les Etats adhérents au Pacte de Varsovie serait une contribution majeure à la détente internationale en Europe. Elle pourrait créer des conditions plus favorables à l'institution de zones dénucléarisées et de zones de désengagement.

La solution du problème allemand, notamment par un accord sur Berlin-Ouest et par la reconnaissance de l'existence des deux Etats allemands et de leurs frontières actuelles par tous les Etats, désamorcerait un des plus dangereux foyers de conflit. Les propositions de la République Démocratique Allemande tendant à une solution raisonnable sur cette base et pro-

posant la renonciation des deux Etats aux armements atomiques, la limitation, puis la diminution de leurs armements, représentent une contribution de premier plan à la paix en Europe et dans le monde.

Les communistes contribueront au renforcement du Mouvement de la Paix, au soutien de ses initiatives et à l'union de toutes les forces pacifiques de nos pays.

L'ELARGISSEMENT de relations économiques sans discrimination, entre tous les pays, sur la base de l'égalité des droits et des avantages réciproques, n'est pas seulement une contribution à la paix : il répond aussi aux exigences d'un développement de l'économie de nos pays. En mutilant les courants d'échange internationaux, le Marché commun accentue les déséquilibres économiques.

Un développement des rapports commerciaux entre les pays membres du Marché commun et les pays du Conseil d'Entraide Economique des pays socialistes aiderait à la détente de la situation en Europe.

Des mesures concrètes pour le développement des échanges et de la coopération économique entre tous les pays européens constitueraient une bonne préparation de la Conférence mondiale pour le commerce, décidée par l'Assemblée générale de l'O.N.U. sur proposition de l'Union soviétique.

LA politique du Marché commun tend à limiter et à liquider les droits démocratiques des travailleurs en même temps que les prérogatives des institutions représentatives nationales.

La défense de la démocratie et de la souveraineté nationale est une tâche urgente.

La classe ouvrière revendique dans chacun de nos six pays une extension et une garantie véritable de ses droits. Elle attache à juste titre une grande importance à l'indispensable élargissement des possibilités d'action des salariés et de leurs organisations dans l'entreprise. L'exercice des libertés syndicales et leur extension sont un objectif commun aux travailleurs de tous les pays capitalistes.

L'action des travailleurs et de tous les autres démocrates est le facteur décisif pour préserver et étendre, à tous les échelons de leur pays, le rôle des assemblées élues.

Les monopoles capitalistes, en s'appuyant sur le Marché commun cherchent à étouffer la vie nationale. La classe ouvrière et les autres forces démocratiques peuvent au contraire rassembler tous les adversaires du pouvoir des banques et des trusts en vue d'élargir les droits des masses populaires et d'imposer, selon les décisions démocratiques voulues par chaque peuple, les nationalisations et autres moyens de limiter les pouvoirs des monopoless.

Les institutions supranationales sont aux mains des monopoles. Centralisatrices et bureaucratiques, elles émanent des pouvoirs exécutifs des six pays et excluent, dans leurs structures actuelles, toute intervention réelle et tout contrôle efficace de la part des organes représentatifs des pays membres.

Elles sont directement antidémocratiques. Dans l'immédiat, de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer que les assemblées nationales puissent exercer un droit de contrôle et d'initiative. Cette revendication va dans le sens d'une large union des courants démocratiques.

En même temps, il est nécessaire que la représentation parlementaire et syndicale dans les assemblées de l'actuel Marché commun s'exerce sans discrimination.

DANS les conditions du Marché commun, de nouvelles couches de la population laborieuse ressentent l'impérieuse nécessité d'une lutte pour leurs conditions d'existence.

Les luttes que mènent les travailleurs

et qu'ils intensifient actuellement montrent que les salaires ont en commun de nombreuses revendications portant principalement sur les salaires, les congés, la durée journalière et hebdomadaire du travail, l'âge de la retraite, la sécurité d'emploi, la pleine consécration du droit de grève, la conquête de pouvoirs reconnus aux syndicats dans l'usine, l'égalité des salaires féminins avec les salaires masculins, les droits des jeunes, la situation des travailleurs immigrés.

Ces luttes confirment que dans le Marché commun les travailleurs sont obligés d'affronter de grandes difficultés pour défendre leur pain et améliorer leur condition.

Des succès importants ont été remportés dans ces luttes. Les résultats acquis constituent un grand exemple. En Italie, les ouvriers métallurgistes ont conquis après une lutte de huit mois d'importantes augmentations de salaires, une extension des pouvoirs du syndicat dans l'usine et le droit pour l'organisation syndicale de discuter dans chaque entreprise tous les aspects du travail.

En France, les ouvriers des usines Renault ont obtenu, par leur lutte unie, la quatrième semaine de congés payés. A leur exemple, en quelques mois, des centaines de milliers d'autres ouvriers français ont remporté la même victoire importante.

Les mineurs de la Ruhr, les métallurgistes de Belgique et d'Italie, les dockers et les ouvriers du bâtiment néerlandais ont mené et mènent des luttes pleines de courage. Les mineurs de France sont engagés en ce moment pour leurs revendications dans une grande bataille unitaire.

La solidarité apportée à ces luttes, sur le plan national et international, est d'une grande importance.

C'est pourquoi nous souhaitons et nous saluons tout progrès de l'entente et de l'action commune nationales et internationales entre les organisations syndicales ouvrières.

En même temps que le prolétariat, des catégories sociales extrêmement diverses sont en mouvement. De multiples manifestations paysannes ont été menées dans chacun des six pays. Organisations ouvrières et organisations paysannes agissent plus fréquemment côte à côte et s'épaulent mutuellement. Les ingénieurs, les enseignants, les hommes de culture, les étudiants, certaines professions libérales et bien d'autres couches de la population s'engagent dans des actions.

Qu'elles soient menées par la classe ouvrière ou par d'autres catégories sociales, ces luttes se caractérisent généralement par une unité plus large et plus solide. Elles lient de plus en plus souvent les revendications immédiates à des objectifs démocratiques, nationaux et sociaux.

AINSI, le Marché commun aggrave les soucis que ressentent légitimement nos peuples, qu'il s'agisse des inquiétudes pour la paix, des aspirations à la démocratie, du sort de chaque foyer laborieux ou du destin national. Mais, en même temps, les luttes grandissantes et les succès qui sont remportés indiquent qu'existent dans nos pays des forces capables de repousser l'offensive des monopoles et de briser les complots des fauteurs de guerre.

Pour ouvrir un avenir de paix, de sécurité et de démocratie, l'action convergente de toutes les forces ouvrières et démocratiques est indispensable. Des possibilités nouvelles s'ouvrent aujourd'hui à l'action des forces qui veulent opposer à l'axe Bonn-Paris et à la tension internationale une perspective de démocratie et de paix. Le renforcement et l'extension des actions communes entre communistes et socialistes est d'une importance décisive. Ensemble, communistes et socialistes sont à même d'entraîner les plus larges détachements de la classe ouvrière. Des possibilités nouvelles s'ouvrent pour une large unité des masses populaires et pour des contacts et des ententes des communis-

tes avec les forces catholiques. Des résultats importants ont déjà été obtenus dans l'unité d'action des grandes organisations syndicales.

Les communistes saluent l'union grandissante. Ils la considèrent comme un facteur essentiel pour une grande poussée en avant des forces démocratiques et s'engagent à tout mettre en œuvre pour la consolider et l'étendre.

Les Partis communistes des six pays du Marché commun travailleront avec persévérance et initiative par les moyens les plus divers — contacts, débats, luttes concertées — en vue de développer l'action commune la plus large de toutes les forces ouvrières et démocratiques de l'Europe occidentale. Il s'agit de la paix et de la démocratie, il s'agit de l'avenir de nos pays.

Bruxelles, le 6 mars 1963.

Le Parti communiste allemand.
Le Parti communiste de Belgique.
Le Parti communiste français.
Le Parti communiste italien.
Le Parti communiste luxembourgeois.
Le Parti communiste néerlandais.